





# Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

## 15. Les enfants du Captain Cap

L'Almanach Vermot fixe les canons de l'humour.  
Bergson publie le Rire.  
Alphonse Allais invente l'essoreuse de poche.  
Ubu reste incompris.

«**L**IVRER, au profit de la vieille race française, le bon combat contre les pontifes, les croque-morts, les coupeurs de cheveux en quatre, les efflanqués, les égoïstes, les soi-disant réalistes, les soi-disant psychologues, en un mot les brutes comme les prétentieux et toutes autres bêtes assommantes et maléfiques : tel est l'ambitieux programme de ce « journal humoristique paraissant le samedi », le Rire, dont le premier numéro sort le 10 novembre 1894, sur douze pages vendues quinze centimes. Cet appel du Rire au rire sera entendu, et la feuille de Félix Juven poursuivra une heureuse carrière jusqu'en 1940. Et formera, mine de rien, deux générations de lecteurs très coopératifs à l'art de la gauloiserie accablante, du calembour topique et de l'écaille assassine. Dans un pays si hautement civilisé où le mot « tournure », signale Jules Renard, « s'applique également au derrière des femmes et à l'esprit des hommes », il était bon qu'un organe établisse une liaison durable et zgomatique entre les vendeurs professionnels des cotons de Montmartre et une foule d'amateurs bien disposés : « Que chacun, supplient les rédacteurs de ce numéro 1, envoie des observations sur son entourage, sur son monde, des mots recueillis, des charges, des essais de dessins ».

La formule et le succès du Rire donnent de précieuses indications sur une propension très « fin de siècle » à la bonne humeur incisive. Non pas qu'on ait alors bradé les héritages. De joyeux loustics animent comme par le passé les tables d'hôtes des auberges, ou les repas de première communion. De subtils patoisants à l'aphorisme vengeur égayent sans broncher leurs villages reculés. Et les sociabilités minimales de la boutique, de l'atelier, du cercle ou du zinc ont encore, en toute circonstance et à chaque heure, un tour qui sait être plaisant, dans les mille nuances et déclinaisons régionales d'un *good temper* français, qui va jusqu'à surprendre l'humour anglo-saxon. Toutefois est déjà bien amorcée une sorte de nationalisation du rire, sur le modèle, inévitable dans ce pays de centralisation, de ce qu'on nommait à l'époque l'esprit « bien » ou « très parisien ».

A preuve, la prolifération jusqu'au cœur des provinces d'une grande presse nationale qui fait la part belle à la caricature et à l'histoire drôle, notamment dans ses suppléments illustrés en fin de semaine ; ou la profusion des almanachs édités par les journaux et les organisations les plus variées, qui appliquent scrupuleusement chaque année les recettes d'un humour moyen, pratique et pittoresque dont l'*Almanach Vermot* fixe les canons. Des feuilles spécialisées, légères et corrosives à la fois, entretiennent cette excitation généralisée en louvoyant plus ou moins habilement dans les écueils du genre. Le Rire en est un bon exemple, qui doit son audience au sage équilibre préservé tout au long : « Être très gai, très divertissant, sans être graveleux ou vulgaire ».

Sa formule est immuable, distribuée dans des rubriques fixes : « La vie risible », où les contributions des lecteurs sont importantes. « Les chansons pour rire » dénichées par Jules Jouy, les « Fantaisies illustrées » en noir et en couleur, alimentées par une kyrielle de dessinateurs et de caricaturistes talentueux comme Forain, Willette, Caran d'Ache, Jossot, Léandre, Rabier, Vallotton, Steinlen et Toulouse-Lautrec, ou

signées par des humoristes au goût du jour, un Tristan Bernard, un Jules Renard, un Alphonse Allais ; puis « Le rire à l'étranger », à peine teinté de chauvinisme tricolore. « Les gâtes de la rampe », qui épingle l'activité théâtrale, « Le rire hors-séance » qui transpose ses recettes sur la scène des Folies-Bourbon et, bichonné par une rédaction unanime, « Le petit panorama du cycle », qui célèbre l'activité physique la plus plaisante du siècle. Mais, pour la première fois dans cette presse-là, des numéros thématiques viennent rompre la monotonie : les premiers, inévitablement, prennent pour cibles les « bleus » à la caserne, les ronds-de-cuir au bureau et les tribunaux comiques.

Les dérives grivoises, qui prolifèrent par ailleurs sous le manteau, ou dans le cadre, assez bon enfant, de lois et arrêts de 1881 et 1882 qui veillent sur la liberté des bonnes mœurs dans les magazines spécialisés, sont repérées à temps : le Rire sait endiguer le déferlement des réclames pour les « Curiosités singulières, intimes et littéraires », qui donnent les adresses très transparentes où l'on peut se procurer « photos d'après nature », albums du type *Le Couché d'une fiancée*, efficaces élixirs pour « Décoter et pétarader » et autres appareillages. Par contre, crayonneurs et reporters ont carte blanche pour dénoncer inlassablement le conformisme « bourgeois », la bêtise humaine et les tares sociales les plus voyantes ; si cette critique n'a pas encore la virulence qu'on trouve à partir de 1901 dans la très anarchisante *Assiette au beurre*, elle n'est jamais démentie au Rire, pas plus que chez ses confrères et rivaux, le *Sourire* ou la *Belle Humeur*. Oui, on sut rire sans être inévitablement léger à la veille de la Belle Époque.

On pourrait même soutenir que toutes les figures du rire cohabitent avant 1900. Marcel Schwob, préfacant trente ans plus tard *Messieurs les ronds-de-cuir* de son ami Courteline, rappellera que rire était alors un signe de supériorité des individus libres sur la grotesque massivité dont le XX<sup>e</sup> siècle allait les accabler et surtout que « le rire, c'était se laisser surprendre par une négligence des lois : on croyait donc à l'ordre universel et à une magnifique hiérarchie des causes finales ». Toute la charge subversive du rire renvoyait assurément à une inquiétude sur l'avenir, à une obsession de la décadence, à un doute sur la rectitude du Progrès.

**H**ENRI Bergson ne dit pas autre chose dans son essai sur le Rire qui paraît dans la *Revue de Paris* en février et mars 1899 : « Dans cette présomption (à rire) nous démentirions d'ailleurs bien vite un peu d'égoïsme et, derrière l'égoïsme lui-même, quelque chose de moins spontané et de plus amer, je ne sais quel pessimisme naissant qui s'affirme de plus en plus à mesure que le rieur raisonne davantage son rire ». Mais il ajoute que le rire révèle tout autant les redoutables capacités d'une société moderne à gérer le doute : « Il nous a paru que la société, à mesure qu'elle se perfectionnait, obtenait de ses membres une souplesse d'adaptation de plus en plus grande, qu'elle tendait à s'équilibrer de mieux en mieux au fond, qu'elle chassait de plus en plus à la surface les perturbations inséparables d'une si grande masse, et que le rire accomplissait une fonction utile en soulignant la forme de ces ondu-



lations ». Le rire, conclut-il, est une écume qui « signale à l'extérieur de la vie sociale les révoltes superficielles. Il dessine instantanément la forme mobile de ces ébranlements. Il est, lui aussi, une mousse à base de sel. Comme la mousse, il pétille. C'est de la gaieté ».

Un rire-miroir, ou reflet, traverse donc une production multiforme, de la caricature au conte cruel, de l'apôlisme en bas de page à la pièce de boulevard, de la chronique régulière à la chanson d'un soir. Il épouse toutes les passions politiques et se déchaine particulièrement au temps de l'affaire Dreyfus : quinze jours après le « J'accuse » de Zola, le 5 février 1898, parut par exemple le *Pst*, petit journal sans texte de Forain et Caran d'Ache, d'un rare antidreyfusisme, puis en réplique, le 17, le *Sifflet d'ibels* et Courteline, aussi virement dreyfusard. Ses thèmes de prédilection sont puisés dans les obsessions et les combats de l'heure, l'anticléricalisme, l'antisémitisme ou l'orgueil national face à l'Allemagne et à l'Angleterre. Mais il stigmatise aussi traverses et types sociaux, domestiques singeant leurs maîtres, bourgeois en villégiature, officiers hautains, gens du beau monde, ouvriers en grève, coureurs de jupons ou exploités des pauvres.

Ainsi une comédie humaine et politique est-elle mise en musique et paroles par une bande de bons garçons dont le quartier général préféré était le Montmartre du *Chau Noir* et du *Lapin Agile*. Là, les humoristes en tous genres, éternels étudiants, surnuméraires auxquels l'Hôtel de Ville ou quelque ministère laissent les loisirs de la vie de bureau, petits-bourgeois assez casaniers qui mimaient la vie de bohème, rapins montés en graine et écotiers courant les salles de rédaction, communiquaient dans l'esprit de cabaret et la joyeuseté carnavalesque, égratignaient sans se lasser. L'œuvre d'un Courteline résume assez bien les ambitions humoristiques de la plupart d'entre eux : agiter des héros minuscules, cocus béats, abrutis du billard et de la manille, cabots ou tyrans ; étirer une vision sociale féroce mais courte, en fouaillant les travers des militaires, des juges, des bureaucrates et des petites femmes, en glorifiant par contre les humbles efflanqués, les filles mères, les farceurs impénitents et les putes au grand cœur.

Un Alphonse Allais a suivi longtemps la même voie. Depuis *A se tordre* en 1891 jusqu'à la publication en 1902 des aventures complètes du *Captain Cap*, il a vendu ses multiples inventions et mystifications dans la presse, toutes rédigées à la hâte sur le coin d'une table de bistrot : Allais reste le tendre inventeur de

l'aquarium en verre dépoli pour cyprins timides, du tire-bouchon mû par la force des marées ou de l'essoreuse de poche, l'agent électoral en farces et attraits de ce Captain Cap dont la candidature a ravagé, on s'en souvient, le IX<sup>e</sup> arrondissement en 1893.

**M**AIS, peu à peu, à force de mettre le monde à l'envers, l'humoriste si bien à l'aise dans l'air du temps gagne les rives plus escarpées de l'humour noir et du non-sens. Il soupçonne que seule la bouffonnerie peut ébranler les certitudes et exprimer la crise des valeurs : d'aventures en breuvages, Cap « abuse de sa science pour jeter le trouble dans un intérieur bourgeois ». Cette navigation d'Alais, suivie par une minuscule flottille d'humoristes conscients, renoue avec la grande tradition des « Hirsutes », « Hydromathes », « Zutistes », « Fumistes » et autres spécialistes des « Arts incohérents » dont la verve, apparue après la Commune, languissait un peu vers 1890. Ainsi la Nef des Fous de quelques illuminés du langage entre-t-elle subrepticement dans les eaux de l'*Almanach Vermot*.

Ce passage du persiflage à un « marabisme » fin de siècle dont les Surréalistes plus tard s'inspireront, nul ne l'a mieux fait sentir sans doute que le jeune Alfred Jarry, le potache pataphysique. La relève était bien là, et le malentendu aussi, en ce soir tumultueux du 10 décembre 1896, pour la première d'*Ubu roi* au Théâtre de l'Œuvre. Rien n'y fit, ni la conférence préliminaire et méthodologique de Jarry en costume de clown, ni le choc de cette Pologne, « c'est-à-dire Nulle Part », qui enveloppe l'action, ni la gigue improvisée par Firmin Génier transpirant sous le masque d'Ubu. Lugné-Poe, qui a monté le spectacle à la hâte, vient tout juste d'imposer qu'on éteigne les lumières (innovation qui agace les spectateurs jusqu'alors habitués à une salle éclairée tout au long) que le « *Merdre !* » aussitôt ténassé. S'ensuit le plus déhissant scandale que Paris ait connu, depuis la bataille d'*Hernani* en 1830 et avant le *Sacre du printemps* en 1913. Francisque Sarcey, l'omnipotent critique, est traité de « vieux salaud » par quelques amis de l'auteur. Colette rugit de rire en criant : « Enchaînez ! » Et Jules Lemaitre, inquiet, interroge : « C'est bien une plaisanterie, n'est-ce pas ? » Parmi les plus acharnés à insulter Jarry, Courteline se distingue. Hors de lui, debout sur un strapontin au fort de l'empoignade, il hurle sans humour aucun : « Vous ne voyez pas que l'auteur se fout de vous ? ». Il a tort. Le bon esprit du temps

prend sans doute sa revanche sur Jarry en raffolant de l'adjectif « ubuesque » après avoir vomi la pièce. Bonnard baptise son basset du nom du roi de Pologne. Et Mallarmé appelle ses chats « M. et M<sup>me</sup> Ubu ». Mais le malaise s'installe. Le calembour a été bousculé par le mot-valise, un mélange de grotesque et de tragique a dépeuplé les ronds humoristiques où l'on venait chercher le réconfort à bon compte. « Il n'est pas étonnant que le public ait été stupéfait à la vue de son double ignoble », conclut fièrement Jarry. Les ficelles du rire fin de siècle tentent toujours d'empaqueter gentiment la satire, mais voilà que s'avance le nouveau siècle, avec son « rire à mort » dont parlera Bataille.

A preuve de son essoufflement et de sa subversion par des formes amusantes autrement corrosives, l'échec de cette « Maison du Rire » que les maîtres de l'humour en place, Juven en tête, avaient à grands frais installée à Paris pour égarer l'Exposition de 1900. Les foules ne s'y pressèrent guère. Un seul hôte de marque l'honora d'une visite. Un grand vieillard à barbe blanche égaré par le nouveau siècle, avec son « rire à mort » dont parlera Bataille.

Prochain épisode  
Bernadette  
et Thérèse

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».  
• Vendredi 3 août : Les enfants du Captain Cap.  
• Lundi 6 août : Bernadette et Thérèse.

Pour en savoir plus

► *Œuvres anthèmes*, d'Alphonse Allais, Robert Laffont, 1989.  
► *Anthologie de l'humour noir*, d'André Breton, Le Livre de Poche, 1989.  
► *Les Arts incohérents (1882-1893)*, de Catherine Charpin, Syros Alternatives, 1990.  
► *Montmartre du plaisir et du crime*, de Louis Chevalier, Robert Laffont, 1980.  
► *L'Esprit fumiste et les firs fin de siècle*, Anthologie, de Daniel Grojnowski et Bernard Sarrazin, José Cerd, 1990.  
► *Tout Ubu*, d'Alfred Jarry, Le Livre de Poche, 1985.  
► *La Caricature et la Presse sous la III<sup>e</sup> République*, de Jacques Lathève, A. Colin, 1961.

## Les forces de

## Le Caire du

مركز زلازل



## L'occupation du Koweït par l'Irak

# Les forces de Bagdad consolident leur emprise sur l'émirat

L'Irak, dont l'intervention a été condamnée à travers le monde, consolidait, vendredi 3 août, son emprise sur le Koweït après avoir annoncé que le « gouvernement provisoire » installé par ses troupes confisquerait les avoirs de l'émir, de sa famille et de ses ministres.

Environ 200 chars irakiens se sont déployés jeudi soir dans la capitale, certains pointant leurs canons vers le Golfe, où croisent huit navires de guerre américains et vers lequel a été dépêché le porte-avions « Independence ».

Le calme – ponctué de tirs sporadiques – est revenu vendredi en début de matinée sur Koweït, où les envahisseurs semblaient avoir eu raison des dernières poches de résistance. Toutefois, des témoins ont fait état de violents échanges de tirs, vendredi, autour de la principale garnison de l'armée koweïtienne, située à Chouwaik, dans le nord de l'émirat. Selon un premier bilan, les combats auraient

fait de 100 à 200 morts du côté koweïtien. En outre, selon les services du groupe d'assurance Lloyd's, une partie des soldats irakiens qui ont pris le contrôle de l'aéroport et du palais de l'émir se sont dirigés vers le sud de la capitale, du côté des gisements de pétrole de Mina-el-Ahmedi.

### Appels à la résistance

L'émir Jaber, dont un frère cadet a été tué dans les combats, s'est réfugié en Arabie saoudite, où il devait rencontrer vendredi d'autres dirigeants arabes à Djeddah. Quant au « gouvernement provisoire du Koweït libre », monté en épingle par Bagdad mais dont on ignore tout, il a imposé un couvre-feu et annoncé la fermeture des frontières ainsi que des ports et aéroports.

Ayant affirmé, selon les organes de presse irakiens, avoir renversé le régime de l'émir Jaber – qu'il accuse d'avoir dilapidé les richesses nationales – ce mystérieux « gouvernement provisoire » a annoncé avoir dissous

l'Assemblée consultative et assuré qu'il « procédera, après qu'il aura assuré la stabilité nécessaire dans le pays, à l'organisation d'élections libres et honnêtes en vue de constituer un conseil représentatif du peuple ». Ce conseil décidera de la nature du régime et de la gestion des affaires fondamentales du Koweït, toujours selon le « gouvernement provisoire », qui a tenu à préciser que « la réparation du tort porté à l'Irak par l'ancien régime corrompu sera en tête de ses responsabilités nationales, arabes et morales ».

Mais, alors que les irakiens assurent contrôler la situation sur l'ensemble du territoire koweïtien, un appel à la résistance émanant du prince héritier et premier ministre, cheikh Saad el Abdullah el Sabah, a été diffusé jeudi soir par la radio et la télévision koweïtiennes.

Parallèlement, M. Abdel Rahman el Awadi, ministre d'Etat koweïtien aux affaires de la présidence du Conseil, a annoncé au Caire, où se déroule une réunion de la Conférence islamique, que son pays réclame l'envoi d'une force arabe conjointe afin d'obliger

l'Irak à se retirer. D'autres représentants koweïtiens ont demandé une intervention militaire américaine. De son côté, Washington a réclamé des informations sur plusieurs ouvriers américains de l'industrie pétrolière qui ont disparu pendant l'invasion. « S'ils sont menacés ou maltraités, cela aurait un très fort impact aux Etats-Unis, car il est de ma responsabilité de protéger les citoyens américains », a déclaré le président George Bush à la presse.

Par ailleurs, dans l'un de ses communiqués, le « gouvernement provisoire du Koweït libre » a accusé cheikh Jaber et sa « clique » d'avoir gaspillé leur fortune « dans leur poursuite du plaisir », ajoutant qu'il était « grand temps de restituer ces fonds détournés à leurs propriétaires légitimes, les fils du peuple koweïtien ».

Ce « gouvernement » a confisqué les avoirs de cheikh Jaber, du prince héritier et du ministre de la défense Nguaf el Ahmed el Jaber, ainsi que ceux des ambassadeurs du Koweït aux Etats-Unis, auprès de l'ONU et de la Ligue arabe. Il a également mis en

garde « les banques étrangères auprès desquelles ils ont déposé leur argent contre toute manipulation de ces fonds qui porterait atteinte au peuple koweïtien ».

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont gelé ou placé sous contrôle les avoirs koweïtiens sur leur territoire pour les soustraire à un gouvernement sous tutelle irakienne.

Pour sa part, l'Irak a répliqué au gel de ses avoirs aux Etats-Unis en suspendant le remboursement de ses dettes à ce dernier pays.

Tandis que les pays arabes – particulièrement prudents jusqu'à présent – se concertent pour tenter de trouver une réponse commune aux événements du Golfe, une station de radio koweïtienne, Houna Koweït (« Ici Koweït »), qui diffusait encore près de vingt-quatre heures après l'invasion du pays par l'Irak, a lancé vendredi un appel à l'aide désespérée aux pays arabes. « Où sont les accords arabes ? Où sont les accords du Golfe ? Où sont les accords islamiques ? C'est le moment de les appliquer ». – (Reuters, AFP, AP.)

## Le Caire : la colère contenue du président Moubarak

### LE CAIRE

de notre correspondant

Le président égyptien Hosni Moubarak a jusqu'à présent contenu sa colère contre l'Irak. Le Raïs semble en effet avoir ressenti l'invasion du Koweït comme un camouflet personnel.

Au cours de sa tentative de médiation la semaine dernière, il avait non seulement cru aux assurances irakiennes de non-agression mais encore s'était presque fait le porte-parole du président Saddam Hussein. Il avait publiquement affirmé que « le sage » président irakien n'avait pas l'intention d'agresser le Koweït et démentit les

informations sur l'envoi de renforts irakiens à la frontière.

Aujourd'hui, le Raïs a le sentiment de s'être fait piéger et d'avoir même été un outil entre les mains des irakiens pour calmer les appréhensions koweïtiennes et internationales, permettant ainsi à Bagdad de réaliser son attaque surprise.

S'il ne donne pas libre cours à sa colère, indique-t-on de source égyptienne, c'est par souci de ne pas compromettre le sort du million d'Égyptiens résidant en Irak et des dizaines de milliers travaillant au Koweït. Cela ne l'a toutefois pas empêché de donner le feu vert à la presse officieuse qui, vendredi 3 août, s'est déchaînée contre

l'Irak. Al-Ahram qui consacre une « une » spéciale à l'invasion, titre sur huit colonnes : « Effrayante catastrophe arabe ». Dans son éditorial, le journal qualifie l'agression irakienne de « jour le plus noir dans l'histoire des Arabes ». « Nous sommes arrivés à un stade où l'un d'entre nous s'efforce de faire tomber le temple sur la tête de tout le monde (...) pour une poignée de terre, un puits de pétrole ou quelques milliards de dollars », ajoute le journal. Al-Gomhouriya accuse de son côté l'Irak « d'avoir succombé à l'amour de l'or qui est derrière toutes les catastrophes » et d'avoir ouvert la voie à l'ingérence étrangère.

ALEXANDRE BUCCIANTI

## La grande prudence du monde arabe

Malgré les appels répétés à l'aide et à la solidarité arabe lancés par l'émirat, trois pays arabes seulement, le Maroc, l'Algérie et le Liban se sont joints, jeudi 2 août, à la condamnation quasi unanime dans le monde de l'intervention armée irakienne contre le Koweït.

### NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Après trois réunions dont la dernière s'est tenue en présence du vice-premier ministre irakien, M. Saadoun Hamadi, au Caire, les ministres des affaires étrangères arabes n'ont pu, en raison de leurs divergences, se mettre d'accord sur la rédaction d'un communiqué commun et ont reporté à vendredi dans la soirée leur prise de décision.

Celle-ci devrait suivre la tenue d'un mini-sommet à Djeddah réunissant autour du roi Fahd d'Arabie saoudite l'émir du Koweït, Cheikh Jaber, réfugié dans le royaume, le président égyptien Hosni Moubarak, le roi Hussein de Jordanie, qui s'est rendu jeudi à Alexandrie, Cheikh Zayed, des Emirats arabes unis, et si ses pairs arrivent à le convaincre d'y participer, le président irakien Saddam Hussein.

Les ministres arabes ont toutefois accepté le principe de la tenue rapide d'un sommet arabe réclame par la Syrie. Le président Assad s'était tôt jeudi entretenu par téléphone à ce sujet avec ses collègues saoudien, égyptien et jordanien.

### Le mal aimé du monde

La prudence qui caractérise la réaction générale dans le monde arabe s'explique sans doute à la fois par la crainte qu'inspire l'Irak à nombre de pays, dans le Golfe en particulier, le souci d'éviter une intervention étrangère qui pourrait embraser la région tant les réactions du président irakien, qui avait promis à plusieurs de ses pairs de ne pas intervenir militairement au Koweït, sont inattendues et peuvent être violentes et la difficulté de mettre en place une réponse appropriée à cette agression.

Lors de la réunion du Caire, l'Arabie saoudite, dont la presse officielle a réagi avec une extrême prudence, se serait toutefois prononcée pour une condamnation de l'intervention irakienne, condamnation rejetée notamment par le Yémen et le Soudan « pour ne pas donner de prétexte à une intervention des Etats-Unis ».

En affirmant que le roi Fahd, qui s'est entretenu avec le président américain George Bush, « a tenu de calmer la situation et d'assurer un retour à la normale au Koweït », la télévision saoudienne laisse cependant entendre que celui-ci souhaite bien voir rétablir sur son trône l'émir Jaber.

Mais pour Bagdad l'éviction par la force de la monarchie koweïtienne est un fait inéluctable, le vice-premier ministre irakien l'a affirmé aux chefs des diplomates

arabes : « La monarchie koweïtienne est finie, ne perdez pas votre temps à la défendre », leur a-t-il dit, d'emblée, à son arrivée au Caire.

Cela ne peut en effet qu'inquiéter très sérieusement les monarchies du Golfe dont la seule parade aux ambitions des deux puissances régionales, l'Irak et l'Iran, avaient été, en 1981, la création du Conseil de coopération du Golfe (CCG) : Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, EAU, Oman. Malgré plusieurs demandes, Bagdad n'a jamais pu adhérer à ce « club » qui à ses débuts n'avait pas vu d'un très mauvais œil le déclenchement de la guerre Irak-Iran, y voyant d'abord un moyen d'affaiblir ces deux puissances voisines qui n'ont eu de cesse de s'affronter pour affirmer leur suprématie sur le Golfe.

Ce n'est qu'au fil des ans et devant la crainte grandissante que leur inspirait le militarisme chite iranien que les pays arabes dans leur quasi-unanimité, à l'exception notable de la Syrie, ont soutenu pleinement l'Irak mais jamais, faut-il le préciser, avec un très grand enthousiasme en ce qui concerne la plupart d'entre eux.

« L'Irak a le sentiment d'être le mal aimé du monde », nous disait récemment un diplomate arabe en poste à Bagdad, mais il faut bien dire que Bagdad n'a jamais rien fait pour démentir une réputation justifiée de brutalité, de violence et de coup de force. Ce n'est pas le dernier épisode en date contre le Koweït qui sera de nature à faire changer les choses.

Depuis la fin de la guerre irakienne, les ambitions déclarées du président Saddam Hussein au leadership du monde arabe, sa course effrénée au développement réussi de sa puissance militaire ne font qu'inquiéter les pays arabes, qui se méfient en définitive d'un homme que rien ne semble devoir arrêter quand il a décidé quelque chose.

La première initiative du président irakien pour asseoir son leadership sur le monde arabe, la création du Conseil de coopération arabe (CCA : Irak, Egypte, Jordanie et Yémen), avait été particulièrement mal reçue à Ryad, qui voyait dans la participation du Yémen, alors du Nord seulement, une tentative d'encerclement qui pourrait se révéler dangereuse à terme.

Depuis, le CCA n'a pas répondu aux attentes irakiennes, l'Egypte, dès sa réintégration officielle dans la Ligue arabe, prenant ses distances politiques vis-à-vis d'une instance au sein de laquelle elle avait d'autant moins intérêt à s'isoler que, cherchant elle aussi à retrouver une place de premier plan dans le monde arabe, elle se devait d'avoir des bonnes relations avec tout le monde.

Ennemi de longue date du président irakien, le président Assad de Syrie pourrait en tous cas bien bénéficier des initiatives intempestives de Bagdad, nombre de pays arabes, dans le Golfe en particulier, considérant Damas comme le seul contrepois possible à l'Irak. En décidant le principe d'un sommet arabe sur le conflit irako-koweïtien réclamé par la Syrie, les ministres des affaires étrangères arabes ont offert à cet égard une revanche au président Assad dont

le pays n'avait pas participé au dernier sommet tenu à Bagdad sur l'insistance de l'Irak.

Nul doute que le président Assad va pouvoir négocier plus solidement son rôle de contrepois à Bagdad, et ceci d'autant plus que grâce aux accords de Taïf sur le Liban il n'est plus officiellement accusé d'être un obstacle au règlement de la crise libanaise.

L'Irak, qui n'a eu de cesse au Liban de contrebalancer l'action syrienne en aidant tour à tour toutes les forces hostiles à Damas, est aujourd'hui isolée sur ce dossier. Sa position intransigeante avait effrayé en mai 1989 ses pairs, notamment lors du sommet de Casablanca que le président irakien avait quitté avant son terme pour marquer sa désapprobation des mesures prises.

### L'embarras de l'OLP

L'embarras des principaux alliés de l'Irak, l'OLP dont les instances dirigeantes réunies à Tunis n'ont toujours pas fait connaître leur réaction et la Jordanie qui s'est beaucoup rapprochée de l'Irak par crainte d'Israël et devant le blocage du processus de paix, en sont les cas perceptibles.

A Amman on ne cache pas en privé que les déclarations agressives du président irakien pèsent quelque peu les officiels jordaniens dont les tentatives pour modérer l'Irak ou tout au moins lui donner une image plus positive ont été vaines.

L'OLP, coincée entre l'Egypte de plus en plus alignée sur la position américaine dans le conflit du Moyen-Orient et l'Irak, dont le comportement n'est pas de nature à aider les démarches de la centrale palestinienne au moment où celle-ci s'accrete toujours à son initiative de paix, a une marge de manœuvre limitée.

Cela d'autant plus que Bagdad a repris langue avec les formations palestiniennes les plus hostiles à l'OLP comme l'organisation d'Abou Nidal par exemple et maintient une attitude ambiguë dans le conflit israélo-palestinien. Ne dit-on pas de très bonne source palestinienne que si la Libye a organisé militairement le raid avorté du FLP d'Abou Abbas sur une plage israélienne qui a abouti à la suspension du dialogue arabo-palestinien, celui-ci a été financé par l'Irak ?

Jusqu'au Maghreb on s'inquiète du rôle irakien, notamment à propos de la Mauritanie où Bagdad joue à merveille des conflits internes. La Libye n'oublie sans doute pas non plus l'aide apportée par l'Irak au président tchadien Hissène Habré dans son conflit avec Tripoli.

Même s'ils déclarent vouloir circonscrire ce nouveau conflit irakien dans un cadre strictement arabe, on peut imaginer que les chefs d'Etat réunis à Djeddah, et dont les éventuelles décisions devraient donner le ton à la réaction globale du monde arabe, prendront contact avec Washington, dont les intérêts dans le Golfe ne peuvent être ignorés, pour savoir exactement ce qui peut être fait.

FRANÇOISE CHIPAUX

### La monarchie koweïtienne

## Du consensus tribal aux prérogatives des princes

La disparition de l'émirat du Koweït en tant qu'Etat souverain indépendant marque la fin d'un régime qui, malgré tous ses défauts et limites, représentait dans la région du Golfe le cas exemplaire d'une monarchie fondée sur des principes démocratiques.

Contrairement aux autres monarchies pétrolières, la dynastie d'Al Sabah avait, depuis sa création au dix-huitième siècle, fondé son pouvoir non sur la force, ainsi que c'est l'usage chez ses voisins, mais sur le consensus tribal.

Ces tendances devaient se renforcer au début des années 60, lorsque le onzième émir de la lignée des Sabah cheikh, Abdallah al Salem al Sabah engagea l'émirat qui venait de proclamer son indépendance dans la voie d'une démocratie certes limitée, mais bien réelle.

Cheikh Abdallah dota l'émirat en 1962 d'une Constitution libérale – trop libérale, diront par la suite ses détracteurs au sein de la famille régnante – qui, tout en sauvegardant les prérogatives de la dynastie, organisait la vie politique selon des normes quasi démocratiques.

L'émir du Koweït conservait, il est vrai, un pouvoir personnel très large, mais une Assemblée élue au suffrage restreint assurait un semblant de participation des principales forces politiques du pays au pouvoir.

Dans l'esprit de ce grand libéral que fut l'émir Abdallah, le père de la Constitution de 1962, cette formule de gouvernement à l'époque unique en son genre au sein du monde arabe, constituait le meilleur moyen de regrouper la nation koweïtienne autour du palais, au moment où le jeune émirat était menacé par les revendications annexionnistes du général Kassim.

Les successeurs de l'émir Abdallah, décédé en 1965, cheikh Saïyah (1965-1977) et

l'actuel émir Jaber, ne se sont pas, hélas, montrés à la hauteur de leur aîné. Soumis aux pressions de leurs voisins conservateurs inquiets d'une possible contagion démocratique et des « durs » de la famille régnante qui souhaitaient un Parlement docile et des députés « raisonnables » qui se contenteraient de jouer les figurants, ils ont à deux reprises, en 1976 et 1985, suspendu certains articles de la Constitution devenus la bête noire des princes du palais et dissous le Parlement, considéré comme « le mauvais exemple » qu'il fallait à tout prix neutraliser.

### Enterrer le Parlement

Dans ce domaine, la responsabilité de la famille Al Sabah est écrasante. Après la disparition de l'émir Abdallah, ses successeurs s'écarterent peu à peu de l'esprit et de la lettre de la Constitution de 1962, devenue un document gênant et une espèce de carcan qui limitait leur liberté. On a parlé, à un certain moment, d'une opposition entre les deux branches de la famille régnante Al Sabah : les Jaber et les Salem, ces derniers étant considérés comme favorables au maintien d'une vie parlementaire démocratique.

Il a fallu vite déchanter, et toute la famille a applaudi des deux mains la récente décision de l'émir Jaber de créer un conseil national provisoire (le Monde du 16 juillet) dont l'objectif inavoué était d'enterrer définitivement l'idée d'un Parlement moderne qui serait un véritable instrument de contrôle de l'exécutif, ainsi que le souhaitaient les dirigeants du mouvement constitutionnel.

Les membres de la famille d'Al Sabah-près de deux mille princes – n'ont jamais accepté le désir des députés de mettre leur nez dans ce qu'ils considéraient comme étant leurs affaires pri-

vées. Jaloux de leurs prérogatives, et souhaitant qu'aucun obstacle ne vienne entraver un pouvoir entaché de nombreux abus commis par les jeunes émir, engagés dans des affaires lucratives, les membres de la famille régnante ont, en fin de compte, tué la poule aux œufs d'or.

Car il est évident que l'une des raisons qui ont poussé Saddam Hussein à envahir l'émirat a été sa ferme conviction que la crise interne provoquée au Koweït par l'affaire du Conseil national provisoire avait considérablement affaibli l'autorité et le prestige des Al Sabah et faciliterait en conséquence le succès de son entreprise. Depuis le scandale financier du Souk el Manachij et la manière dont il a résolu en faveur de certains membres de la famille royale, le capital de confiance dont jouissait le palais s'est graduellement effrité.

Les Koweïtiens, en particulier l'élite intellectuelle de l'émirat, qui joue un rôle primordial dans la vie politique, se sont aperçus finalement qu'ils étaient gouvernés par des princes qui pensaient surtout à leurs propres intérêts matériels. La mise à l'écart du Parlement a par ailleurs creusé le fossé entre les émir et certaines couches de la population pour qui l'Assemblée nationale constituait l'unique moyen d'exprimer leurs doléances.

Le système parlementaire koweïtien, malgré ses imperfections, forçait le respect, même chez ses adversaires. En le supprimant, l'émirat a perdu une part importante de sa crédibilité. Cela explique pourquoi les pays arabes qui, par le passé, éprouvaient une crainte respectueuse à l'égard du Koweït et de sa politique, se sont montrés aussi indifférents dans l'épreuve que traverse actuellement l'émirat.

JEAN GUEYRAS



## L'OCCUPATION DU KOWEÏT PAR L'IRAK

## Les réactions internationales

La volonté affichée par Moscou et Washington de parvenir à une « position commune » pour condamner l'invasion du Koweït par l'Irak et pour mettre l'embargo sur les livraisons d'armes au régime de M. Saddam Hussein s'est notamment traduite par l'annonce de la visite inopinée à Moscou, ce vendredi soir 3 août, de M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, de retour de Mongolie, et la publication attendue d'un communiqué conjoint américain-soviétique.

A Bruxelles, les Douze ont eux aussi « condamné fermement » l'invasion et réclament « le retrait immédiat » des envahisseurs. Dans un communiqué, ils ont estimé que « l'agression militaire » irakienne constituait « une action hostile contre un pays voisin, mais également une menace dangereuse pour la paix et la stabilité dans la région ».

L'Italie a condamné sans réserve l'invasion, de même que l'Espagne; mais cette dernière a déclaré n'avoir pas l'intention d'imiter les Etats-Unis en gelant les avoirs koweïtiens sur son territoire.

Le premier ministre britannique a fermement condamné l'invasion, rapporte notre correspondant à Londres. M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, qui se trouvait à Aspen (Colorado), a déclaré jeudi 2 août à l'issue d'entretiens avec le président Bush que « l'Irak a violé les frontières et envahi la territoire d'un pays membre de l'ONU, ce qui est totalement inacceptable. La continuation de cette situation constituerait une menace grave pour la sécurité des petits pays ».

Dès l'annonce de l'invasion, Londres a écarté toute intervention armée séparée, malgré les liens militaires très étroits entretenus avec le Koweït. Le traité de défense mutuelle entre la Grande-Bretagne, qui a accordé l'indépendance au Koweït en 1961, et l'émirat, a été abrogé en 1971. Le ministère de la défense a ordonné à deux bâtiments de la Royal Navy de mouiller à 700 kilomètres des côtes du Koweït, au large de Dubaï. Sur le plan diplomatique, la marge de manœuvre de M<sup>me</sup> Thatcher est très limitée. Plusieurs événements, récents, dont

l'exécution du journaliste de l'Observer, Farzad Bazoft (le Monde du 16 mars), le démantèlement d'un réseau d'exportation vers l'Irak de composants nucléaires et la saisie du « super-canon » destiné à Bagdad, ont conduit la Grande-Bretagne et l'Irak au bord de la rupture. Les autorités britanniques craignent aussi d'élever le ton pour ne pas compromettre le sort d'un homme d'affaires, M. Ian Richter, emprisonné en Irak depuis 1986.

Le Conseil fédéral (gouvernement) suisse a pour sa part indiqué qu'il attendait des banques helvétiques qu'elles fassent preuve de « diligence accrue » afin de protéger les avoirs de l'Etat koweïtien en Suisse. Il a en particulier demandé de contrôler « avec soin » l'identité du titulaire et du bénéficiaire lors de tout retrait de capitaux koweïtiens.

A Ankara, le ministère turc des affaires étrangères s'est déclaré « profondément inquiet » de la violation de la souveraineté du Koweït. « Nous souhaitons que cette crise dans une région voisine de notre pays et qui pourrait causer la montée d'autres tensions déjà

existantes dans la région soit résolue dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Koweït ». Après avoir attendu plusieurs heures avant de réagir, l'Iran a « condamné l'agression militaire irakienne contre le Koweït », demandant « le retrait des troupes irakiennes aux frontières internationales reconnues ». « L'Iran déclare que, en tant que plus grand pays de la région et ayant le plus haut degré d'intérêts dans la région, il ne peut pas rester indifférent à tout développement mettant en danger sa sécurité nationale et la stabilité régionale », a ajouté le communiqué du ministère des affaires étrangères.

Ce dernier précise néanmoins que l'Iran respectera le principe de non-ingérence, « bien que les récents développements soient la conséquence d'une collaboration passée avec l'agresseur que l'Iran n'a cessé de désigner aux pays de la région ».

— (AFP, Reuter, AP, UPI.)

## Washington : priorité à la concertation diplomatique mais aucune option n'est écartée

Isoler politiquement et économiquement l'Irak, tel semble être, jusqu'à nouvel ordre, l'objectif déclaré des dirigeants américains. Objectif dont la réalisation semble moins évidente, et le président Bush, qui, jeudi 2 août, dans la matinée, indiquait qu'« aucune action militaire n'était envisagée », n'en déclarait pas moins, dans l'après-midi, qu'une série d'options, y compris « d'ordre militaire », avaient été discutées à la Maison Blanche par les experts du Conseil national de sécurité.

WASHINGTON  
Correspondance

A dire vrai, les milieux officiels ont été pris par surprise, en début, semblait-il, de mise en garde répétée de la CIA, qui, attaquée par plusieurs membres du Congrès pour l'« insuffisance » de ses agents dans cette affaire, a cru bon, jeudi, de faire une mise au point officielle pour préciser que « les informations utiles avaient été transmises en temps nécessaire aux autorités ».

La classe politique n'en reste pas moins déconcertée par une invasion irakienne à laquelle elle ne s'attendait

plus. L'opinion qui prévalait jusqu'ici à Washington était que la concentration massive des forces irakiennes à la frontière serait suffisante pour intimider les Koweïtiens et leur faire accepter, du moins partiellement, les exigences de Saddam Hussein.

Ainsi, cette agression entrait-elle de nouvelles spéculations sur les intentions du leader irakien. Va-t-il retirer ses troupes dans un délai relativement court après avoir consolidé le nouveau gouvernement « provisoire » de sa convenue, ou bien va-t-il s'engager dans une action offensive dirigée contre l'Arabie saoudite ?

Selon le sénateur Boren, président de la commission spécialisée dans les affaires de renseignement, toute tentative contre les champs pétroliers saoudiens représenterait « une menace directe contre notre sécurité nationale, et ne pourrait être tolérée ».

En tout cas, cette incertitude incite les dirigeants américains à la prudence. La présence navale américaine a été renforcée dans le Golfe (le Monde du 3 août), mais la supériorité massive de l'Irak, en hommes et en matériel, rend pratiquement impossible une action militaire américaine à terre. Le Pentagone a fait savoir qu'il faudrait quarante-cinq jours pour mobiliser une force d'intervention en mesure de contenir l'armée irakienne. Mais, soumise aux fortes pressions du

Congrès, retentissant des clameurs de ceux qui réclament une action militaire immédiate contre le « fou de Bagdad », il sera difficile à l'administration Bush d'éviter une action aéronavale limitée, dans l'hypothèse où des citoyens américains seraient tués par les forces irakiennes.

« Revirement salutaire »  
de l'Union soviétique

A ce propos, selon un responsable du département d'Etat, huit Américains qui travaillaient sur des exploitations pétrolières au Koweït seraient portés disparus ou auraient été « déplacés par les forces irakiennes ».

Dans l'immédiat, cependant, il ressort clairement des déclarations du président Bush et de M<sup>me</sup> Thatcher — de passage dans le Colorado — que la préoccupation prioritaire est de mettre au point une action diplomatique et concertée entre les alliés des Etats-Unis et, de préférence, dans le cadre des Nations unies. A cet égard, on se félicite des mesures de gel des investissements irakiens et koweïtiens prises simultanément à Londres et à Paris.

De même, la décision de Moscou de suspendre ses envois d'armements est considérée comme un « revirement salutaire ». « Le secrétaire d'Etat Baker ne s'arrêterait pas à Moscou

[après avoir écouté sa visite en Mongolie] si un bon niveau de coopération avec l'URSS n'existait pas » devait ajouter le président américain.

En tout cas, l'attitude du Kremlin, estime-t-on, semble pour l'instant favorable à établir une action collective nécessaire pour imposer des sanctions qui, comme l'a souligné M<sup>me</sup> Thatcher, ne soient efficaces que si elles sont appliquées par tous les pays membres des Nations unies.

D'autre part, le président Bush s'est dit « encouragé » par ses conversations avec les dirigeants des pays arabes modérés, qui, à-t-il dit, recherchent une « solution arabe ». Mais, dans l'entourage présidentiel, on souhaite que ces pays prennent des initiatives plus « vigoureuses » pour dénouer une crise dans laquelle ils sont les premiers menacés.

L'embargo commercial affectera les exportations de pétrole irakien représentant 7,3 % du total des importations pétrolières et 3,6 % des besoins des Etats-Unis. Le consommateur américain ne devrait pas en souffrir, tout au moins pendant plusieurs mois, mais l'inevitable hausse du prix du pétrole va fortement alourdir la facture pétrolière des Etats-Unis, juste au moment où l'économie américaine est menacée de récession.

HENRI PIERRE

## Moscou : interruption des livraisons d'armes à Bagdad

MOSCOU

de notre correspondant

Réagissant avec une grande rapidité, quelques heures seulement après l'entrée des troupes irakiennes au Koweït, l'URSS a décidé jeudi 2 août d'interrompre ses livraisons d'armements à l'Irak. Moscou manifeste ainsi sa volonté de ne pas voir cette nouvelle guerre du Golfe s'étendre, avec tous les dangers de dérapage que cela comporte dans cette région hautement sensible.

L'URSS est le principal fournisseur d'armes de Bagdad et les deux pays sont liés depuis 1972 par un traité d'amitié et de coopération, renouvelé en 1987. En dépit de ces liens étroits, l'Irak a toujours été un allié ombrageux pour le Kremlin, qui avait réussi à préserver un savant équilibre entre Bagdad et Téhéran durant le conflit irano-irakien. Au début des affrontements, en 1980, Moscou avait d'ailleurs interrompu ses livraisons d'armes à Bagdad, avant de les reprendre en 1982, au moment où les troupes irakiennes connaissaient des difficultés grandissantes face à celles de l'imam Khomeini.

Les autorités soviétiques entretiennent également de bonnes relations avec le Koweït, qui a accordé récemment à l'URSS un crédit à moyen terme de 300 millions de dollars et acheté des armes soviétiques. Aussi, tout en condamnant clairement l'attaque irakienne et en appelant au

« retrait immédiat » des troupes de Bagdad, Moscou a donc évité de se prononcer sur le fond du différend qui oppose l'Irak au Koweït.

L'URSS considère que l'action de Bagdad est « contraire aux intérêts des Etats arabes » et entend agir « conformément aux principes du respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures ». Ce conflit donne surtout à l'URSS l'occasion d'illustrer sa volonté de concertation avec les Etats-Unis dans les affaires internationales, volonté qui était très sensible dans les conversations d'Irkoutsk, mercredi et jeudi, entre le chef de la diplomatie soviétique Edouard Chevardnadze et son homologue américain James Baker (le Monde du 3 août). Ce dernier avait alors demandé que l'URSS interrompe ses livraisons d'armements à l'Irak. C'est chose faite.

L'agence Tass a rappelé dans un commentaire que récemment encore « pratiquement tout conflit régional conduisait automatiquement à un développement de la confrontation entre l'Est et l'Ouest ». Le signe le plus tangible du passage de la confrontation à la concertation entre les deux Grands sur les conflits régionaux étant bien entendu la venue imprévue de James Baker vendredi à Moscou pour élaborer une « position commune » en accord avec les dirigeants soviétiques sur l'invasion du Koweït. — (Interim.)

## Tokyo : une action « extrêmement regrettable »

TOKYO

de notre correspondant

Le Japon, dont plus de 10 % des approvisionnements en pétrole proviennent du Koweït et de l'Irak, a condamné l'action de Bagdad, la qualifiant d'« extrêmement regrettable ». Si cette nouvelle déstabilisation au Proche-Orient n'a pas suscité les réactions de panique qui avaient suivi la première crise pétrolière, le Japon n'en est pas moins préoccupé par une situation qui ne manquera pas de peser sur le voyage que M. Toshiki Kaifu doit effectuer au milieu de ce mois en Arabie saoudite, en Egypte, en Jordanie, à Oman et en Turquie.

Première visite d'un chef de gouvernement japonais dans la région depuis 1978, cette initiative a pour but de consolider sur le plan diplomatique une politique visant à garantir les approvisionnements japonais en pétrole.

Réorientation  
des approvisionnements

Troisième consommateur de pétrole du monde (dont il dépend encore à 57 % pour ses approvisionnements en énergie), le Japon n'est certes pas dans la situation délicate qui fut la sienne en 1973. Désormais très présent dans la région, il y mène une politique plus assurée. Il a d'autre part diversifié ses sources d'approvisionnement (qui demeurent cependant pour 80 % les pays de l'OPEP) et augmenté ses réserves (cent-quarante-deux jours).

Tokyo s'est surtout lancé dans une politique d'aide et de grands projets afin de s'assurer la coopération des capitaux de la région. Toshiba et Mitsubishi Heavy Industry sont, par exemple, engagés dans la construction d'une centrale électrique d'un coût de 328 milliards de yens au Koweït.

Préoccupés par la réduction de la production aux Etats-Unis et en

URSS, l'accroissement de la demande en Europe et les divergences au sein de l'OPEP, le Japon a réorienté sa politique d'approvisionnement dans deux directions. Tout d'abord, les entreprises japonaises du secteur énergétique ont été encouragées à passer des accords de production avec des partenaires étrangers et à prendre des participations dans des concessions, voire à acheter des compagnies pétrolières. Aujourd'hui 13 % des importations proviennent de sociétés liées à des entreprises japonaises (contre 8,9 % au début des années 80).

Mitsubishi Oil vient d'acheter la filiale américaine de l'Australian Bond Corp., qui dispose de concessions en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Japex s'est lancé dans des explorations avec les Chinois et a commencé à produire à Oman. Les Japonais sont engagés dans une soixantaine d'explorations, dont une vingtaine seraient déjà en exploitation.

Ces initiatives bénéficient de l'appui de la Japan National Oil Corp., entreprise publique qui finance les projets et prend à sa charge une partie du risque d'exploration. Les acquisitions ou prises de participation sont en outre financées grâce à des prêts à des taux préférentiels de la Banque d'import-export.

Second volet de cette politique : le développement des transferts de technologie vers le Proche-Orient. Le groupe Mitsui aide ainsi le Koweït à construire une usine d'éthylène tandis que Mitsubishi installe une liaison par câble électrique entre l'Egypte et la Jordanie.

Tokyo, qui avait suspendu son aide à l'Irak à la suite de la guerre avec l'Iran, envisageait ces dernières semaines de la rétablir. Mais ce qui était qualifié à Tokyo de « diplomatie des canons » de Bagdad avait jusqu'à présent dissuadé les Japonais de modifier leur position. A plus forte raison aujourd'hui.

PHILIPPE PONS

## Jérusalem : il est temps que les Occidentaux prennent conscience de la menace

JÉRUSALEM

de notre correspondant

D'un bout à l'autre de l'échiquier politique, le ton est à l'inquiétude croissante, et les scénarios les plus pessimistes sont dans toutes les têtes. Les dirigeants israéliens n'ont pas attendu l'invasion du Koweït pour être convaincus des dangers que représente le régime irakien ; ils disaient depuis plusieurs semaines déjà — et ont répété toute la journée du jeudi 2 août — que le président Saddam Hussein n'était pas homme à profiter des menaces en l'air.

Comme il ne se passe guère de semaine sans que le chef de l'Etat irakien lance de nouvelle tirade bellicieuse à l'encontre d'Israël, les mêmes responsables se voient encore un peu plus renforcés dans leurs craintes. Leur souci était, cependant, de ne pas ajouter à la tension, d'éviter de se laisser entraîner dans un cycle de menaces et contre-menaces et d'adopter un profil bas : « Je ne pense pas qu'une quelconque opération militaire israélienne soit nécessaire », a répété, jeudi, à plusieurs reprises, le ministre de la défense, M. Moshe Arens.

Mais à l'instar de la plupart des commentateurs locaux, le ministre estime que Saddam Hussein ne s'arrêtera pas là : « Il va chercher d'autres cibles », a dit M. Arens, convaincu que les Occidentaux le laisseront faire sans réagir. Le ministre a repris une comparaison qui était, vendredi, dans tous les journaux israéliens : « A ceux qui ont connu les années 30, cela rappelle la montée d'Hitler : la différence est que nous disposons maintenant d'une armée forte. »

Ancien ministre de la défense, le travailliste Itzhak Rabin explique en substance : Saddam Hussein peut entraîner la région dans un cycle de radicalisation auquel nous pourrions résister ni la Jordanie, ni l'Egypte, ni

la Syrie, qui, obligés de « suivre », s'aligneront sur le ton et la ligne de Bagdad.

Au bout de cette logique — et beaucoup pensent qu'elle est aujourd'hui en marche — il y a la re-création d'un front est contre Israël avec toutes les conséquences que cela signifie. Ce n'est pas par hasard, ni simplement pour empêcher une coupe dans son budget, que le chef de l'Etat-major, le général Dan Shomron, un homme qui est tout le contraire d'un alarmiste, déclarait mercredi à la commission de la défense de la Knesset : « La mise en garde que je lance contre le danger irakien ressemble à celle lancée par l'Etat-major à la veille de la guerre du Kippour » (en 1973).

« Lignes rouges »

Dès lors, les dirigeants israéliens se sont aussi attachés jeudi à rappeler qu'il y avait des « lignes rouges » dont le franchissement signifierait une menace directe pour l'Etat hébreu. « Elles sont bien connues de tout le monde », disait-on au ministère des affaires étrangères. M. Arens a mis les points sur les « i » en rappelant que tout déplacement de force irakien à l'intérieur du territoire jordanien constituerait un casus belli pour Israël. Le problème, c'est que les dirigeants israéliens ne sont nullement convaincus que la clarté du signal est bien parvenue par son destinataire irakien.

A tout le moins, ce dernier ne donne-t-il guère l'impression de se soucier des réactions des Occidentaux, que les Israéliens accusent d'avoir été indifférents ou complaisants face à la montée en puissance de l'Irak.

Inévitablement, les dirigeants israéliens, du moins ceux de la droite aujourd'hui au pouvoir, n'ont pu s'empêcher de s'adresser jeudi à leurs collègues occidentaux sur le thème du « On vous l'avait pourtant

bien dit... ». Sous-entendu : il est temps que les Américains et les Européens — ces derniers, notamment la France, étant souvent des fournisseurs de matériel militaire à l'Irak — comprennent la menace que représente le régime de Saddam Hussein et accordent un peu plus de crédit aux mises en garde du Likoud. Son chef, le premier ministre Itzhak Shamir, ne cesse de répéter qu'Israël ne peut s'occuper prioritairement de la question palestinienne alors que la course aux armements se poursuit dans la région et que la première menace pesant sur l'Etat hébreu vient d'abord de pays arabes tels que l'Irak ou la Syrie.

« La communauté internationale », a dit M. Avi Pazner, porte-parole du premier ministre, doit ouvrir les yeux et prendre conscience que le problème prioritaire n'est pas entre Israël et les Palestiniens mais que l'Irak est le principal facteur de déstabilisation dans la région. »

La réaction du ministère des affaires étrangères était la même : « Nous condamnons cet acte d'agression flagrant (...), déclare un communiqué, une opération qui démontre qu'il se trouve le vrai danger dans la région. » A l'exception de celle du travailliste Ezer Weizman, peu nombreuses étaient les voix qui ont fait valoir, jeudi, que la menace irakienne ne dispensait aucunement Israël de rechercher un règlement du conflit avec les Palestiniens.

Le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, dira la semaine prochaine, à Washington, à son homologue américain, M. James Baker, qu'Israël estime, plus que jamais, que seul un développement de la coopération stratégique entre les deux pays est de nature à dissuader Saddam Hussein d'aller plus loin dans l'escalade.

ALAIN FRACHON

Dans la presse britannique

« Un Hitler arabe »

Les journaux britanniques condamnent vendredi 3 août l'invasion du Koweït par l'Irak, plusieurs d'entre eux assimilant l'invasion irakienne aux opérations allemandes du début de la seconde guerre mondiale.

Dans un éditorial publié à la une de l'« Evening Standard », Robert Maxwell écrit que d'autres pays du Golfe sont menacés par l'Irak et que Saddam Hussein compte utiliser les réserves pétrolières de la région pour rançonner le monde. « Nous avons affaire à un Hitler arabe, la formule est la même : un différend forgé de toutes pièces ; des négociations empreintes de mauvaise foi ; et puis l'invasion, préparée bien avant. » « Quel sera le prochain ? Les Emirats arabes unis ? L'Arabie saoudite ? Israël ? »

Le Guardian qualifie l'invasion irakienne d'acte d'agression flagrant qui « s'ajoute à une liste indiscutable d'autres actes de même nature survenus depuis un demi-siècle, notamment ceux en Pologne, à Pearl Harbor, de Suez et en Hongrie ». Le quotidien Today, dans un commentaire de première page intitulé « Hitler Hussein », s'exprime ainsi : « Depuis l'invasion de la Pologne par Hitler dans les années 30, jamais un pays n'avait annexé un voisin avec un tel cynisme. »

(Publié)

TAPIS : LE  
GRAND VOYAGE  
Du Xin Jiang à Kaskouan, les motifs, les techniques, l'histoire et le marché d'une œuvre d'art très recherchée. Un reportage couleur réalisé par Roland Gilles, conseiller scientifique de l'exposition Tapis d'Orient.  
Dans le numéro double de juillet-août d'« Arabes » en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris (Tél. : 46.22.34.14)

L'OCCUPATION

La France pourrait



# L'OCCUPATION DU KOWEIT PAR L'IRAK

Après avoir entretenu avec Bagdad d'étroites relations

## La France pourrait « revoir sa position » dans la région déclare M. Roland Dumas

Les circonstances de l'agression irakienne contre le Koweït amèneront certainement la France à revoir sa « position dans cette région », a déclaré, jeudi 2 août, M. Roland Dumas, qui a condamné « l'agresseur » et a évoqué la possibilité, pour la communauté internationale, de prendre des sanctions contre l'Irak, auxquelles Paris s'associerait. Peu après un communiqué de Matignon annonçant la décision du gouvernement de contrôler les avoirs irakiens et koweïtiens en France (voir ci-contre).

Qualifiant l'opération de l'Irak d'« inadmissible », le ministre des affaires étrangères a souligné sur TF1 qu'elle intervenait dans « une zone particulièrement sensible, avec le risque rémanent d'une reprise du conflit avec l'Iran ». M. Dumas a également rappelé les difficultés de l'Irak à payer ses dettes, ce qui, a-t-il dit, « nous a amenés à suspendre toute livraison d'armement, et

je ne vois pas dans les circonstances actuelles de raison de les reprendre ».

Est-ce la fin d'une grande et belle amitié qui, en dépit de quelques vicissitudes financières et politiques qu'elle a connues, lie Paris et Bagdad depuis seize ans, par-delà les clivages politiques ?

Ce n'est pas sûr si l'on prend en compte l'ampleur des intérêts en jeu et la pugnacité des partisans avoués d'un soutien quasi-inconditionnel au régime du président Saddam Hussein ; à moins que, cette fois, la France – de même que l'ensemble des Occidentaux – soit réellement décidée à « marquer un coup d'arrêt » aux ambitions du président Saddam Hussein qui ont fini par mettre en danger tous les Etats de la région.

### Une solide « amitié »

Nouées en 1974 par M. Jacques Chirac alors qu'il était premier ministre, les relations privilégiées entre les deux pays ont pris l'allure, avec le gonflement des échanges économico-militaires,

d'une solide « amitié » que ni la droite ni la gauche n'a remise en cause, les uns et les autres cherchant, au contraire, à la développer ; y compris lorsque le gouvernement et l'armée irakiens se sont livrés à des excès tels que l'utilisation d'armes chimiques contre les populations civiles – comme ce fut le cas à la fin de la guerre irano-irakienne, en 1988.

Si le ton n'est plus aujourd'hui aux envolées telles que celle par laquelle M. Chirac accueillait M. Saddam Hussein à Paris en 1975 (« Vous êtes mon ami personnel. Soyez assuré de mon estime, de ma considération et de mon affection »), l'alliance est restée, jusqu'à présent, assez solide pour résister à quelques refroidissements (par exemple en 1989) liés aux difficultés de l'Irak à rembourser ses énormes dettes : 28 milliards de francs environ (Le Monde du 3 août).

On a pu, certes, détecter un léger « flottement » lorsque M. Dumas a pris la tête du ministère des affaires étrangères, avec une tentative d'inflexion de la politique

française face au conflit irano-irakien. Mais cette réorientation n'a, finalement, pas nui aux relations avec l'Irak, en dépit de « boudoirs » réciproques : elle n'a, surtout, pas empêché la poursuite des ventes d'armes à Bagdad, principal pilier de l'amitié entre les deux capitales – la France est, derrière l'URSS, le deuxième fournisseur de l'Irak auquel elle fournit 20 % de son armement.

Le soutien actif de Paris ne s'est jamais démenti, et en janvier dernier, c'est, avait-on alors dit à Paris, pour affirmer la pérennité des liens entre les deux pays que M. Jean-Pierre Chevènement s'était rendu en visite officielle en Irak.

Il est vrai que l'un des arguments avancés à Paris, tout au long de la guerre du Golfe, pour justifier un indéfectible soutien à l'Irak – à savoir, la nécessité de préserver la position de la France dans le monde arabe – ne tient plus à partir du moment où c'est, cette fois, à un autre pays arabe que les Irakiens se sont attaqués. Un Etat qui, de plus, est un important client de Paris dans la région.

YVES HELLER

## Un client privilégié des fournisseurs d'armements français

Client privilégié des « marchands de canons » français durant la guerre du Golfe, qui l'opposa à l'Iran de l'imam Khomeiny de 1980 à juin 1988, Saddam Hussein dispose aujourd'hui d'un arsenal made in France des plus conséquents. Il peut ainsi aligner près de 210 Mirage-3 et F1 – armés de missiles Exocet pour la plupart, – 80 hélicoptères d'attaque de type Gazelle, 100 postes de tir de missiles Hot, des lance-missiles Milan, et plusieurs centaines de véhicules de transport de personnel de type Panhard.

Face à cet armement, les troupes du cheikh Djafar Al Ahmed Al Salah ne pouvaient opposer qu'un bien maigre équipement en matériel de guerre estampillé en France : l'armée koweïtienne ne dispose en effet que de 42 Mirage-F1 de défense aérienne et d'entraînement (achetés entre 1984 et 1986), 16 hélicoptères Puma et 12 Gazelle, 22 postes de tir Hot et 40 mortiers de 120 mm Brandt. Il y avait bien eu en septembre 1989 des négociations quant à la fourniture par la France d'une quinzaine de Mirage-2000 au Koweït, mais rien de concret n'avait abouti.

Du côté irakien, on espérait également, à la même époque, s'équiper en Mirage-2000, après des usines Dassault, mais à une bien autre échelle : la signature d'un contrat de 22 milliards de francs, pour 50 de ces appareils, avait en effet été envisagée. Mais ici la rupture des discussions a une cause beaucoup plus évidente, la dette du régime de Bagdad auprès du gouvernement français. Ce sont en effet plus de 6 milliards de dollars que doit le leader du parti Baas irakien depuis la fin de la guerre avec l'Iran.

Dans l'état actuel des choses et de l'avancement du conflit avec le Koweït, il est en fait très improbable que la France reprenne ses livraisons d'armes aux deux belligérents. Ce qu'a d'ailleurs confirmé le chef de la diplomatie, M. Roland Dumas, sur TF1, jeudi 2 août : le non-paiement des échéances par Bagdad a amené Paris « à prendre ses distances ». Et pourtant, malgré ses difficultés, l'homme fort de Bagdad avait, en janvier dernier, sorti de son chapeau l'argent nécessaire pour payer cash 900 millions d'équipements électroniques ultra-sophistiqués chez Thomson-CSF.

## Dans la presse parisienne L'« Anschluss »

Les quotidiens parisiens consacrent tous leur « une » et leurs éditoriaux à l'offensive de l'Irak sur le Koweït. La condamnation est unanime. Jean-Michel Helvig, dans Libération, comme Jacques Jacquuet-Franchillon, dans le Figaro, évoquent tous deux l'Anschluss de 1938 proclamé par l'Allemagne hitlérienne entre le Reich et l'Autriche, pour qualifier l'attitude du président Saddam Hussein. « Saddam Hussein, écrit Libération, ajoute au cynisme de son derviche [Hitler] le fait de détourner à ses propres fins une force militaire, sinon politique, que lui aura fournie un monde occidental – URSS comprise – qui jure, un peu tard, qu'on ne l'y reprendra plus ».

Pour Paul Cambon, du Quotidien de Paris, Saddam Hussein a « la logique de son cynisme ». Et si l'intervention irakienne a provoqué un réel effet de surprise, indique l'éditorialiste, c'est « parce que personne en Occident n'ose imaginer que les menaces guerrières soient un jour mises à exécution ».

Pour Jean-Michel Helvig, de Libération, cette offensive est aujourd'hui rendue possible par la nouvelle distribution des cartes entre les deux Super-Grands. « En se repliant, écrit-il, sur leurs intérêts continentaux, sinon leurs egoïsmes nationaux, l'URSS et les Etats-Unis ont laissé le champ libre à des appétits régionaux, qui n'ont plus de permission à demander, mais de comptes à rendre et qui peuvent

à l'occasion prendre la forme d'un gangstérisme pur et simple ».

Responsable aussi, sous la plume des éditorialistes, la France et ses livraisons d'armes à l'Irak. Le Figaro relève, ainsi, que « le gouvernement français condamne comme tout le monde et se hâte de dire que, si nous avons beaucoup pêché dans le passé en vendant beaucoup d'armes à Bagdad, nous sommes, aujourd'hui, blancs comme neige, puisque nous n'en livrons plus... pour la bonne raison que nos factures sont demeurées impayées ».

Quant aux conséquences de l'intervention irakienne, si chacun souligne, comme Jacques Coubar dans l'Humanité, que « le danger est réel de voir l'incendie s'étendre », c'est, toutefois, l'« union sacrée » affichée par la communauté internationale dans la condamnation de l'intervention qui retient toutes les attentions et suscite un peu d'« espoir ». « Comme si, écrit Libération, dans un monde « déréglé », se redessinaient un code minimum de bonne conduite. C'est, pour l'heure, un indice d'optimisme ». Dans le Figaro, Jacques Jacquuet-Franchillon écrit, pour sa part, que la double condamnation américaine et soviétique écarte, au moins, l'hypothèse d'un « Munich cagnoté par Moscou et Washington ». « Est-ce suffisant, s'interroge l'éditorialiste, ne faudra-t-il pas passer aux actes ? »

## Le gouvernement gèle les avoirs des deux Etats

Le Journal officiel du vendredi 3 août a publié un décret signé par le premier ministre par intérim, M. Pierre Bérégovoy, instaurant un gel des avoirs financiers du Koweït et de l'Irak en France. Selon le décret, « sont soumis à autorisation préalable du ministre chargé de l'économie les opérations de change, les mouvements de capitaux et les règlements de toute nature entre la France et l'étranger effectués pour le compte de personnes physiques ou morales résidant au Koweït et en Irak ou de nationalité koweïtienne ou irakienne, [ainsi que] la constitution et la liquidation d'investissements d'origine koweïtienne et irakienne en France ».

Le décret, « en l'urgence, entrera immédiatement en vigueur ». La mesure, ferme, décidée par le gouvernement français, s'inscrit dans celle prise par les Etats-Unis quelques heures auparavant, ne vise pas tant à bloquer les avoirs irakiens en France qu'à protéger ceux du Koweït. En effet, tout transfert d'actifs, que ce soit le produit de la vente

d'un bien immobilier, d'une participation dans une entreprise ou d'un portefeuille de titres financiers, devra Jrecevoir l'agrément du ministère des finances, même s'il n'est pas réalisé directement par des personnes koweïtiennes ou irakiennes.

De source officielle française, on estime que le montant des dépôts irakiens et koweïtiens dans les banques françaises – qui ne comprend pas les actifs immobiliers et les participations d'entreprises – atteint 9 milliards de francs environ, dont 7,5 milliards pour le Koweït, et 1,5 milliard pour l'Irak.

La Grande-Bretagne a également pris des mesures visant à protéger les avoirs koweïtiens, sans geler ceux de l'Irak. La Belgique a annoncé vendredi 3 août son intention de mettre en place un dispositif similaire. Les autorités suisses ont, pour leur part, demandé à leurs banques d'exercer une « vigilance accrue » dans le cas d'opérations touchant des actifs irakiens et koweïtiens.

## Dans les états-majors politiques Réprobation générale

Interrogé par RTL sur l'attitude de la France à l'égard de l'Irak, M. Pierre Bérégovoy, qui assure la fonction de premier ministre par intérim, a déclaré, jeudi soir : « Si l'Irak continue à manifester une volonté d'agression, si l'Irak ne respecte pas les décisions des Nations unies, s'il entend mettre sous sa férule sous sa botte, les peuples de cette région du monde, les relations entre la France et l'Irak s'en trouveront détériorées et notre diplomatie aura à en tirer les conséquences ». La réprobation de l'agression irakienne est générale dans les milieux politiques. Le Parti socialiste a condamné « fermement », jeudi 2 août, ce qu'il considère comme « une violation caractéristique du droit international et de la Charte des Nations unies » et demanda « le retrait immédiat des troupes irakiennes ».

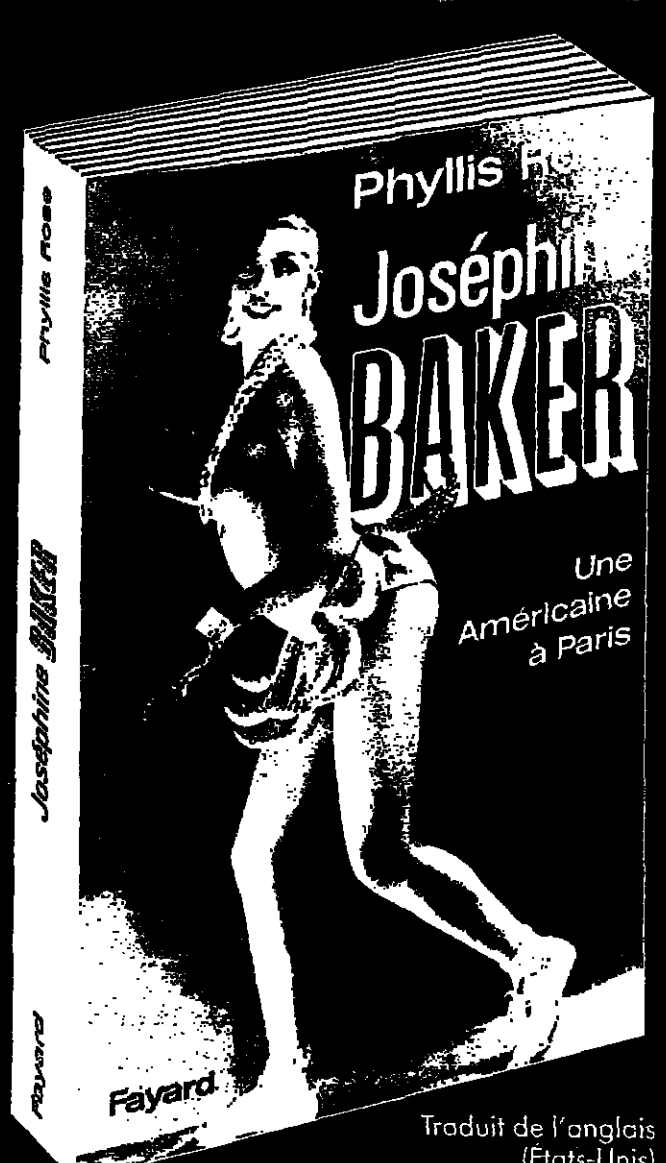
M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, s'est élevé en termes similaires contre cet « acte de violence inadmissible » et il a demandé que « la France suscite au plus vite une réunion des membres de la Communauté européenne pour que l'Europe joue un rôle actif dans un règlement international rapide de ce conflit ».

Le RPR a demandé au gouvernement d'agir en concertation avec les autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU, afin d'obtenir un retrait immédiat des troupes irakiennes du Koweït. Le RPR estime que « cet événement confirme l'analyse de Jacques Chirac, selon laquelle la modification des rapports Est-Ouest n'a pas fait disparaître la menace de crise d'ampleur majeure ».

M. Philippe Vasseur, membre du secrétariat national du Parti républicain, estime que « l'invasion du Koweït par l'armée irakienne » est « intolérable ». « Nous devons la rejeter, la condamner et la combattre », a-t-il dit. Ces événements, selon lui, mettent « en lumière les insuffisances et les fautes d'un Occident timoré jusqu'à la lâcheté ».

Pour les Verts, le « gouvernement français » qui est « un des principaux alliés de Saddam Hussein », doit décréter « un embargo immédiat sur toutes [les] relations commerciales [de la France] avec l'Irak ». « Cet embargo devrait être maintenu jusqu'au retrait total des troupes irakiennes du territoire koweïtien », a ajouté M. Patrice Miran, délégué aux relations internationales du mouvement écologiste.

# TOUTE LA VIE DE JOSEPHINE BAKER



Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Eric Diacon  
394 p. - 120 F

Si la vedette de la Revue nègre vaut bien une biographie, ce n'est pas seulement pour son aptitude à faire faire à son corps exceptionnel, vêtu d'un régime de bananes, les pitreries d'un âge primitif, ni pour la beauté exotique de sa danse tout en gesticulations. En plus d'une destinée romanesque scandée par le combat antiraciste et la participation, pendant la guerre, aux services français de contre-espionnage, ce « joli gavroche café au lait » contribue à réformer en France la vision des Noirs, de l'Amérique, de la danse, des mœurs et des pensées, représentant presque à lui seul la modernité de l'entre-deux-guerres.

Marion Van Renterghem, Figaro Magazine

Phyllis Rose a retracé la vie de Joséphine Baker de main de maître.

Christine Amothy, Le Parisien

FAYARD

**Le Monde**  
**L'EDUCATION**  
JUILLET/AOUT  
DOSSIER SPÉCIAL  
**S'INSCRIRE**  
**EN PREMIÈRE ANNÉE DE FAC**  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## L'OCCUPATION DU KOWEIT PAR L'IRAK

## L'Arabie sans frontières

par Michel Foucher

Le régime de Bagdad a atteint en une nuit l'un des buts de guerre qu'il s'était fixés dix ans plus tôt en lançant une offensive militaire contre l'Irak dans le secteur stratégique du Chate-el-Arab : maîtriser une ouverture libre de tout regard hostile sur le golfe Arabo-Persique.

Son accès lui était doublement bloqué : à l'est, par le contrôle irakien sur le Chate-el-Arab ; à l'ouest, par la présence koweïtienne sur la petite île inondable de Warba et la très grande île de terre ferme de Boubyane, qui ferment la branche nord-ouest, dite Abd-Allah, du Golfe, et soumettent le trafic du port irakien d'Oumm-Qasr, alternatif à Fao, à un droit de regard du Koweït.

N'est-ce pas ce qu'en d'autres termes déclarait Saddam Hussein il y a peu au sommet arabe de Casablanca (« Les gros peuvent manger les petits »). Il reprenait par là la position constante des dirigeants irakiens face à ce protectorat établi par Londres sur un rayon de 64 kilomètres autour du port de Koweït, rendu autonome en 1913 en échange d'une participation des tribus régnantes à la guerre contre les Ottomans qui occupaient le Chate-el-Arab.

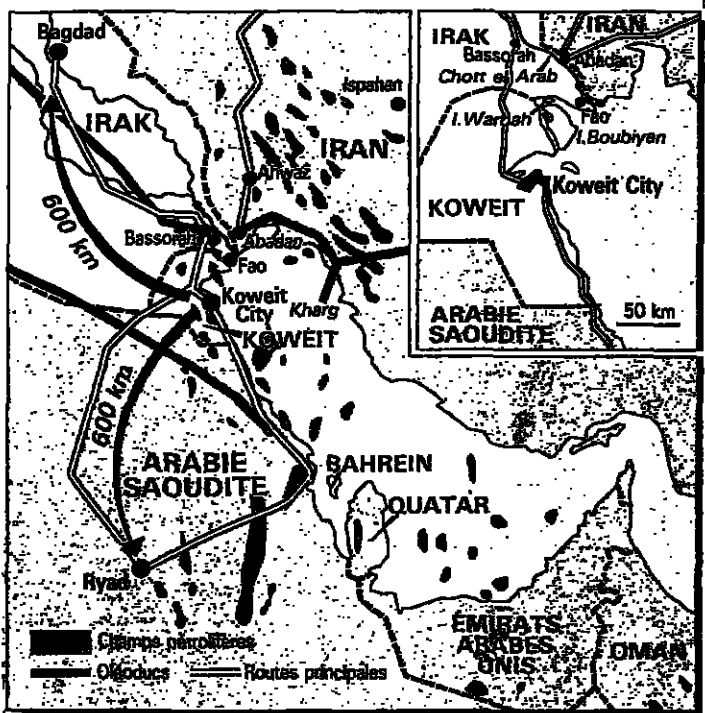
Déjà, en juin 1961, une semaine après la proclamation de l'indépendance du Koweït, le général Kassem, premier ministre irakien, revendiquait la totalité du territoire du nouvel Etat, rappelant que ce dernier avait été une partie intégrante du wilayet ottoman de Bassorah ; aussi l'Irak. Etat successeur, ne considérait-il le cheikh de Koweït que comme un qaim maqam, un simple préfet représentant le gouverneur de Bassorah. Certes, en 1963, son successeur, Arif, reconnut le Koweït, dûment protégé par les forces britanniques, mais pas ses frontières, très grossièrement définies dans un échange de lettres de 1933-entre le cheikh Ahmad et le premier ministre irakien en des termes reprenant le tracé garanti par les Britanniques à leur protectorat.

Le litige sur les deux îles mentionnées se développa donc au

point qu'en 1973 les troupes irakiennes occupèrent un poste frontalier ; elles ne se retirèrent que sous l'effet de la désapprobation arabe générale. On connaît la suite de cet échec irakien : accord frontalier signé à Alger en 1975 entre l'Irak et l'Iran, au profit de ce dernier, puis tentative de le corriger par les armes à partir de 1980 ; nouvel échec malgré huit ans de

bitution est-elle plus vaste ? S'il s'avère que le Koweït occupé militairement devient une simple préfecture, sous couvert de gouvernement révolutionnaire allié, gérée depuis Bassorah ou Bagdad, le Moyen-Orient entre dans une période de profonds bouleversements.

Le premier enjeu n'en est rien moins que le contrôle de la pénin-



guerre. Bref, deux options récurrentes au service d'un objectif permanent.

## Le premier enjeu

L'importance de ces îles aux yeux de Bagdad était liée à la mise en exploitation du champ pétrolier voisin de Roumala et au développement du port d'Oumm-Qasr. L'enjeu de la négociation amorcée en 1975, poursuivie en 1981, était d'échanger Warba et la moitié de Boubyane - qui serait louée pour quatre-vingt-neuf ans à l'Irak - contre la reconnaissance par Bagdad des autres frontières du Koweït. Le désaccord a persisté.

Est-ce désormais ce que l'Irak est en mesure d'imposer ou bien l'am-

sule arabique. D'une part, les principales réserves de pétrole saoudiennes se situent dans la partie nord-est de la péninsule, c'est-à-dire au sud du Koweït ; la ville de Koweït est aussi proche de Ryad que de Bagdad, et il n'y a pas là l'équivalent topographique des montagnes du Zagros et du plateau iranien pour ralentir une éventuelle agression militaire. L'Arabie est vulnérable, malgré son armement sophistiqué.

D'autre part, au sud-ouest, l'unification des deux Yémens souligne assez que le régime saoudien n'est plus une puissance régionale capable de diviser pour régner. Ajoutons-y le lourd contentieux persistant entre les deux Etats sur les provinces d'Asir, de Najran et de Jizane, conquises en 1934 sur les Yéménites et figurant toujours sur ses

propres cartes. Se dessinent alors un scénario redoutable où la vaste confédération de tribus rassemblées par Ibn Saud se trouverait bientôt menacée dans deux de ses régions les plus sensibles, l'Arabie du Nord-Est, l'Arabie du Sud-Ouest, sous l'effet d'une alliance entre Bagdad et Sanaa.

Mais il y a plus grave. Si la force prime le droit, les puissances « régionales », sous le prétexte commode de l'équilibre, en viendront bientôt à imposer définitivement leur contrôle sur les espaces depuis longtemps convoités et à dominer les nombreuses populations minoritaires, de la montagne chrétienne du Liban à la Cisjordanie en passant par l'Asir et les Émirats chiites de la rive occidentale du golfe devenu « irako-persique ». La grande Arabie saoudite serait la première victime d'un nouveau partage non avoué de type Sykes-Picot (I) version fin de siècle et, d'un même mouvement, tous les groupes minoritaires du Levant et du Moyen-Orient seraient sacrifiés à une Realpolitik qui, cette fois, ne serait pas d'importation.

Face à un tel risque, l'indispensable rappel du principe de respect des souverainetés territoriales n'est-il qu'un vœu pieux ? Dans cette vaste région où tous les Etats sans exception peuvent faire fond sur des contentieux spatiaux et qui est l'ensemble géopolitique dans le monde où les limites d'Etat sont le moins clairement définies, il est temps que les dirigeants dépassent la seule incantation d'un « monde arabe » dont le flou territorial sert à masquer des ambitions élitaires concrètes. Il est urgent aussi que soit modernisée la définition que donnait Ibn Saud de la frontière : « Ligne imaginaire dans le désert ouvert où les tribus ont l'habitude de se déplacer ».

Michel Foucher est géographe et dirige l'Observatoire européen de géopolitique.

(1) Accords secrets entre la Grande-Bretagne et la France, conclus durant la première guerre mondiale (1916) par Sir Mark Sykes et Georges Picot, qui ébauchèrent le démembrement de l'empire ottoman et un partage du Proche-Orient (Irak, Palestine, Syrie et Liban) en zones d'influence britannique et française. [N.D.L.R.]

## « La seule autorité reconnue par la City : l'émir et sa famille »

LONDRES

correspondance

Face à la cathédrale Saint-Paul, Saint Vedest House, un immeuble discret de Chancery, en plein cœur de la City, apparaît écarlé par la masse des gratte-ciel de verre et de métal. L'absence de plaque, la petite porte d'entrée ouverte sur un corridor en marbre barré par deux gardes, les vitres blindées, les rideaux perpétuellement tirés et les quatre caméras de surveillance soulignent le goût du secret du mystérieux propriétaire du « 150 ». Son portrait trône dans l'ascenseur dont tous les boutons sont à clé : l'émir du Koweït, le cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah. Il s'agit du siège du Koweït Investment Office (KIO), bras séculier de l'émirat en Europe.

Comme les Etats-Unis, la France et la Suisse, la Grande-Bretagne a gelé les avoirs koweïtiens pour les protéger contre toutes les tentatives de mainmise irakiennes par un gouvernement fantoche interposé. D'après des rumeurs qui circulent jeudi dans le cœur de la City, c'est à l'issue d'un accord conclu grâce à la médiation de la Banque d'Angleterre entre le secrétaire d'Etat au ministère du Commerce et de l'Industrie chargé des affaires de la City, M. John Tiddwood, et les représentants du KIO, que l'ambassadeur du Koweït auprès de la Cour de Saint-James a introduit au Foreign Office la requête de mise sous séquestre d'avoirs en Grande-Bretagne, estimés à 15 milliards de livres (150 milliards de francs). A Londres, l'Irak n'a pratiquement pas d'avoirs, rien que des dettes.

Le portefeuille britannique du KIO comprend des participations dans BP (9,8 %), Midland Bank (10,8 %), le groupe financier Dewey Warren (21 %) sans

oublier d'énormes investissements dans l'immobilier (notamment le grand projet du London Bridge City qui sort de terre dans le quartier des docks), l'assurance et l'hôtellerie. La City a toujours su s'accommoder des richesses d'autrui et en profiter à bon escient. Le gel des avoirs du KIO la prive toutefois d'un joli pactole de commissions.

Théoriquement, il y a séparation totale entre la richesse de la famille royale et celle de l'Etat. Mais, en réalité, les responsables qui contrôlent la dispersion des fonds sont tous des membres de la famille royale ou ses associés. « Le contrôle de l'émir et de ses proches sur les avoirs du pays est virtuellement total », déclare un banquier.

« Les gestionnaires des fonds du KIO n'auraient jamais accepté des ordres de vente provenant d'un gouvernement croupion. La seule autorité reconnue dans la City est celle de l'émir et de sa famille. D'ailleurs, les contrats d'administration des comptes du KIO comprennent toujours une clause de cet ordre », ajoute notre interlocuteur.

Toute tentative de l'Irak de s'emparer du bas de laine du KIO se serait heurtée, de toute manière, à un autre obstacle de taille : en tant qu'Etat monarchique, l'émirat bénéficie en Grande-Bretagne, ex-puissance tutélaire, du principe d'immunité souveraine. Le micro-Etat pétrolier de Brundis dispose du même avantage. En vertu de ce statut accordé lors de l'indépendance, les opérations du KIO ont lieu par le truchement de la Banque d'Angleterre, ce qui garantit le secret des transactions. Le KIO ne paie pas d'impôts en Grande-Bretagne.

MARC ROZEN

## Sérénité à la Bourse de Francfort

Le gouvernement fédéral ouest-allemand a annoncé vendredi 3 août dans la matinée un gel des avoirs koweïtiens en RFA. Outre-Rhin, les milieux économiques et financiers restaient relativement sereins, malgré l'importance des intérêts du Koweït dans de nombreuses grandes firmes du pays.

FRANCFORT

correspondance

La Bourse de Francfort semblait toujours plus préoccupée, jeudi 2 août, par les difficultés financières de la RDA et l'appel au secours lancé par Berlin-Est pour obtenir des aides supplémentaires de Bonn que par la crise dans le Golfe. Certes, les principales valeurs ont enregistré des baisses, et les plus importants reculs ont concerné les entreprises dans lesquelles le Koweït a des intérêts : Daimler-Benz, Volkswagen, Hoechst et Metallgesellschaft. Mais les experts se refusent à parler d'écroulement.

Selon M. Ernst-Moritz Lipp, vice-président de la Dresdner Bank, le conflit armé entre l'Irak et le Koweït ne remet pas en cause la sécurité des approvisionnements énergétiques de la RFA dans la mesure où ces deux pays n'entrent que pour une part

négligeable dans les importations ouest-allemandes (entre 2 % et 3 % du total).

A propos des participations détenues par le Koweït dans plusieurs grandes sociétés allemandes, les milieux bancaires de Francfort ne montrent également aucun signe d'inquiétude particulière. Négociées par l'intermédiaire de la Dresdner Bank et de la Deutsche Bank, les deux principales banques commerciales outre-Rhin, ces participations ont un caractère « amical », indiquent-on à la Dresdner. Au siège de la Metallgesellschaft, dont le KIO contrôle 20 % du capital (et non pas 15 % comme indiqué par erreur dans le Monde du 3 août), on estime que « la participation koweïtienne n'a aucune influence sur l'activité du groupe ». Même dans la pire des hypothèses, une prise de main totale par le leader irakien Saddam Hussein de l'ensemble des avoirs du KIO pour financer ses dettes, la riposte ne se ferait pas attendre. « Il n'y a aucune possibilité pour que le siège actuellement détenu par un représentant koweïtien au conseil de surveillance tombe dans les mains des Irakiens puisque c'est l'assemblée des actionnaires dans son ensemble qui décide des nominations », nous a précisé un porte-parole de Metallgesellschaft.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

## Les partenaires commerciaux de l'Irak et du Koweït

(en 1989, pour le secteur civil)

IRAK	KOWEIT
Principaux fournisseurs (millions de dollars)	Principaux fournisseurs
1. RFA..... 1 235	1. Etats-Unis..... 854
2. Etats-Unis..... 1 174	2. Japon..... 670
3. Grande-Bretagne..... 707	3. RFA..... 467
4. Japon..... 491	4. Grande-Bretagne..... 374
5. France..... 480	5. Italie..... 352
Principaux clients (millions de dollars)	Principaux clients
1. Etats-Unis..... 2 408	1. Japon..... 2 338
2. Turquie..... 1 649	2. Pays-Bas..... 1 138
3. Brésil..... 1 236	3. Etats-Unis..... 974
4. Japon..... 1 214	4. Italie..... 536
5. France..... 852	5. Danemark..... 430

Sources : OCDE, statistiques du commerce extérieur, 1989, à l'exception du Brésil (FMI, année 1988).

## La plus grande banque mondiale

Suite de la première page

Avec 100 à 200 milliards de dollars d'actifs, répartis sur toutes les grandes places du globe, des participations dans quelques-uns des principaux groupes industriels et financiers mondiaux (le Monde du 2 août), et de surcroît une compagnie pétrolière implantée du puits jusqu'à la pompe dans la plupart des pays européens, le Koweït, jusqu'à la source de pétrodollars, est à l'évidence aujourd'hui une source de déstabilisation.

Pour l'heure, l'incertitude domine. Banquiers et pétroliers balancent entre deux scénarios de gravité inégale. Premier scénario : le conflit-éclair. L'Irak en position de force vend cherement son retrait. Le roi Fahd et l'émir du Koweït sortent leur chèque. « Ils demandent 2 milliards de dollars, ils en auront 5, plus l'effacement des dettes koweïtienne et saoudienne, et les deux îles » (Boubyane et Warba), plaisante un banquier. Un scénario de plus en plus improbable mais qui n'aurait guère de conséquences graves : les prix du pétrole, après une flambée spéculative, retomberaient vite aux niveaux précédents, le gouvernement légal du Koweït pourrait rapidement rentrer en possession de ses avoirs et de ses gisements et reprendre sa gestion prudente, traditionnellement favorable à l'Occident.

## Tout dépend de l'ampleur des sanctions

Le second scénario, de plus en plus probable, est beaucoup plus alarmant. L'Irak n'abandonne pas et installe un gouvernement fantoche qui assure la gestion du pétrole koweïtien et revendique la propriété de tout le patrimoine financier de l'Etat. Le Koweït se libérise. Et la situation internationale se complique.

Sur le plan pétrolier, la situation fondamentale du marché est a priori excédentaire. Mais tout dépend de l'ampleur des sanctions décidées par l'Occident. Si l'embargo contre le pétrole irakien et par assimilation koweïtien par les Etats-Unis se généralise, c'est environ 4 millions de barils par jour qui disparaissent du marché, fait remarquer M. John Lichtblau, président de la Petroleum Industry Research Foundation de New York. Un « trou » difficile à combler, bien que les stocks soient actuellement au plus haut, et qui risque de créer une pénurie. A moins que l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, seuls capables de combler ce « trou », fassent fi de menaces irakiennes et gonflent massivement leur production. Une envolée des cours est alors possible.

## Le gel des dépôts

Si l'embargo n'est pas total, aucune pénurie n'est à prévoir à court terme. Les stocks permettent d'avaliser sans problème un arrêt même prolongé de la production koweïtienne. Mais c'est alors la stratégie pétrolière à moyen terme de Saddam Hussein qui pose problème.

L'Irak, en contrôlant le Koweït, se retrouve à la tête des plus grosses réserves de pétrole du monde (avec 20,9 % du total, soit plus que l'Arabie saoudite avec 18,6 %) et d'une production quotidienne de 5 millions de barils environ, égale à celle des Saoudiens et qui représente environ 10 % du total mondial hors pays de l'Est. De quoi peser massivement sur les prix du baril et les pousser durablement à la hausse, avec la bénédiction de l'Iran, désormais allié. L'Occident dans ce cas n'aurait plus qu'à dire adieu aux effets bénéfiques du pétrole bon marché.

Sur le plan financier le scénario

de « libanisation du Koweït » est tout aussi inquiétant. A court terme la seule parade pour les pays occidentaux dépositaires de fonds koweïtiens est le gel des dépôts. C'est la décision prise par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne fédérale et le Japon, la Suisse s'étant contentée de demander à ses banques une « diligence accrue » pour protéger les avoirs de l'Etat koweïtien.

Ce gel soulève les banques d'une responsabilité douloureuse. Les banquiers gèrent les patrimoines privés et publics du Koweït peuvent, grâce à ce « parapluie » officiel, s'opposer à tout retrait ou transfert de fonds ordonnés de Koweït par un quelconque gouvernement fantoche, comme l'a demandé le bureau d'investissements koweïtiens (KIO) à toutes les sociétés de Bourse, prévenant que quiconque tenterait de placer un ordre de vente à son nom agirait illégalement. Il y a fort à parier que même en l'absence de gel officiel, les banques observent une prudence extrême en attendant de voir la suite des événements. « On joue au plus fin. On demande à tout le monde de venir sur place pour retirer les fonds », explique un professionnel.

Une manière de faire pitée aux prétentions du nouveau « gouvernement du Koweït libre », qui, parlant de Bagdad, a déjà annoncé la saisie de la fortune de l'émir et de sa famille accusée « d'abus d'une richesse qu'elle ne mérite pas et qu'elle a dilapidée ».

## Un partenaire modèle

Mais la solution du gel, qu'il soit officiel ou officieux, ne peut être que transitoire. A terme, soulignent les banquiers, tout dépendra du statut du nouveau gouvernement koweïtien. Si le gouvernement fantoche est reconnu par les Etats occidentaux, rien ne s'opposera plus à ce qu'il prenne possession des dépôts, actifs et autres valeurs détenus également par l'Etat du Koweït. Une masse énorme de capitaux passerait ainsi sous contrôle irakien sans que personne ne puisse en prédire les

VERONIQUE MAURUS

سكزاين لاجل



## M. Tapie est-il, aussi, un bon député ?

Dix-huit mois après son élection, l'activité de l'homme d'affaires est diversement appréciée dans sa circonscription marseillaise

MARSEILLE

de notre correspondant régional

« Où il est, mon député ? Je le cherche. Il n'est pas ici. Il n'est pas là-haut. On dit qu'il est à l'étranger. M. Antoine Saura, président de l'Amicale des locataires de Châteauneuf-Loup, ne cache pas son dépit. Il avait pourtant prévenu M. Bernard Tapie. « Quand je l'ai vu dans la cité, pendant la campagne, je lui ai dit : je voterai pour vous, mais, après, ne jetez pas les courants d'air ! »

M. Tapie a été élu député de la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône (neuvième et partie des dixième et onzième arrondissements de Marseille) le 29 janvier 1989. Un an et demi a passé. M. Saura « ne l'a plus jamais revu ». Il l'a invité récemment dans son quartier, « sans recevoir de réponse ». C'est, convient-il, « c'est un homme très occupé, et nous, ici, on ne représente pas grand-chose, mais, quand même, je me demande si la politique l'intéresse beaucoup, sinon dans les médias ».

M. Saura n'est pas le seul à se plaindre de l'éloignement de son élu. « Le seul contact que nous avons eu avec lui, explique M. Simone Heim, déléguée d'un club du troisième âge de l'Entraide des Bouches-du-Rhône dans le quartier de La Pauline, c'était avant l'élection. Il nous avait invités à une belle fête au château des Fleurs et il nous avait dit qu'on pouvait compter sur lui. » Même déception de M. Jérôme Mondet, président du comité d'intérêt du quartier (CIQ) Saint-Tronc qui pense, gentiment, « qu'il n'est pas très bien secondé ». Plus sévère, M. Adrien Di Landro, vice-président du CIQ de la cité Gardanne, se repent amèrement, pour sa part, « d'avoir mouillé son maillot pour le président de l'OM, qu'il qualifie, sans plus de façon, de « député fantôme ».

M. Loo :

« C'est un cas »

Les amis de M. Tapie déplorent, eux-mêmes, son absence sur le terrain. « Je le lui ai fait remarquer », soupire M. Charles-Emile Loo, maire du cinquième secteur. Le candidat député avait, certes, averti ses partisans qu'il ne « passerait pas sa vie à servir des papiers », mais il leur avait juré, aussi, qu'il « leur servirait sa parole » et qu'il exerceait un véritable « pouvoir de nuisance ». Cependant, à l'heure de vérité, le 12 juin, sur Antenne 2, il a dû confesser qu'on « ne le voit pas beaucoup » sur les bancs de l'Assemblée nationale, « pas parce que ce n'est pas important d'y être, précisément, mais parce que je n'ai pas beaucoup le temps ».

M. Loo plaide la « différence » du député de Marseille. « Lui, c'est un cas, s'attendrait-il. Il donne du bonheur à ceux qui n'ont rien. » Une « vedette », recherche une élue municipale vigneronne, M. Marie-Jeanne Ruggieri, adjoint à la sécurité. Sous-entendu :

compte tenu de son entree exceptionnelle, qui réajuste sur Marseille, il ne saurait être jugé selon les critères applicables à un député du commun. Au demeurant, si M. Tapie n'est pas, personnellement, présent dans la circonscription, il y est représenté par son attaché parlementaire, M. Marc Frattani, lequel tient « tous les après-midi » une permanence électorale à la mairie du cinquième secteur. Sa tâche prioritaire : « Suivre les dossiers relatifs aux promesses électorales ».

Questionné sur Antenne 2, M. Bernard Tapie a expliqué qu'il s'était fait élire « sur un contrat clair avec les électeurs », consistant à traiter « les problèmes d'existence quotidienne ( « je l'ai fait », a-t-il déclaré) et deux ou trois problèmes ponctuels », parmi lesquels il a cité, au passé, ceux d'une école de formation et d'une « zone d'ombre » pour la réception de la télévision dans un quartier de son fief. Pour l'ancien

député sortant (1). Avec l'aide des pouvoirs publics, il a également créé un cycle de formation à la vente vers les pays du Maghreb (une vingtaine de stagiaires par an) et compte lancer, à la rentrée, un autre cycle réservé aux femmes sans emploi dans les domaines de la cosmétique et de la nutrition.

Ses ambitions sur le plan économique étaient, pourtant, beaucoup plus vastes. « Si on travaille ensemble, avec les moyens que j'entends engager ici, avait-il proclamé lors de sa première candidature, en juin 1988, tout le monde aura envie de venir habiter. Et, si je suis élu, je fournirai, d'ici deux ans, un emploi à mille personnes aujourd'hui sans formation et au chômage ».

M. Bérégovoy l'avait assuré, disant-il encore, de la création d'une zone d'entreprenariat à Marseille, et il avait indiqué qu'il envisageait, lui-même, de transférer le siège social de son groupe « pour montrer l'exemple » (le Monde du

d'épanouissement par le sport », également caressé dans l'euphorie de la campagne.

Les résultats de son action dans d'autres dossiers qu'il avait promis de régler, il y a dix-huit mois, sont sujets à controverse. La « zone d'ombre » du valon de Vaufrèges ? TDF était d'accord pour implanter un rémoteur, mais il n'y avait pas de voie d'accès. M. Tapie, pressé et moderne, avait parlé d'un transport du matériel par hélicoptère. La solution est venue de la ville de Marseille, qui a pris, en juin 1989, la décision, attendue depuis des années, de financer 300 mètres de route et un local technique (les travaux devraient bientôt commencer). « Sans notre insistance, affirme M. Frattani, nous en serions encore à la case départ ».

« La politique, ça l'intéresse ? »

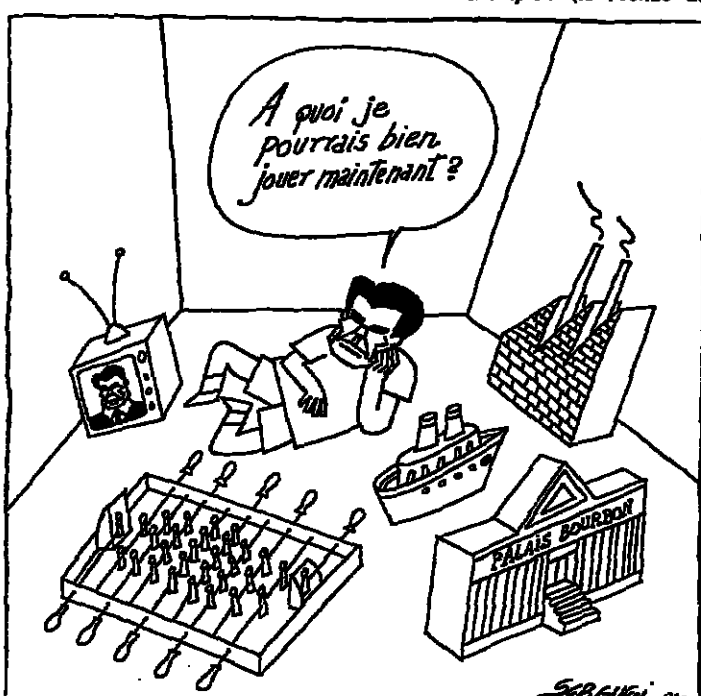
M. Tapie s'était engagé à résoudre un ancien et épineux problème de « trous » (4 000 mètres carrés) laissés béants par la faillite d'un promoteur dans le grand ensemble de la Rouvière (près de huit mille habitants et trois mille électeurs). A deux jours du second tour de l'élection, il avait obtenu la signature d'une lettre d'engagement des copropriétaires, en leur présentant un projet assorti de sa caution financière personnelle. Une première société en a étudié, sans succès, la faisabilité. Une seconde a pris le relais. Rien, encore, n'est réglé même si M. Frattani, qui assure de « l'acheminement » de son patron, pense qu'un permis de construire pourrait être délivré « en octobre ». Pour M. Dominique Masson, l'un des membres du conseil syndical de la Rouvière, la cause est pourtant entendue : « M. Tapie, s'indigne-t-il, nous a bernés ».

Les Français d'outre-mer, eux, sont comblés. M. Tapie, appuyé par M. Maurice Benassy, délégué du gouvernement aux rapatriés, leur avait promis une fondation. Le maire de Marseille y travaille parallèlement, et la région apportera, aussi, son obole.

Reste une question, posée par l'intéressé lui-même à « l'heure de vérité ». Ses électeurs sont-ils, en définitive, « fiers » d'avoir M. Tapie pour député ? « Il se demande sans doute, traduit M. Saura, si je voterai encore pour lui ? Mais, alors, la politique, ça l'intéresse ? »

GUY PORTE

(1) L'établissement, qui occupe les locaux d'une ancienne école maternelle, au bord de mer, n'est pas implanté dans la 6<sup>e</sup> circonscription. Mais les jeunes qui résident dans ce local sont prioritaires (35 % de l'effectif formé).



Un projet nautique

Le bilan du président de l'OM ? Sans doute une question d'angle. L'école de formation à la vente pour jeunes chômeurs, dont il avait annoncé l'ouverture, a bien vu le jour. Trois promotions, représentant, au total, soixante-dix élèves (90 % de réussite) en sont

député (PR) de la circonscription. M. Guy Tisserand, auquel, il est vrai, on ne saurait demander de chanter les louanges de son vainqueur, Bernard Tapie n'aurait tenu, en réalité, « aucun de ses engagements » et se serait complu, à la télévision, à jouer « les amuseurs publics ».

M. Loo s'est déclaré convaincu. Encore n'est-il pas trop tard. M. Tapie a fait étudier, récemment, sans l'étranger, un projet de chantier de construction, de transformation et d'entretien de navires de petit et moyen tonnage, assorti d'un club nautique international, d'une école touristique pour les grands yachts de croisière et d'un grand salon maritime, qui permettrait de créer de cinq cent soixante-dix à six cents emplois. Il a évoqué, aussi, l'installation à Marseille d'un centre régional d'Adidas, qui remplacerait avantageusement un incertain « centre

Les états généraux de Strasbourg

## M. Nallet propose le classement de 6 000 hectares de forêt rhénane

STRASBOURG

de notre correspondant

Six mille hectares de la forêt rhénane alsacienne devraient être classés d'ici à juin 1991 en « forêt de protection », dont huit cents hectares sous le régime plus sévère des réserves naturelles : c'est la proposition qu'a faite M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture devant les états généraux de la forêt rhénane, réunis à Strasbourg, jeudi 2 août.

Cette grande table ronde entre élus locaux, représentants du gouvernement — MM. Brice Lalonde et Théo Braun étaient aux côtés de M. Nallet, — administrations concernées et représentants des associations écologistes, avait été proposée après la polémique provoquée par la décision du gouvernement d'autoriser le défrichement de 50 hectares à Marckolsheim pour l'implantation d'une usine autrichienne de production d'acide citrique.

Les états généraux n'ont pas vu le ministre fléchir sur ce point : « J'assume entièrement cette décision. Il s'agit d'une mauvaise forêt », a répété M. Nallet. Une commission, cependant, se réunira autour du ministre alsacien, M. Braun, pour faire « d'ultimes vérifications », par exemple avec les responsables autrichiens de la firme. Il n'a pas exclu l'éventualité de trouver un autre site, comme le proposent les écologistes et certains conseillers généraux du Haut-Rhin, mais, « sans élément nouveau », la décision sera irrévocable en septembre. De fait, ces états généraux ont accéléré les mesures

de protection du massif forestier rhénan, souvent déjà prévues par les administrations ou les collectivités locales.

M. Lalonde a, par exemple, confirmé qu'un parc naturel régional de la forêt rhénane est à l'étude, qu'Electricité de France avait accepté l'éventuelle création d'une réserve naturelle sur l'île de Rhinau, que Strasbourg aura aussi sa réserve au Rohrschollen.

M. Nallet a affirmé que les enquêtes d'utilité publique seront lancées immédiatement dans toutes les communes concernées par les mesures de protection et que les décrets pourraient être publiés en juin 1991.

Les écologistes alsaciens sont restés réservés devant ce résultat. M. Roland Carbiener, président de la puissante association fédérative régionale pour la protection de la nature (AFRPN), a déclaré qu'il s'agissait de « la réanimation de plans de protection extrêmement anciens qui n'avaient pas été appliqués par l'Etat » et que « le classement en forêt de protection est très insuffisant, puisqu'il ne garantit que le boisement et n'empêche pas des interventions sylvicoles destructrices ». Le député européen, M. Antoine Waeche, pour les Verts, a insisté sur la nécessité de ne pas scinder la forêt rhénane : il propose que l'Etat rachète le terrain de Marckolsheim au Port autonome de Strasbourg, pour éviter son industrialisation, et que l'usine autrichienne soit implantée dans un autre site alsacien.

JACQUES FORTIER

La visite de M. Le Pen

## Le nouveau statut de la Polynésie entrera en vigueur avant la fin de l'année

PAPEETE

de notre correspondant

M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> août à Papeete (Taïti), que les décrets d'application de la loi du 14 juillet dernier sur le nouveau statut du territoire, concernant notamment la création d'une chambre territoriale des comptes et d'un comité consultatif des étrangers, seront publiés avant la fin de l'année. M. Le Pen a indiqué, aussi, que le gouvernement territorial procèdera prochainement, en concertation avec les maires, à la mise en place des cinq conseils d'archipel institués par la nouvelle loi et dotés de compétences exclusivement consultatives.

Au cours d'une séance de travail avec le président du gouvernement du territoire, M. Alexandre Léon-

teff, le ministre des DOM-TOM a évoqué les ressources budgétaires de la Polynésie française. Répondant à M. Léontieff, qui s'inquiétait des diminutions des importations du Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique, M. Le Pen a déclaré : « Si cette tendance se confirme dans les prochains mois, il faudra approfondir l'analyse de ses causes et en discuter ».

Rappelant que le ministère de la Défense avait accordé au territoire une dotation de 30 millions de francs à la fin de l'année 1989, le ministre des DOM-TOM a ajouté que l'Etat pourrait céder, « comme il l'a déjà fait dans le passé, des avances de trésorerie ». C'est une proposition minimale pour le gouvernement du territoire, qui avait espéré obtenir l'annonce d'une « rallonge » budgétaire pendant la visite de M. Le Pen.

MICHEL YENG-KOW

## Fin de partie

Suite de la première page

En fait, ce voyage était à usage purement interne : il fallait prouver aux Français que M. Rocard pouvait aussi faire bonne figure auprès des grands de ce monde. Lesquels grands sont évidemment restés impavides.

Quant à la banalisation des scandales, elle atteint des sommets himalayens.

La parade des socialistes

Apparemment, les socialistes en France peuvent tout se permettre : conserver un ministre des finances dont deux proches collaborateurs sont impliqués dans un scandale financier majeur ; recruter au cabinet du président de l'Assemblée nationale un ancien ministre qui n'a dû son salut qu'à une amnistie scandaleuse ; mettre sur le compte de circonstances exceptionnelles les comportements effectivement exceptionnels de certains hauts responsables qui utilisaient les avions de la République pour convoquer des armées de contrebande... J'en passe et des meilleures ! Où s'arrêtera-t-on ? La parade des socialistes, à jusqu'ici, bien fonctionnée : elle repose sur l'amalgame et le réseau de fumée. On leur dit : « Société générale, Pechiney... », ils répondent : « Privatisations », mais sans pouvoir fonder le quart du commencement d'une preuve d'opération indiquée à imputer au précédent gouvernement. On leur dit : « Carrefour du développement », ils répondent, comme l'a fait de manière indigne

M. Bérégovoy : « Affaire Chaumet », en oubliant de dire qu'en la circonstance la justice a mis le ministre cité au rang des victimes et non des coupables. La différence n'est pas mince !

Combien de temps ce spectacle durera-t-il ? La patience des Français n'aura-t-elle donc aucune limite ? Craignons qu'un jour ou l'autre leur réaction ne soit terrible.

Mais, me dira-t-on, l'opposition est-elle en meilleure forme ?

La création, le 26 juin dernier, de l'Union pour la France et l'accord conclu sur les « primaires à la française » ont marqué une étape importante dans son redressement. Comme je l'écrivais récemment, nous n'avons plus maintenant droit à l'erreur. Il nous faut apporter, dès la rentrée de septembre, la preuve que l'Union pour la France est une réalité vivante, organisée et cohérente. C'est ce que nous allons faire.

Je voudrais ici mettre l'accent sur deux autres conditions de la réussite.

Il faut, d'abord, que nous sachions aller au bout de notre logique dans notre attitude vis-à-vis du Front national. On connaît mes convictions sur ce chapitre : tout accord ou toute complaisance seraient politiquement mortels. Les responsables régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur sont en train d'en faire la démonstration : une stratégie d'alliance avec le Front national va les conduire à se faire manger tout crus par un partenaire qui prospère à leurs dépens !

Je connais les risques de l'intransigeance. Elle peut nous faire perdre en 1992 — si telle est la date retenue — certains conseils régionaux ou certains conseils généraux.

Il faut le savoir et se préparer à y faire face. Le choix décisif des législatives de 1993 apparaîtra alors dans toute sa brutalité. Perdre une bataille est parfois le moyen de gagner la guerre.

Deuxième condition du redressement de l'opposition : nous devons apporter des idées neuves et fortes, face à un gouvernement qui patine dans sa médiocrité.

Le renouveau de la politique

Dieu sait si les défis que nous avons à relever sont nombreux et, par bien des aspects, exaltants. J'en évoquerai sommairement quatre : l'économie, l'éducation, l'environnement, l'éthique — les quatre E.

L'Europe : il ne suffit pas de répéter bêtement que nous nous réjouissons de ce qui se passe. La France doit reprendre l'initiative. Elle peut le faire dans un domaine où, grâce à la prémonition et au courage du général de Gaulle, elle a des responsabilités et des moyens particuliers : celui de la sécurité collective de l'Europe. Chacun voit bien que le monde reste dangereux, que la Russie est toujours surarmée, que l'Europe centrale et orientale est instable. Il est donc impératif qu'au sein de l'alliance atlantique et à égalité de droits et de devoirs avec les Etats-Unis, l'Europe s'affirme comme telle, à la fois dans la coopération nucléaire, l'idée de la coopération franco-britannique ne peut être abandonnée, et dans le domaine conventionnel, où le moment est peut-être

venu de mettre sur pied une véritable armée européenne. L'Union de l'Europe occidentale offre un support tout désigné à ce qui pourrait être une initiative française.

L'éducation : quelques milliards de plus ne suffiront pas à régler le problème de la formation de nos étudiants. Il faut évidemment augmenter et moderniser nos capacités d'accueil à l'université. Il faut surtout faire éclater le corset du conformisme et de la routine. C'est un nouvel univers de formation post-secondaire qu'il faut imaginer, avec des filières professionnelles plus courtes, totalement autonomes, capables d'attirer les hommes. Les moyens, les idées, qu'ils viennent de l'Etat, des collectivités locales ou des entreprises. Il n'est pas vrai que nous pourrions accueillir, quel que soit l'effort financier de l'Etat, 80 % d'une classe d'âge après le baccalauréat dans les structures universitaires actuelles. Il faut un renouvellement radical.

L'environnement : l'été passé... et les canotiers retardés jusqu'en 1992, entendra-t-on encore les chants du « bucolisme électoral » ? Et pourtant, quel défi plus vital que celui de la sauvegarde de la planète Terre ? Les états généraux de l'Union pour la France y consacreront toute une convention le 15 et le 16 septembre prochain. Dès maintenant, je voudrais rappeler une urgence : la France a besoin d'un plan national de préservation de ses ressources en eau, de production d'eau potable — car c'est désormais un bien économique qu'il faut produire — et d'épuration des eaux usées. Cette tâche est aussi prioritaire que l'était celle de la reconstruction d'un réseau d'électricité après la guerre. Et

puisque nous avons l'ambition d'être une puissance méditerranéenne, pourquoi ne pas prendre simultanément la tête d'une véritable croisade pour le sauvetage de la Méditerranée — *Mare nostrum* comme disaient les Anciens, — dont les rivages, d'ici l'an 2000, vont accueillir une population toujours plus nombreuse et des activités économiques toujours plus polluantes ?

Ne pas tout réglementer

L'éthique, enfin : quelque réputation que nos civilisations modernes aient, nous ne ferons pas l'économie d'un grand débat public sur la vie et sur la mort. On voit d'ores et déjà se dégager quelques principes fondamentaux : ne pas tout réglementer tout le temps ; ne pas prétendre apporter une réponse globale, unique et définitive ; affirmer qu'en toute circonstance c'est le bien de la personne humaine qui doit primer... L'actualité me suggère une remarque plus précise qui pourrait servir de règle méthodologique : la bonne démarche est-elle, s'agissant de l'euthanasie, de vouloir faire dire à la loi quand et comment on peut interrompre la vie ou bien plutôt de développer la formation et les moyens de la médecine palliative, qui permet d'assurer à chacun une fin de vie digne ? Il suffit de poser la question pour y répondre.

Si l'opposition est capable de susciter de tels débats dans l'opposition et d'apporter ses propres éléments de réponse, alors une partie nouvelle pourra commencer : celle du renouveau de la politique, dans sa noblesse et sa grandeur.

ALAIN JUPPÉ

## Une plaisanterie de mauvais goût

Victime d'une plaisanterie de mauvais goût, le Monde a, dans une partie de sa première édition datée vendredi 3 août, page 6, attribué à M. Gérard Longuet, député de la Meuse, secrétaire général du Parti républicain, une déclaration à propos de la santé du président de la République qui était un faux. M. Longuet, interrogé jeudi matin 2 août par RTL, n'a pas prononcé les paroles que nous lui avons prêtées.

Aussitôt l'erreur décelée, l'impression du journal a été interrompue, et le texte faulx supprimé, mais quelques exemplaires étaient déjà parvenus à la vente. Le Monde prie M. Longuet et ses lecteurs de bien vouloir accepter toutes ses excuses.



## SOCIÉTÉ

## DÉFENSE

Pour ressouder des services secrets démolis

## Un projet de statut commun aux 3 500 agents civils et militaires de la DGSE

Pour désamorcer la « grogne » d'une partie des personnels de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), le « patron » des services secrets français, M. Claude Silberzahn, prépare un nouveau statut de ses agents qui, à terme, devrait être commun aux trois mille cinq cents civils et militaires sous ses ordres. Si M. Silberzahn devait rester à son poste suffisamment longtemps, c'est un statut relativement homogène et propre aux trente et un corps différents de cette « maison » qui devrait être progressivement institué sur cinq années.

Depuis 1980, la DGSE en est à son sixième directeur général, à son quatrième directeur de l'administration et à son quatrième chef de service du personnel. « Avec une telle instabilité à sa tête, observe un agent, il est difficile d'avoir une politique du personnel cohérente, suivie et orientée vers l'avenir. » Quand ils se réunissent en assemblée générale sous le couvert de leur cercle d'entraide sociale et culturelle (CESC), qui est en quelque sorte le syndicat des agents de la DGSE, les agents de la DGSE évoquent le « malaise », la « lassitude », le « scepticisme », l'« amertume » et le « découragement » de l'ensemble du personnel. « Nous sommes tous malades, existentiellement, dit l'un d'entre eux, et les électrochocs que nous avons subis ces derniers temps auraient pu achever ceux qui restent attachés à cette maison. »

Au rythme actuel, les plus pessimistes s'attendent à une certaine démission en 1990, dont la plupart pour des raisons de rémunération insuffisante. Si, à cette évaluation qui peut paraître excessive, on

ajoute les cent cinquante départs naturels par an pour cause de retraite, la DGSE enregistre un renouvellement de ses personnels qui n'est pas négligeable par rapport à ses effectifs.

Les suites du fiasco de l'opération menée en juillet 1985 contre le mouvement Greenpeace en Nouvelle-Zélande ne sont pas étrangères à cette crise morale. Mais elles sont loin de tout expliquer. La situation de la DGSE est jugée par certains de ses agents « aussi préoccupante aujourd'hui qu'il y a quelques années ». Les uns parlent de « crise de confiance entre la hiérarchie et les exécutants ». D'autres évoquent, le « manque de considération », voire les « humiliations » dont leur métier serait l'objet. Certains encore dénoncent l'absence d'un « équilibre harmonieux » entre les anciens et les nouveaux venus.

## Des trésors d'énergie

M. Silberzahn, qui a pris ses fonctions en mars 1989 est, pour l'instant, épargné par ces critiques. Sans être tenu pour responsable de ce « climat d'exaspération », pour reprendre le jugement de la présidence du CESC, le patron de la DGSE est invité à concrétiser davantage le « souffle nouveau » qu'il est censé représenter après avoir accepté de succéder à trois officiers généraux depuis 1982. Les doléances portent, pour l'essentiel, sur des garanties statutaires assurant aux agents de la DGSE une hausse de rémunération et un véritable plan de carrière, au besoin en sortant leur incorporation du carcan de la fonction publique.

C'est là une vieille revendication d'une « maison » où cohabitent difficilement des militaires directement

rétribués par les armées, des fonctionnaires civils titulaires gérés par la seule DGSE, des contractuels recrutés temporairement pour leur spécialité et des fonctionnaires détachés qui continuent à être contrôlés par leur administration d'origine. Il faut à la direction générale des services secrets déployer des trésors d'énergie pour attirer, conserver et faire vivre ensemble tant de corps jaloux de leurs prérogatives.

Déjà, en 1987, le général René Imbot, l'homme qui avait voulu « verrouiller » la DGSE après l'affaire Greenpeace, avait cherché à refondre ces différents statuts en expliquant qu'il faudrait tirer le « meilleur parti » du régime général de la fonction publique pour répondre aux exigences de ses subordonnés qui réclamaient de bénéficier d'un classement indiciaire supérieur à celui de la Police nationale. Remplacé quelques mois plus tard par le général François Mermet qui, lui-même, ne devait demeurer qu'un an à la tête de la DGSE, le général Imbot n'eut guère le temps de tenir ses promesses.

Aujourd'hui, M. Silberzahn fait comme s'il avait la durée pour lui. En raison des difficultés de recrutement, le « patron » des services secrets sait qu'il doit composer, dans un premier temps, avec la diversité actuelle des ressources humaines de « cette maison » qu'elles soient militaires ou civiles. Il n'ignore pas non plus qu'il lui faudra combler le déficit « majeur » de recrutement dans les armes dites techniques, comme les transmissions ou l'électronique, et prévoir de nouveaux moyens réglementaires et financiers pour offrir aux civils des profils de carrière suffisamment attrayants.

Côté budget d'abord. En 1990, la DGSE n'a pas subi la déflation des effectifs imposée aux armées. Au contraire, quatre-vingt-dix emplois supplémentaires ont été créés au service des écoutes des transmissions gouvernementales à l'étranger. L'indemnité mensuelle de contraintes pour l'ensemble des personnels a été portée de 329 à 600 francs et celle de sujétion pour les « techniques » a été majorée de 15 %. Pour 1991, on discute de l'opportunité d'attribuer à la DGSE cent vingt emplois nouveaux dans la recherche du renseignement à l'étranger et quatre-vingts autres pour le personnel technique. L'indemnité de contraintes devrait passer à 1 000 francs.

Côté statut, ensuite. C'est un travail de Pélopie que attend l'administration de la DGSE puisqu'il devrait s'achever sur environ cinq ans. Il s'agit de tenter de ressouder une « maison » divisée, sous l'égide d'un statut plus homogène englobant tous les recrutements.

L'idée est d'arriver à terme à concevoir un statut dit d'emploi pour l'ensemble des personnels, civils et militaires, sur le modèle de ce qui existe déjà au Commissariat à l'énergie atomique ou dans les établissements publics créés par la nouvelle réforme de l'administration des PTT. Cette réorganisation se fera par étapes. Grosso modo, chacun des agents de la DGSE qui arrive de son administration d'origine avec actuellement son bagage d'indicateurs et de primes pourra accéder à des fonctions selon ses compétences d'expert reconnues et non plus parce qu'il est titulaire d'un grade (dans l'armée) ou d'un titre (dans le civil). Les fonctionnaires civils ou militaires et les contractuels partiront donc à l'égalité.

## Une petite révolution

Ce statut réorganisera tous les personnels en six niveaux d'emploi — trois niveaux de conception et trois niveaux d'exécution — correspondant à leurs connaissances et à leurs qualifications. A l'intérieur de ces niveaux d'emploi il sera possible de faire carrière tout en restant dans le domaine de son expertise, et il sera même loisible de passer, sous certaines conditions, d'un niveau d'emploi à un niveau supérieur. Tous les agents recrutés à l'extérieur qui ne sont pas des fonctionnaires détachés pourront passer d'être contractuels pour entrer au service de l'Etat.

Si elle est menée à son terme, c'est d'une mini révolution à l'intérieur de la fonction publique qu'il s'agit puisque les postes au sein de la DGSE seront désormais ouverts à quiconque, civils ou militaires, fonctionnaires de l'Etat ou contractuels, pourvu que la qualité d'expert leur soit unanimement reconnue par la communauté du Renseignement. A ce jour, le syndicat maison a réservé son appréciation. L'ultime niveau : c'est à une commission de concertation et d'information du personnel, récemment créée et convoquée à cinq reprises depuis le début de l'année, que revient le soin d'examiner les textes de ce statut. En cas d'échec du dialogue avec l'Etat-major de la DGSE ou de refus de ce statut d'emploi par le gouvernement, les responsables du CESC, qui disent se méfier des « chaussetrappes » qu'on pourrait leur tendre, conviennent que la seule façon d'apaiser la « grogne » actuelle serait de s'en tenir à une réforme par référence aux statuts de la Police nationale.

JACQUES ISNARD

## JUSTICE

Inculpation d'homicide volontaire à Nice

Nicole Maire  
personnage d'Agatha Christie

M<sup>me</sup> Nicole Maire, quarante-trois ans, a été inculpée d'homicide volontaire le 27 juillet à Nice et écrouée. Elle aurait tranché la gorge de son troisième mari, mort dans la nuit du 20 au 21 juillet. La thèse du suicide a été écartée après la déposition du deuxième mari de M<sup>me</sup> Maire. Celle-ci, rapidement passée du statut de victime à celui de meurtrière, nie toujours.

NICE

## de notre envoyé spécial

M<sup>me</sup> Nicole Maire traçait sa vie tranquille. Sans haines et sans joies. Elle arrosait ses roses et ses plantes vertes, nettoyait sa volière et allait à la plage avec sa petite fille de cinq ans. Nicole n'aime pas les histoires.

Elle baladait sa belle chevelure rousse, sa silhouette élancée et ses vêtements élégants sur la Promenade des Anglais. Seule ou avec sa famille. Elle ignorait les sorties en boîte ou les virées entre amis. Nicole Maire craint les histoires.

Ses voisins la connaissent de vue. Elle parlait peu, « toujours très polie » dans les escaliers, une conversation de balcon sur la nouvelle poudre à laver. « Avant de lire les journaux, je ne connaissais même pas son prénom », avoue sa voisine de palier. Nicole Maire ne raconte pas d'histoires.

Où alors, toute sa vie est une histoire. Elle imagine des personnages, les façonne, les monte, les joue et les jette quand ils ont fait leur temps. A quarante-trois ans, Nicole Maire a déjà eu trois maris, tous plus jeunes qu'elle. Du premier, qui aurait émigré aux Etats-Unis, on ne sait rien. Le deuxième, Jean-Claude, qui avait dix-neuf ans lors du mariage, a été pris de faire ses bagages quand son cabinet de kinésithérapeute lui a permis de prendre un peu d'indépendance.

Le troisième, Patrick Maire, trente-huit ans, avait quitté récemment la sécurité des banques pour ouvrir un commerce de vins. Le 21 juillet, il est retrouvé mort, un couteau de 30 centimètres dans la gorge. Un suicide pour Nicole Maire, qui ne raconte pas d'histoires. Un suicide pour tout le monde. La veille, Patrick Maire avait joué et perdu une forte somme d'argent.

Pourtant, quelques heures

avant l'incinération du défunt, le deuxième mari se souvient de la fascination de Nicole pour les armes blanches et des larmes dont elle le menaçait les soirs de dispute. Il alerte la police, la cérémonie est reportée pour cause d'autopsie et, après quarante-huit heures d'interrogatoire, Nicole Maire est inculpée d'homicide volontaire et écrouée à la maison d'arrêt de Nice.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

## Le réveil du subconscient

Ils apprennent que le couple Maire avait parlé de divorce il y a quelques semaines, que les époux faisaient chambre à part, que le voisinage avait eu vent de violentes disputes. Pas de preuves, des soupçons. Nicole Maire se lève d'habitude à 11 heures. Le 21 juillet, elle était debout à 8 heures. « Mon subconscient m'a réveillée », dit-elle, trop simplement pour empêcher la suspicion de grandir. Elle avance l'hypothèse, elle, la mère, que Nicolas, fils de son premier mari, adopté successivement par les deux autres, aurait commis le meurtre. Mais le fils a de solides alibis. Le changement de stratégie aggrave encore les soupçons.

Nicole Maire avait fait plusieurs tentatives de suicide, dont l'une en 1987 l'a plongée dans le coma pour trois jours. Selon ses proches, elle consultait régulièrement un psychiatre. La victime, devenue coupable, finirait ainsi irresponsable. Nicole Maire, qui n'aime pas les histoires, aurait dû s'en tenir à ce principe et ne jamais s'acharner les œuvres complètes d'Agatha Christie.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

## REPÈRES

## ENFANCE

## M. Mitterrand se rendra au sommet mondial de l'UNICEF

Le président de la République, M. François Mitterrand, se rendra personnellement au sommet mondial pour les enfants, organisé dans le cadre de l'UNICEF du 20 au 30 septembre au palais des Nations unies à New-York. La nouvelle a été annoncée, jeudi 2 août, par le directeur général de l'UNICEF, M. James Grant, qui a précisé que trente-huit présidents, vingt premiers ministres et deux rois ont déjà répondu favorablement à l'invitation.

## LA DÉFENSE

## Protestation du Conseil d'Ile-de-France

Les projets d'aménagement de l'ouest de la Défense, annoncés mercredi 1<sup>er</sup> août, par le ministre de l'équipement (Le Monde du 3 août) ont été très mal accueillis par le conseil régional d'Ile-de-France qui a décidé, à la majorité, d'élever « une solennelle protestation » contre le manque de concertation. « Le gouvernement prend des mesures unilatérales qui engagent l'avenir de toute l'Ile-de-France », déclare dans un communiqué M. Pierre-Charles Krieg, président du conseil régional. Cette décision « fausse toutes les mesures prises depuis de nombreux mois en faveur du rééquilibrage Est-Ouest ». Pour lui, « la concertation entre tous les acteurs économiques, sociaux et politiques, ainsi que la prise en compte de l'ensemble des problèmes de toute la région, sont la base du succès de l'aménagement des trente années à venir ».

## MÉDECINE

## Nouvelle polémique entre SOS-Médecins et des généralistes

Une plainte pour diffamation a été déposée, jeudi 2 août, par le docteur José Jühal, président de

l'association SOS-Médecins, contre le vice-président du syndicat de médecins généralistes MG-Paris, le docteur Gérard Aguilhon. Ce dernier, avait accusé, la veille, l'association SOS-Médecins d'« exercer la médecine comme un commerce », de porter atteinte « à la qualité des soins », à la « moralité de notre profession » et de mettre en jeu « la sécurité des malades ». Répondant, cent vingt-six praticiens de l'association SOS-Médecins Paris avaient été suspendus par le conseil régional d'Ile-de-France de l'ordre des médecins pour publicité illégale, à la suite d'une plainte déposée notamment par le syndicat MG-Paris.

## POLLUTION

## Le Sénat américain accroît la responsabilité des pétroliers

Alors que les experts se disputent pour savoir si la nappe de pétrole qui menaçait la côte du Texas depuis plusieurs jours s'est évaporée ou bien si elle a coulé, le Sénat américain a adopté une loi accroissant fortement les moyens de prévention et de lutte contre les marées noires. Désormais le plafond de responsabilité des affruteurs de pétroliers, qui ne dépassait pas 150 dollars par tonne (environ 825 F), est porté à 1 200 dollars (environ 6 700 F). Un fonds de 1 milliard de dollars devra être disponible en permanence pour payer les opérations de nettoyage. Les réservoirs des nouveaux tankers devront avoir une double coque et ceux déjà en service devront s'équiper d'ici 2010 sous peine d'être retirés de la circulation. — (AFP)

Des fûts d'uranium baladeurs. Deux fûts contenant 130 kilos d'uranium destiné à servir de combustible dans une centrale nucléaire se sont proménés durant une semaine par avion entre l'Europe et les Etats-Unis, sans aucun contrôle, alors que le transport de ces matériaux dangereux est sévèrement réglementé. Explication donnée par Advanced Nuclear Fuels, la firme allemande concernée : une simple erreur de manutention. La Commission européenne a décidé, pour la première fois de son histoire, de mettre sous tutelle l'entreprise fautive. — (AFP, Reuters)

## La mort de Norbert Elias

Suite de la première page

Depuis une dizaine d'années, presque aveugle, il vivait, entouré de statues d'idoles africaines, dans une petite maison d'Amsterdam. Au moment de sa mort, il travaillait à un essai sur Mozart.

Ce qui ne l'empêchait pas de suivre de près l'évolution de la situation en Allemagne : « Je n'ai pas cru possible — je l'avoue sincèrement — que cette plaie (la division de l'Allemagne) se referme un jour. Mais à présent, il faut tout mettre en œuvre pour donner à tous les Allemands le sentiment qu'ils sont européens. Européens avant tout, c'est cela la réalité. »

Mais l'œuvre d'Elias — dont la majeure partie n'est toujours pas traduite en France — a surtout été de son audace nouvelle. Abandonnant les chemins traditionnels de l'historiographie, forgeant ses concepts et ses analyses à partir de la sociologie et de la psychanalyse, Elias comprenait le processus historique moderne comme on ne l'avait jamais fait avant lui : comme une modification de la sensibilité et du comportement des hommes entre le seizième et le vingtième siècle, ces transformations des structures psychiques et des modes de relations entre les hommes étant liées à la lente construction de l'Etat, facteur essentiel de pacification qui tend à remplacer la violence sociale par

une contrainte individuelle librement consentie.

Lire l'histoire de ce processus de civilisation, c'est se pencher sur les modifications qui affectent l'homme dans son ensemble, sa sensibilité, ses rapports avec lui-même et avec le monde qui l'environne, ses concepts intellectuels, ses manières d'aimer, de boire, de sentir son corps, d'avoir peur, d'éprouver du plaisir...

Histoire culturelle et histoire du pouvoir économique et social : Norbert Elias met en relation dialectique les deux maillons. L'individu « intime » et la société globale, pour découvrir ce qui lui apparaît comme le sens même de l'évolution des sociétés vers la « civilisation », à savoir le développement de l'auto-contrainte sous la pression de la société d'Etat : « Il est nécessaire de relier la structure de la personnalité comme quelque chose de changeant aux conditions sociales et à leurs changements. »

A ceux qui lui objectaient que son analyse, sans doute exacte lorsqu'elle s'appliquait à la France « civilisée » par la société de cour imposée par l'Etat de Louis XIV, était plus difficilement défendable pour comprendre la période contemporaine dans laquelle le contrôle croissant de l'Etat s'accompagne d'une libération des mœurs et des contraintes individuelles, Elias répliquait que « l'on

peut dire que nous avons une pointe, une vague de relâchement de l'autocontrôle sous certains aspects. Pourtant, si l'on regarde attentivement la situation, on s'aperçoit que ce mouvement est très partiel, ne touche que certaines sphères et tout particulièrement celle qui concerne le sexe (...); tandis que certains tabous ont reculé, la structure de l'autocontrainte s'est développée. D'ailleurs, d'un point de vue général, toute démocratisation requiert une renforcement de l'autocontrainte. »

Ce problème du lien entre démocratie, liberté et contrainte inspirait fortement la réflexion politique d'Elias : la démocratie, en contraignant les pulsions, en faisant interioriser sans cesse de nouveaux interdits ne conduisait-elle pas à un affaiblissement, à une dépersonnalisation de la vie individuelle ?

« Nous ne devons pas simplement considérer comment les contraintes peuvent être construites chez l'individu au cours de sa croissance, autant que possible sans mutiler ou limiter ses possibilités personnelles de jouissance. Nous devons aussi considérer comment développer une structure de pouvoir telle que l'on ne construise pas dans la personne, au cours de son développement, des formes de contraintes, dont la seule fonction est le maintien d'un déséquilibre de pouvoir existant. »

L'analyse historique, menée avec allégresse, souvent avec humour par ce savant observateur de nos comportements, débouchait naturellement sur la réflexion morale et sur le fonctionnement, encore mystérieux, de ce qu'on nomme le pouvoir. Elle s'accom-

pagnait aussi chez Elias d'une interrogation qui traverse ses derniers livres, notamment sur les Allemands (Studien über die Deutschen) et sur l'Europe : comment les Etats dont le développement a si fortement contribué à la civilisation des mœurs ont-ils conservé entre eux des relations qui sont de l'ordre de la loi de la jungle et de la violence barbare la plus primitive ?

Une interrogation qui l'amenait à penser que l'Europe, qu'un Etat européen aurait un grand rôle à jouer dans la civilisation de l'humanité.

PIERRE LEPAPE

## RELIGIONS

## Le pape au téléphone

La société anglaise Global Telecom Ltd a signé un accord avec Radio-Vatican pour la diffusion d'extraits de discours du pape par téléphone dans le monde entier. Des extraits différents d'une durée de deux minutes seront enregistrés chaque jour et mis à la disposition des fidèles, qui pourront les écouter en composant le 611-411-611 pour entendre le message en anglais et le 611-411-612 pour l'avoir en espagnol. Le montant de l'appel, qui sera remis par la société anglaise au Vatican, servira à financer les voyages de Jean-Paul II. — (AFP)

## SOCIÉTÉ

Michel Tognini devient le troisième spatialiste

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.

« Qu'on ne me parle pas de vengeance, clame Jean-Claude. Le divorce a plutôt été une délivrance pour moi. Je me suis remarié depuis. Un homme est mort, il était de mon devoir d'avertir la police. Je n'ai accusé personne, j'ai simplement apporté des éléments à l'enquête. » A la suite de la déposition du kinésithérapeute, qui a vécu huit ans avec elle, de 1975 à 1983, la veuve martyre d'un mari qui buvait, cognait et jouait prend vite un statut de meurtrière aux yeux des enquêteurs.



## SOCIÉTÉ

### ESPACE

Pour la mission franco-soviétique Antares en 1992

## Michel Tognini devrait être le troisième spationaute français

Les deux spationautes français retenus pour participer au vol franco-soviétique Antares sont Michel Tognini et Jean-Pierre Haigneré. Après dix-huit mois d'entraînement en URSS, l'un d'eux - Michel Tognini selon toute vraisemblance - quittera la base de Baïkonour, en juillet 1992, pour rallier la station orbitale Mir.

En 1988, lors de la mission Aragatz, Michel Tognini est resté cloué au sol de la Cité des étoiles. Pendant ce temps, Jean-Loup Chrétien, relié à la station soviétique, s'évertuait à déployer dans l'atmosphère une charpente en fibres de carbone récalcitrante, conçue par les ingénieurs de l'Aérospatiale, pour ce qui allait devenir la plus longue sortie extravéhiculaire d'un être humain.

Dans deux ans, en revanche, il sera bien passer à bord de la station Mir, pour la mission franco-soviétique Antares. Et ce sera au tour de Jean-Pierre Haigneré d'arpenter les couloirs du centre fouri-Gagarine en attendant son heure. « C'est la tradition de faire voler la doublure de la mission précédente », explique M. Daniel Sacotte, directeur général adjoint, chargé de la stratégie, de la planification et des affaires internationales et industrielles au CNES (Centre national d'études spatiales).

Depuis jeudi 2 août, les deux spationautes français candidats à la mission Antares (du nom de l'étoile la plus brillante de la constellation du Scorpion) sont donc connus. Agés respectivement de quarante et un et quarante-deux ans, tous deux pilotes d'essai et lieutenant-colonel dans l'armée de l'air, cosmonautes au CNES depuis 1986, Michel Tognini et Jean-Pierre Haigneré sont les deux rescapés des sélections, sur 297 volontaires au départ. Michel Tognini sera donc, sauf accident, le troisième spationaute français, après Jean-Loup Chrétien et la mission PHV, en 1982 à bord du

Soyouz T6, Patrick Baudry et le vol 51-C en 1985 à bord de la navette américaine Discovery, et Jean-Loup Chrétien à nouveau, en 1988, pour la mission Aragatz.

Troisième volet de la coopération franco-soviétique dans le domaine de l'espace, Antares doit durer quatorze jours, un séjour durant lequel le spationaute du CNES aura à réaliser de multiples expériences, tant biomédicales que physiques ou technologiques. Ainsi, sont au programme l'étude des mécanismes hormonaux et des systèmes sensorimoteurs de l'être humain en apesanteur, ou encore l'analyse des effets biologiques des rayonnements cosmiques sur l'homme. Michel Tognini effectuera aussi des essais de cristallisation de supraconducteurs à haute température critique et en microgravité.

### Passager payant

Mais pour le CNES, l'objectif principal et à long terme de cette mission, est de voir un pilote français aux commandes du premier vol de la navette européenne Hermès, prévu pour 1997 ou 1998. Le fait, pour le CNES, de disposer de trois ou quatre spationautes rompus aux entraînements de la Cité des étoiles, au cœur du centre fouri Gagarine, est un atout de poids. Comme pourrait l'être également la possibilité, pour Jean-Pierre Haigneré ou un autre, de participer à un vol de la navette soviétique Bourane, dans le cadre des prochaines missions franco-soviétiques.

Pour le CNES et la recherche spatiale française dans son ensemble, la mission Antares constitue en fait une opportunité inestimable, au coût non négligeable cependant. Pour la première fois en effet, la France va devoir payer sa participation au vol soviétique : le « billet » de Michel Tognini à bord de la station Mir coûtera au total environ 140 millions de francs.

O. L.

## SPORTS

VOILE : record de l'Atlantique en solitaire

## Florence Arthaud la décalée

La navigatrice Florence Arthaud a franchi le cap Lizard, jeudi 2 août à 0 h 19 GMT, à la barre de son trimaran le Pierre-1<sup>er</sup>, après 9 jours 21 heures et 42 minutes de traversée, améliorant ainsi de plus d'un jour et demi le record de la traversée de l'Atlantique en solitaire que détenait Bruno Peyron depuis août 1987.

Avec ses longues mèches brunes qui fouettent son visage triangulaire, Florence Arthaud, à la barre d'un voilier, ressemble à une furie de la mythologie antique. La colère va bien à cette femme qu'à tort on pourrait croire chétive.

Florence était d'ailleurs furieuse jeudi matin parce qu'en cédant quelques heures au sommeil vers le terme de son odyssée, elle venait de perdre un peu de temps, c'est-à-dire de réduire la marge de son triomphe. Un requin, une tempête et un trou dans un des flotteurs du trimaran avaient aussi contribué à

entraver sa progression, mais c'était contre elle-même qu'elle pestait alors même qu'elle aurait dû s'apprêter à savourer son triomphe après dix journées de mer.

Etrange poussée d'adrénaline : n'allait-elle pas faire mieux que le légendaire Charlie Barr, dont le record tint trois quarts de siècle, mieux aussi que Marc Pajot et Eric Tabarly, marins à la renommée sans égale en France ? Peut-être contestait-elle la validité de ce record, en objectant qu'elle a bénéficié de l'assistance météo du Marseillais Louis Bodin, procédé encore inconnu en 1980 et 1981 par Tabarly et Pajot, ou qu'elle a disposé d'un nouveau trimaran exceptionnel, dessiné par Marc Van Peteghem et Vincent Lauriot-Prévost, construit par Jeanneau, bateau bien supérieur en tout cas à Paul Ricard et Elf-Aquitaine.

De bien mesquines objections qu'a alimentées Lionel Poon, l'ancien vainqueur de la course en solitaire du Figaro, arguant de « l'hy-

per-médiation de l'événement », mais qu'a balayées le détendeur du précédent record, Bruno Peyron : « Florence a établi un record qui ne sera pas repris de sitôt. » Ces réserves sont cependant l'expression des sentiments mêlés qu'avait suscités une navigatrice dont jusqu'à présent la notoriété avait été inversement proportionnelle aux résultats.

Sans avoir jamais fait le tour du monde en solitaire comme l'Anglaise Naomi James ou en équipage comme la Suissesse Sylvie Viant, sans avoir disputé les Jeux olympiques comme Claire Fontaine, sans même avoir été la première femme à battre le vieux record de Charlie Barr comme Dany Delage, Florence Arthaud a été considérée par les médias comme « un grand marin » dès qu'elle a commencé à disputer des courses océaniques en 1978. Une situation qui lui a permis de trouver sans mal des commanditaires et qui a nourri rancœurs et jalousies. Un rôle que Florence Arthaud a parfois eu du mal à assumer.

### Avaries et accidents

La nouvelle détentrice du record de la traversée de l'Atlantique en solitaire est un personnage décalé, toujours en lutte avec elle-même et les autres. Fille de l'éditeur grenoblois Jacques Arthaud, sa famille la destinait à la médecine mais à dix-neuf ans elle a rompu avec son milieu bourgeois : elle a abandonné ses études pour aller « trainer » aux Etats-Unis. C'est là qu'elle assista à l'arrivée d'une Transat en solitaire britannique et qu'elle eut le coup de foudre pour l'océan en faisant le convoyage de retour sur le bateau de Jean-Claude Paris.

Devenue femme-marin, après avoir demandé le concours financier de son père pour sa première Route du rhum, elle attirait l'attention dans un milieu traditionnellement machiste, mais refusa la caution des féministes après quelques navigations avec d'autres femmes : « Je préfère partir avec un mec », expliqua-t-elle avant une Transat en double.

Avec la notoriété, Florence

Arthaud a trouvé de puissants commanditaires qui en font une véritable professionnelle. Pourtant elle a souvent négligé l'entretien des bateaux qu'elle manœuvre et elle a une liste impressionnante d'avaries à son palmarès. En doublant le cap de la trentaine, Florence Arthaud a renoué avec son milieu familial, mais elle n'en a pas moins continué à collectionner les accidents d'automobiles et à vivre à cent à l'heure.

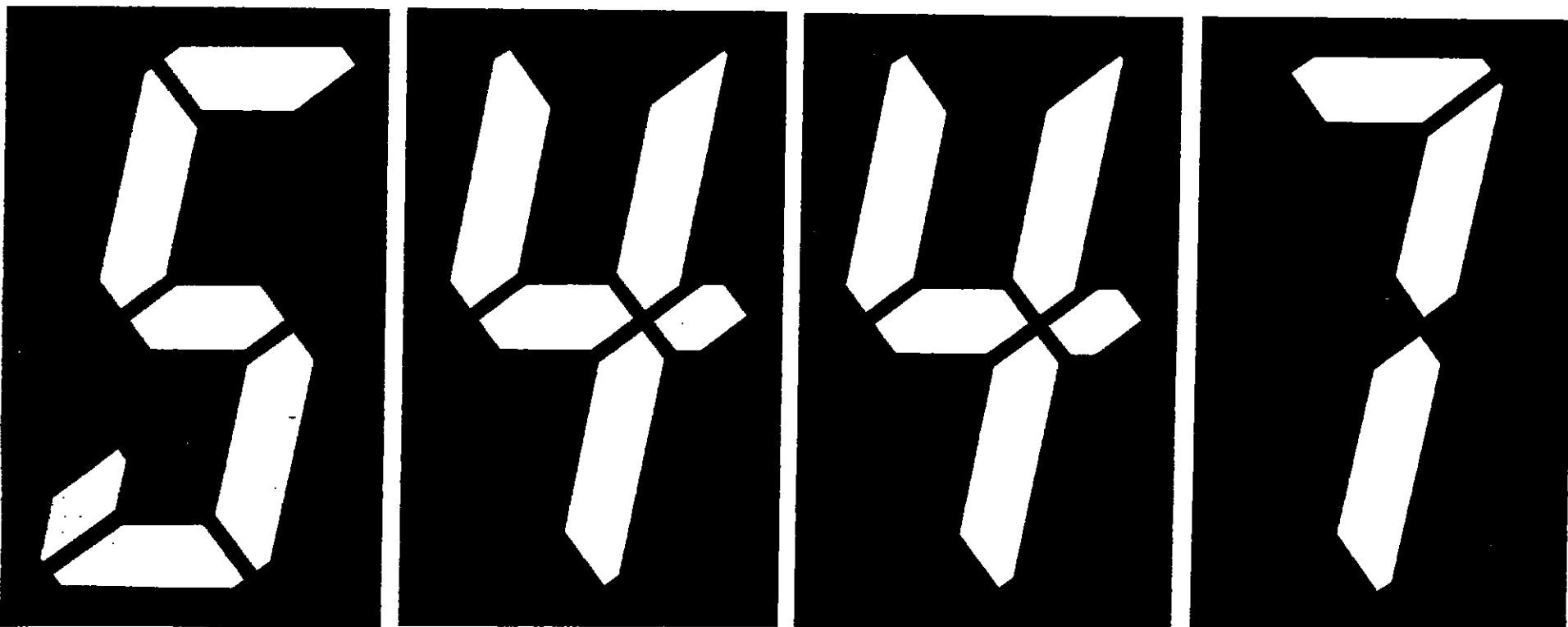
ALAIN GIRAUD

### Les records de traversée de l'Atlantique

Les records de la traversée de l'Atlantique à la voile, entre New-York et le cap Lizard (pointe sud-ouest de l'Angleterre), avant la tentative de Florence Arthaud, étaient les suivants :

- En équipage :
  - 1906 : Goélette Atlantic, Charlie Barr (E-U) 12 j. 4 h min.
  - 1980 : Trimaran Paul-Ricard, Eric Tabarly (Fra), 10 j. 5 h 14 min.
  - 1981 : Catamaran Elf-Aquitaine, Marc Pajot (Fra), 9 j. 10 h 6 min.
  - 1984 : Catamaran Jet Services, Patrick Morvan (Fra), 8 j. 6 h 36 min.
  - 1986 : Trimaran Royale, Faguet et Caradec (Fra), 7 j. 21 h 5 min.
  - 1987 : Trimaran Fleury-Michon 8, Ph. Poupon (Fra), 7 j. 12 h 50 min.
  - 1989 : Catamaran Jet Services V, Serge Madec (Fra), 7 j. 6 h 12 min.
  - 1990 : Catamaran Jet Services V, Serge Madec (Fra), 6 j. 13 h 3 min.
- En solitaire :
  - 1987 : Catamaran Ericsson, Bruno Peyron (Fra), 11 j. 11 h 47 min.

## La jonction dans :



mètres.

Le 01.08.90, il ne reste que 5447 mètres à forer dans le tunnel de service - l'un des trois tunnels en construction. La mise en service du système est prévue pour 1993.



## Traversez avec nous.



## CULTURE

## DESIGN

## Le rêve américain de Raymond Loewy

Le Centre Pompidou célèbre mal ce pionnier du design qui affirmait qu'« il n'est point de ligne plus belle que celle de la progression des ventes »

Un bus Greyhound, un paquet de cigarettes Lucky Strike, un distributeur de Coca-Cola... L'histoire et l'œuvre de Raymond Loewy (1893-1986) collent comme un chewing-gum à celle du grand rêve américain : la consommation, la vitesse, l'efficacité, la foi en la technique. Après Berlin et avant Amsterdam et Londres, le Centre de création industrielle à Beaubourg (CCI) consacre au pionnier du design américain une exposition rétrospective. Hommage d'autant plus ambitieux qu'il s'applique à un stakhanoviste du « bon » produit, à l'origine de la célèbre petite phrase : « La laideur se vend mal », titre d'ailleurs de son épaisse autobiographie (1).

« ment de joie à la vue du drapeau. Et, après tant d'années, chaque fois que je vois le Stars and Stripes flotter au vent, j'éprouve encore la même émotion. Esthétiquement, c'est un chef-d'œuvre, c'est un dessin des plus remarquables, viril, gai, brillant, parfait, expression du pays lui-même ».

Parti à la « chasse aux tout-puissants dollars », il fait ses débuts comme étalagiste chez Macy's, avant de dessiner des costumes de théâtre (pour Florenz Ziegfeld) et de travailler comme illustrateur pour Vogue, Harper's Bazaar. Mais la véritable carrière de Raymond Loewy (il préfère modestement parler de « croisée industrielle ») commence en 1929, avec sa première

record inouï dans ce domaine ». La légende de Loewy commence, à l'image de la boulimie consumériste et de la prospérité de l'après-guerre. « Il n'est point de ligne plus belle que celle de la progression des ventes », écrit, dans une lettre au New York Times, Raymond Loewy. Il ne tarde pas à ouvrir des bureaux à Chicago (1938), à Londres (1946) et même à South Bend, dans l'Indiana, proches des usines Studebaker, où il redessine l'une des voitures mythiques du vingtième siècle, la Studebaker champion.

Cette façon de voir dans un soutien-gorge...

Reste un solide sens pratique, appliqué sans mépris à tout objet quotidien, du cure-dent à la locomotive, et puis cette façon d'analyser, de voir dans un soutien-gorge « un problème de construction ou d'encadrement, familier à ceux qui dessinent des ponts ou calculent des efforts de flexion ».

Ingénieur missionnaire, Raymond Loewy défend la simplicité plus que la fonction elle-même. « Il n'y a pas de beauté sans ordre », a-t-il écrit, formule qui sous-entend des milliers de croquis pour un prototype et justifie sa popularité auprès d'un public dont il comprend très vite les exigences : confort, bien-être, vitesse. Pour reconstruire les sièges d'un autocar, n'est-il pas allé jusqu'à échantillonner la taille moyenne des taches et leur nature ? Le « Frog » (la grenouille, comme le surnomment ses premiers détracteurs) fera la une du Time en 1949.

En 1965, l'atelier de Park Avenue à New-York devient la plus grande agence de design du monde, employant deux cents dessinateurs et un département de maquettes sur 3 000 mètres carrés. Dans les années 60-70, Raymond Loewy collabore avec la NASA pour le programme de Skylab, signe l'aménagement intérieur du Concorde pour Air France. Il meurt en 1986 à Monaco.

Cinq cents concepteurs industriels seraient passés par l'organisation Loewy. Leurs conseils auraient été des plus utiles aux organisateurs de l'exposition du Centre Pompidou, où le visiteur débambule dans une forêt métallique de panneaux, erre dans des couloirs improbables, croque sous les dossiers au lieu de se familiariser avec l'univers de Raymond Loewy, ce grand bourgeois fasciné par l'Amérique, qu'il savait pourtant si bien tourner en dérision. Tout ce que déplorait le maître et arrivait chez Macy's, en 1919, est ici mis en scène sur 800 mètres carrés : « On se serait cru dans le salon des frères Colliers, ces excentriques, qui n'étaient jamais sortis de chez eux pendant quinze ans, furent finalement trouvés morts sous un piano... Mon amour de la simplicité, assombré d'une pointe de logique française, me faisait entrevoir une technique différente... »

LAURENCE BENAÏM

► Raymond Loewy, galerie du CCI, Centre Georges Pompidou, jusqu'au 24 septembre.

(1) Rédigé par les éditions Gallimard, coll. Tel. 414 p., 58 F.



Raymond Loewy devant la locomotive S 1 en 1937

Né à Neuilly-sur-Seine et fils d'un économiste viennois, Raymond Loewy passe son enfance entre Paris (le lycée Chaplain), Nice (la villa Bel-Vista) et Trouville. Il est le témoin des grands bouleversements du siècle. « Amoureux de douze locomotives à vapeur », il assiste au premier vol de Santos-Dumont et exploite très vite ses talents de designer. Adoléscent, il fait breveter un modèle réduit d'avion, empareille la marque Ayrel (RL) et, pendant ses vacances, participe à des conférences de la Ligne nationale aérienne.

Sergent pendant la première guerre mondiale, il bricole « un abri quasiment luxueux » baptisé « Studio rue de la Paix ». Démobilisé, il s'embarque pour les États-Unis, avec l'espoir d'être engagé par la General Electric Company. C'est à l'automne 1919, avec 40 dollars en poche, qu'il arrive à New-York. « L'uniforme râpé mais bien coupé et repassé », le voici aussi ému qu'un Rastignac des temps modernes : « Je savais que, très vite, j'apprécierais toutes choses américaines. Je me souviens encore de mon treillis-

vraie commande, le duplicateur Gestetner, exploit artisanal et solitaire, inaugurant une réussite digne de la légende américaine.

## La voiture mythique du vingtième siècle

Dès 1935, le citoyen Loewy, miraculé de la crise économique, travaille pour une douzaine de firmes (la Pennsylvania Railroad, Sears Roebuck, Greyhound Corporation...). Mais la méfiance à l'égard d'une profession nouvelle — l'esthétique industrielle — règne. Ainsi, après deux ans de visites répétées à Chicago (« mes propres frais », précise le designer), Raymond Loewy dessine le réfrigérateur Coldspot pour la somme de 2 500 dollars.

« J'en dépensai à peu près le double pour acheter ce travail comme je voulais. Le projet fut accepté, le nouveau réfrigérateur fabriqué et les ventes doublèrent. Pour le modèle suivant, les honoraires furent triplés, les ventes montèrent considérablement, mes honoraires furent portés à 25 000 dollars. Les ventes montèrent à 160 000 unités, puis à 275 000.

style « flanc à la gelatine », Raymond Loewy imagine une voiture qui suggère l'idée de vitesse, même à l'arrêt. Les ailes avant intègrent pare-chocs et phares, la surface des vitres est augmentée. En 1952, Studebaker sort la Starliner, dont la calandre chromée, le capot effilé se traduisent par un échec commercial. Puis, en 1962, la Avanti, dernière création de Raymond Loewy pour la compagnie automobile.

Maître à penser du streamline, Raymond Loewy considère que la forme suprême est l'œuf, « un merveilleux exemple d'aérodynamisme appliqué à un objet à progression ralentie. Toute autre forme, cubique par exemple, rendrait la vie des roues fort désagréable », note-t-il dans son livre. L'apaisance ? La méthode de Raymond Loewy c'est peut-être, et avant tout, l'art de communiquer des évidences. L'ancien paquet de Lucky Strike était vert, celui de Raymond Loewy (1940-1942) sera blanc. Avantage : meilleure lisibilité, réduction des coûts.

Son talent d'observateur (« l'esthétique industrielle est faite de 25 % d'inspiration et de 75 % de déplace-

## L'eau vive de Fontfroide

Le « Golgotha » de Frank Martin dans une cité monastique miraculeusement préservée

## NARBONNE

de notre envoyé spécial

Les milliers de voitures qui, chaque jour, près de Narbonne, s'engagent sur l'autoroute A 9 ignorent que non loin, au creux d'un vallon, veille une cité monastique qui dominait toute la région au Moyen Âge : l'abbaye de Fontfroide, fondée en 1093. On est stupéfait de trouver, derrière les remparts de cyprès, un monastère entièrement conservé, aux pierres rouges et dorées, qui encloît l'église d'un dépouillement tout cistercien, un cloître admirable, toutes les salles de la vie monastique, des cours élégantes aux décorations du XVII<sup>e</sup> siècle et des jardins à l'italienne en terrasses, traces des époques de décadence.

C'est miracle qu'un tel trésor architectural ait traversé les siècles et les révolutions, sauvé par des moines de Sénanque au XIX<sup>e</sup> siècle, puis, après la loi de séparation en 1905, par des mécènes qui s'attachèrent sur l'Institut Rockefeller-

ier pour empêcher que le cloître ne fût envoyé, pierre par pierre, aux États-Unis. La musique contribue à préserver l'esprit de ce haut lieu, grâce à Nicolas d'Andoque et à l'Association des amis de Fontfroide, qui organisent des concerts depuis 1967 avec Jean-Bernard Fommier. Aujourd'hui, le Festival de Radio-France et de Montpellier donne un large écho aux concerts de Fontfroide (1). L'eau vive de la musique y supplée le torrent à sec.

## Abstraction et nudité

Dans la cour Louis XIV, devant un public nombreux installé sur des gradins en tubulures métalliques, le « Golgotha » de Frank Martin y a succédé à la 9<sup>e</sup> Symphonie de Mahler, dans une interprétation aussi magistrale de Marek Janowski, à la tête de l'Orchestre philharmonique et du grand chœur de Radio-France, avec cinq superbes solistes (Murielle Kemmer, Nathalie Stutzmann, Ian

Caley, Jean-Philippe Courtis et Nicolas Christou, porte-parole du Christ).

La foi brillante de ce fils de pasteur (dont on célèbre cette année le centenaire) dans ce couvent brûlé de soleil tout le jour, l'abstraction et la nudité de la tradition cistercienne, tout cela se recoupe dans cette vaste méditation, d'un esprit proche des Passions de Bach, qui donne la primauté à la transcendence du drame, projette sa lumière sur la seule dimension verticale de l'espoir humain incarné dans le Christ, comme l'a suggéré Rembrandt dans l'eau-forte des Trois Croix, point de départ de Golgotha.

L'œuvre est simple et directe, prière et contemplation avec le chœur, action dramatique par les solistes sur le récit très sobre que Frank Martin a tiré des Évangiles, avec un orchestre aigu et incisif. Rien que l'essentiel dans la grandeur abrupte de la tragédie, adoucie par la tendresse de Jésus lors de l'institution de l'Eucharistie, et

quelques airs de confiance et d'amour tirés des psaumes ou de saint Augustin, jusqu'au chœur final qui s'envole avec une fraîcheur et une allégresse indicibles, après la proclamation solennelle de la résurrection.

La veille, dans la cour Jacques-Cœur de Montpellier, Armin Jordan et l'Ensemble orchestral de Paris (après une interprétation transparente de la 2<sup>e</sup> Symphonie de chambre de Schönberg) avaient donné une autre image saisissante du drame du Calvaire dans les Sept Paroles du Christ de Haydn, jouées avec une formidable énergie contenue, un lyrisme profondément enraciné, une sorte de grand questionnement de l'âme, correspondant à l'effet recherché par le chanoine de Cadix qui en avait fait la commande. Haydn s'y révèle un grand orateur mystique, une sorte de Bossuet...

JACQUES LONCHAMPT

(1) Avec l'aide de Franco-Télécom et du conseil général de l'Aude

## ARTS

## Les alchimistes de la pierre

A Melle, les églises romanes dévoilent leurs secrets grâce à l'art contemporain

## MELLE

de notre envoyée spéciale

« C'est une église, vous êtes sûr ? » Sur le livre d'or de Saint-Savinien, un touriste ne sait plus à quel saint se vouer. De l'art contemporain sous des voûtes romanes, cela étonne encore. Les rois édifices romanes de Melle, petite ville des Deux-Sèvres tout en rondouille, accueillent cet été de nouveaux paroissiens : les « codes-peintures » de Jean-Paul Albinet à Saint-Savinien, les espaces sonores et lumineux de Christina Kubisch à Saint-Pierre et le MH-Tronic, une boîte à musique dernier cri, à Saint-Hilaire.

L'idée d'Henri-Michel Borderie, directeur artistique de « l'été roman », est séduisante. L'art contemporain n'est pas un trouble-fête, mais le révélateur de cette architecture sobre, éclaircie par des rénovations récentes. Les codes-barres et les collages publicitaires en forme de vitraux de Jean-Paul Albinet font resurgir, grâce à un pistolet laser, les stèles ou la moindre petite niche cachée.

Certains, dans la région, ont crié au scandale. « Où est la provocation ? » rétorque Henri-Michel Borderie. Le directeur artistique de « l'été roman » est plutôt content d'avoir fait ouvrir une église qui servait de hangar presque toute l'année. « Saint-Savinien a subi le pire des outrages pour un lieu saint. Au XIX<sup>e</sup> siècle, c'était une prison. L'art contemporain ne fait que la valoriser. »

Dans l'église Saint-Hilaire, seul lieu de culte actif, il a préféré la sagesse d'un recueillement musical en installant le MH-Tronic. 5 F dans cette grosse boîte à musique, et le Nisi Domine, de Vivaldi, la belle voix grave d'Aretha Franklin tombent de la voûte.

Un couple d'amoureux s'est offert un chant de germination des paysans taïwanais, une famille l'Ave Maria, de Gounod, manifestement devenu le tabou de Saint-

## HILAIRE

Christina Kubisch s'est arrêtée une semaine à Melle. Le jour, elle a contemplant Saint-Pierre brûlée par le soleil. Le soir, au crépuscule, elle a écouté les cris des martinets autour du petit clocher et les a enregistrés. L'artiste allemande a eu l'idée de plonger l'église dans le noir.

## Le sol humide et moite du chœur

Après la lumière crue, il faut s'habituer à la pénombre, se laisser envahir par cette chaleur angoissante, animale, s'asseoir, sur le sol humide et moite du chœur, s'enivrer de l'obscurité qui peu à peu se transforme en lumière latente, du chant lancinant des martinets.

Seules les jointures des pierres des colonnes sont soulignées par des fils phosphorescents, couchés sédimentaires ou tranches d'âge. On retrouve à la fois l'architecture des églises de Toscane, rayées de noir et de blanc, et l'atmosphère du Dark Passage, de James Turrell, visible au Musée d'art moderne à Paris (1).

Henri-Michel Borderie entend continuer son exploration de Melle. Il songe à l'hôtel Renaissance de Ménéac et à deux magnifiques lavoirs nichés au creux d'un valloir, il imagine les mises en scène possibles, et réfléchit aux prochains artistes qui investiront ces vieilles pierres.

BÉNÉDICTE MATHIEU

► De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 18 septembre. Tél. : 49-28-11-46. Catalogue des expositions : 35 F., 25 F. « l'été roman » sera clôturé le 18 septembre, à 19 heures, par un concert de carillonneur de cloches orchestré par Anne Gillis.

(1) Collection Paaza, Musée d'art moderne de la Ville de Paris. De 10 heures à 17 h 30, le mercredi jusqu'à 20 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 4 novembre.

## Le patois de Chaissac

Une rétrospective à L'Isle-sur-la-Sorgue de ce peintre disparu il y a vingt-six ans

« Un peintre « rustique moderne », un homme « en culotte de velours et veste de moleskine », qui peint « en patois », comme il le disait lui-même, chez le marquis de Campron ! En fait, on ne sait lequel est le plus aristocratique, de l'hôtel particulier sis non loin de la Sorgue ou de l'art de Gaston Chaissac, tant ses totems et ses peintures respirent à l'aise dans cette maison noble.

Galerie et collectionneurs privés ayant prêté des tableaux élogiquement encadrés, l'impression de raffinement en est accentuée. Le pouvoir de Chaissac est tel que ses matériaux les plus dérisoires — du bois un peu gâté, une gamelle, une porte de gazinière, un seau écrasé, un pot à lait — pour peu qu'il ait sur eux, tracé des traits, posé des touches de peinture, collé des papiers colorés, acquièrent un indéfinissable crédit poétique.

Vingt-six ans après sa mort et passée l'époque qui privilégiait le pittoresque du personnage — l'épisotier du bocage vendéen interpellant les beaux esprits, le cordonnier de village peignant au gros rigolet sur ce que le hasard et son flair lui mettaient sous la main — voici que l'œuvre parle seule et elle est plus énigmatique que jamais.

Qu'est-ce qui a compté le plus pour la « formation » de Chaissac : sa rencontre avec Otto Freundlich, ses entretiens avec Albert Gleizes à Saint-Rémy, son compagnonnage avec Dubuffet ou son apprentissage de bouffon peignant des attelles, sa propre curiosité de chroniqueur villageois, son observation constante de la nature ?

Devant ses tableaux fortement construits, même quand la composition est stimulée par des empreintes de hasard, et harmonieusement colorés, même dans la violence, on imagine que les contacts avec les maîtres n'ont pu que délivrer en lui un don magique, captif des empêchements de la vie sociale.

Les yeux qui naissent des entrelacs, les figures cernées de noir qui surgissent comme des diables des formes imbriquées — apparition obsédante et parfaitement saugrenue d'une gamelle là où on ne l'attendait pas ! — la puissance forcée de l'écriture, la bizarrerie des déformations suggèrent l'appartenance à un folklore. Mais lequel, sinon l'imaginaire de Chaissac qui, comme quelques autres de son époque, est d'une planète non identifiée.

## Totems et objets de récupération

Art d'exilés qui se souviennent peut-être, inventent l'autre monde, celui des origines, d'une enfance...

En soixante-quinze pièces, très bien choisies et présentées, l'exposition de L'Isle-sur-la-Sorgue fait le point sur Chaissac. Il y a des totems, des objets de récupération, des peintures, de 1943 aux dernières années, dont l'une annonce franchement l'Hourloupe de Dubuffet, de grands collages dont ceux qui assemblent des échantillons de tapisserie, des gouches de 1948 faites à partir d'empreintes, puis allègres que les autres œuvres, et des dessins.

Ils ont fait dire que Chaissac était un Klee populaire, ce que justifie leur fêlerie gracile. Ils rappellent aussi certains travaux d'écriture automatique. Mais, là encore, la notion d'exotisme s'impose. C'est un art qui vient d'ailleurs.

JEAN-JACQUES LERRANT

► Hôtel Donadei de Campron, rue du Docteur-Tailleur, L'Isle-sur-la-Sorgue. Jusqu'au 21 octobre.

هكذا من الرجل



# SANS VISA

## Moscou entre l'Amérique et les Romanov

Si Mikhaïl Gorbatchev, adossé à l'Oural, fait miroiter la « maison commune » européenne, les Moscovites, qu'ils soient moine ou entraîneuse, préfèrent souvent regarder au-delà de l'Atlantique. Quand ils ne rêvent pas de leurs tsars disparus...



XAVIER LAMBOURDINETS

### Le patois de Chasse

C'EST la première fois que vous allez en Union soviétique - en « Urssie », comme prononcent ceux qui n'ont pas peur de réduire un pays à un sigle au goût de fer-blanc, - je veux dire en Russie. Vous y arrivez la tête pleine de « transparence » et de « restructuration », nouvelle politique à deux têtes plus connue chez nous sous ses appellations indigènes : glasnost et perestroïka.

Vous êtes de ceux qui, tel de Gaulle, non seulement ont toujours espéré en une seule Europe, de l'Atlantique à l'Asie, mais encore n'ont jamais cessé de croire que le communisme, notamment en comprimant la « Sainte Orthodoxie », fabriquait lui-même, goutte à goutte, le puissant rejet de sa mainmise. La foi finit toujours par ébranler la montagne, surtout quand l'adversaire a perdu une à une ses convictions comme d'autres leurs dents.

Vous débarquez la joie dans l'âme à Moscou. Et vous y êtes accueilli des l'aéroport de Chéremetievo, au sortir même de l'avion, avant les formalités, par Pepsi-Cola et American Express! Comme si les Américains avaient voulu d'emblée vous faire la nique; comme un sonore « oui » russe aux Américains afin que ces pauvres Européens sachent, au déshotté à quoi s'en tenir. Après les Allemands de Coca-Kohl que vous venez de survoler, vous voilà donc chez Coca-Gorba!

J'aurais dû m'en douter en feuilletant le petit dossier qu'on nous avait remis avant de quitter Paris, de la part des Komosomols - organisation soviétique de jeunesse - managers du voyage : le bloc-notes offert était de la marque Wall Street... Et le taxi, hélas pour

une première course, qui vous a éconduit lorsqu'il a su que, n'ayant sur vous que des roubles, vous ne pourriez pas le payer en dollars! Alors que vous croyant sans doute encore sous Staline, vous le menaciez d'appeler un des miliciens arpenteant le trottoir, il a éclaté de rire en vous plantant là sans autre forme de procès... Demain ce sera la discrète entraîneuse, croisée au bar l'Orbite, qui, ex abrupto, vous informera de son tarif directement en dollars; le fils, le serveur, l'étudiant, le gamin du coin de la rue vous proposeront, toujours dans la même monnaie, le samovar prétendument de grand-mère, l'une de ces fameuses montres naïves de l'armée rouge si prisées à Paris, tel insigne ou décoration, etc.

#### Les pantoufles de saint Serge

Un autre jour, vous irez à Zagorsk, dans les environs de Moscou. Au milieu des bouleaux, assailli de pèlerins (un million par an), le Vatican orthodoxe, doré, ripoilé, astiqué à neuf, est tout frétilant de l'air nouveau : « M<sup>re</sup> Gorbatcheva a planté un arbre dans un de nos couvents de province comme les tsarines! » « L'Etat doit nous reconnaître et nous rendre Saint-Basile-le-Bienheureux (1) ! » « Bientôt la messe sera célébrée à l'intérieur du Kremlin, pour la première fois depuis 1917. » Les moines et les séminaristes russes ont du bagout! En tout cas, ils ont l'allure de se ficher des indices qui, routine oblige, doivent bien figurer parmi nos sympathiques accompagnateurs.

Coquets, mains et moustaches soignées, cheveux longs (moins soignés), soutanes en beau drap noir à haut collet, les religieux de Zagorsk sont

parfois même plus que renversants lorsqu'ils vous apostrophent d'un « Vous qui êtes français, donnez-nous donc des nouvelles de nos Romanov! ». Heureusement, j'avais souvenir de quelques photos du Figaro-Magazine sur les grands-ducs russes dans leur exil breton...

Mais nos jeunes interprètes laïques n'étaient pas moins intéressés que les moines par leur ci-devant dynastie, voulaient même en savoir plus, à l'heure où les Nouvelles de Moscou tartinent sur la découverte du « lieu où sont enterrés Nicolas II et sa famille », avec reproduction du « crâne identifié comme étant celui du tsar ».

Ensuite, pendant qu'on nous fait admirer les pantoufles en cuir de saint Serge de Radonège, un moineillon raconte le destin de cet ermite du quatorzième siècle, « patron de la Russie éternelle, éducateur des moujiks, médiateur politique, inspirateur du tsar Dimitri IV, le tsar qui repoussa les Mongols, etc. » L'émotion fait dérailler la voix de l'ensoutané en herbe. Les Russes, « ces Arabes blonds, ces Orientaux » (Custine), semblent avoir parfois la même conception « horizontale » de l'Histoire que les mahométans : les batailles, les hommes d'il y a cent ou mille ans qui nous paraissent, à nous, si éloignés, si morts, ne sont pas derrière eux mais à côté d'eux et donc constamment mêlés aux événements présents.

Des théologiens laïques se joignent plus loin aux religieux et également des étudiants, toujours plus d'étudiants (il y en a 1 500 à Zagorsk en incluant ceux qui travaillaient par correspondance), ardemment désireux de communiquer leurs opinions aux visiteurs étrangers : « Il est

scandaleux que l'Etat soviétique n'ait autorisé que l'ouverture de mille églises en 1989 alors qu'il y en a des dizaines de milliers fermées! » « Avez-vous remarqué que même des papes ont été élus lors de nos dernières législatives? » « Un pape slave (Jean-Paul II), ce n'est pas un cadeau pour nous, orthodoxes, car il veut récupérer des chrétiens en Ukraine. » (Cas de catholiques orientaux intégrés de force à l'orthodoxie par Staline.)

Pour finir, un vice-higoumène nous entraîne dans un pavillon recelant le livre d'or du monastère : un registre nécessitant deux hommes pour être déplacé. Défilent les signatures augustes d'Elisabeth de Belgique, du pape Cyrille IV, des coptes d'Egypte, de Hussein de Jordanie et d'une foule d'autres célébrités mondiales. Soudain le prêtre, dans un geste encore plus large, les yeux au ciel, marque un temps et déclare emphatiquement, comme s'il annonçait Dieu le Père en personne : « Et voici maintenant la dédicace de notre ami le président Jimmy Carter des Etats-Unis! » Admirez!

Un instant effacée par les cénobites et les tsars, l'Amérique revenait in fine rafler toute la mise...

#### Kitsch kolkhozien

Pour vous changer, quand le soir vous allumez la télévision de votre chambre d'hôtel, vous tombez sur la version soviétique de la... gymtonic californienne dont ces braves Russes ne savent sans doute pas encore qu'elle tasse les vertèbres comme jogging sur macadam, autre cadeau américain. La Russie est entrée dans la servitude des modes occidentales, mais pas encore dans

leurs commodités : j'ai deux télévisions dans ma chambre, mais pas d'électricité dans la salle de bains et l'électricien mettra trois jours à venir...

Autres programmes de Télé-Moscou : des clips presque aussi osés et tout aussi débiles que chez nous; des concerts de rock échevelé suivis avec plus d'enthousiasme encore qu'en Occident; l'androgynisme chantant Amanda Lear, bref on est comme chez soi...

Le lendemain matin, en tirant les rideaux de votre baie du Cosmos, gigantesque hôtel de 3 000 lits répartis sur vingt-cinq étages, construit par le promoteur parisien Jean-Claude Aaron (celui de la tour Montparnasse) pour les Olympiades de 1980, face au parc des Réalisations-de-l'Economie-Nationale, le lendemain matin donc, vous vous croyez un instant revenu au « temps béni » où les Soviétiques n'avaient pas besoin d'aller se fournir outre-Atlantique en rêves (et cauchemars) : un couple communiste géant, en furie, surgissant de la brume, vous menace de leurs bons vieux faucille et marteau...

Ce n'est heureusement que la statue Ouvrier et kolkhozienne, bloc d'acier de 75 tonnes et 30 mètres de haut; s'il réchauffa les cœurs de tous les prolétaires visiteurs du pavillon soviétique de l'Exposition technique internationale de Paris en 1937, il n'est plus aujourd'hui qu'un monument kitsch au pied duquel, rigolards, lunettes noires par temps gris et cheveux roses ou verts, se font portraiturer pour Paris-Match les rockeurs moscovites...

Dans le métro se déplacent par groupes les soldats en permission, blancs, jaunes ou basanés, de conserve. Des airs de troupes coloniales malgré

leurs uniformes ternes mais magistralement coupés, la taille haute soulignée, de longues fentes anoblissant le dos de banales capotes. Et puis de l'or et du rouge sur les képis.

Empire, empire... Quand celui de Moscou se sera écroulé, comme ceux des Habsbourg ou des Ottomans, sous les applaudissements planétaires, et que les anciens « peuples allogènes » s'affrontent, même au sein des nouveaux petits Etats composites offrant tous les inconvénients de l'ancien empire et rien de sa grandeur, à ce moment-là alors on gémira sur feu l'Union soviétique comme on regrette aujourd'hui François-Joseph ou la Sublime Porte...

A cela, on ne peut pas ne pas penser dans les rues de Moscou, devant tous ces visages accolés, du Nord et du Sud, d'Europe et d'Asie, du christianisme et du chamanisme, d'Islam et d'Israël.

Ces rues, je les arpenterai seul pour mon dernier soir ici pendant que les confrères se seront laissés tenter par Valentin Savtchenko, peintre de vingt-quatre ans qui travaille entièrement nu comme ses modèles et fait courir le Tout-Moscou; puis par un travesti qui se grime à volonté en Elizabeth Taylor ou en Gorbatchev hippie avec vrai rouge à lèvres et faux cils. Madame Arthur sur la Moskova... Eh oui! Il fallait ces minables extravagances pour sentir le vent de la liberté sur la place Rouge... Comme les serveuses aux seins nus de Budapest, comme les casinos des chrétiens à Beyrouth...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Edifiée en 1555-1560, la fameuse cathédrale de la place Rouge, avec ses quinze dômes multicolores, a été transformée en musée par le régime communiste.







## SANS VISA

### LA TABLE

## Tables vivaroises

### Hôtel du Midi à Lamastre

Longtemps l'on a dit « Chez Barret »... Ce chef illustre donne en effet son nom à sa maison, typiquement vivaroise, du coureur ardéchois et, plus tard, la chère M<sup>me</sup> Barret perçut son souvenir. Aujourd'hui, c'est le fief de Bernard Perrier, qui, en cuisine, maintient la tradition du pain d'écravasse, du pigeon rôti au jus d'ail et du navarin de homard au Beaufort de Venise. Avec une superbe carte des vins du pays et des Côtes-du-Rhône. Nombreux menus de 140 F à 325 F et carte (compter 350/400 F).

### HOTEL DU MIDI

place de Seignobos,  
07270 Lamastre.  
Tél. : 75-06-41-50.  
AEO-CCB.

Chiens acceptés.

### Schaeffer à Serrières

Petite auberge mais franche cuisine avec les tomates farcies d'escargots, les aubergines du pays, de bonnes viandes toutes simples et les fromages de chèvre du pays. Bons desserts et cave homogène. Menus de 100 F à 250 F et carte. Terrasse. 12 chambres climatisées.

### SCHAEFFER

quai J. Roche,  
07340 Serrières.  
Tél. : 75-34-00-07.

Fermé lundi soir et mardi.

Carte bleue. Chiens acceptés.

### Runeil à Vals-les-Bains

Les villes d'eau se doivent d'avoir au moins une halte gourmande qui console du régime. Ici, c'est le restaurant de Maurice Runeil (fils du Runeil qui s'illustra à Montpellier durant des années). Dans un décor boisé clair et tendre, sur la terrasse, il fait bon découvrir les aubergines frites au coulis de tomates, les

jeunes poireaux en mille-feuilles de saumon fumé, la galette de pigeon et les truffes blanches du pays, avant de succulents desserts. Menus de 60 F à 210 F et carte (compter 250/300 F).

### RUNEL

43, rue Jean-Jaurès,  
07600 Vals-les-Bains.

Tél. : 76-37-48-57.

Fermé dimanche soir et lundi.

Carte bleue. Chiens acceptés.

### Marc et Christine à Annonay

Marc Juliet (en cuisine) et Christine, charmante hôtesse, dans un cadre qui, derrière une façade banale, se révèle agréable, font merveille. Elève de Bocuse, cet enfant du pays vivarois de la potée ardéchoise au caneton grillé, des mignons de porc à la sauge à la pastille d'épaule d'agneau avant le soufflé aux marons d'Ardeche inoubliable du dessert. Bonne cave de vins régionaux. Au « Parlo » annexe, on retrouvera pour une centaine de francs d'autres spécialités régionales plus rustiques.

### Marc et Christine

29, avenue Marc-Séguin,  
07100 Annonay.

Tél. : 75-53-48-97.

Fermé dimanche soir et lundi.

Carte bleue. Chiens acceptés.

Au restaurant, menus de 135 F à 235 F.

### MARC ET CHRISTINE

29, avenue Marc-Séguin,  
07100 Annonay.

Tél. : 75-53-48-97.

Fermé dimanche soir et lundi.

Carte bleue. Chiens acceptés.

### Oliver à Cornas

Cornas, c'est le haut lieu des vins vivarois. Renseignez-vous sur place et visitez quelques chais avant (ou après) un repas au « bistrot » du village. C'est tout simple, mais rudement bon et d'une rusticité oubliée. Pas de carte, mais trois menus et même quatre, car l'un est de semaine (80 F) et l'autre de fête (150 F). Entre, vous vous régalez pour 110 F ou 135 F des charcuteries du pays, d'une brandade, d'un salmis de pintade au vin de Cornas.

### OLIVER

av. du Colonel-Roussel,  
07130 Cornas.

Tél. : 75-40-32-17.

Fermé du 9 au 30 août.

Carte bleue. Chiens acceptés.

## Un grand cuisinier retrouvé

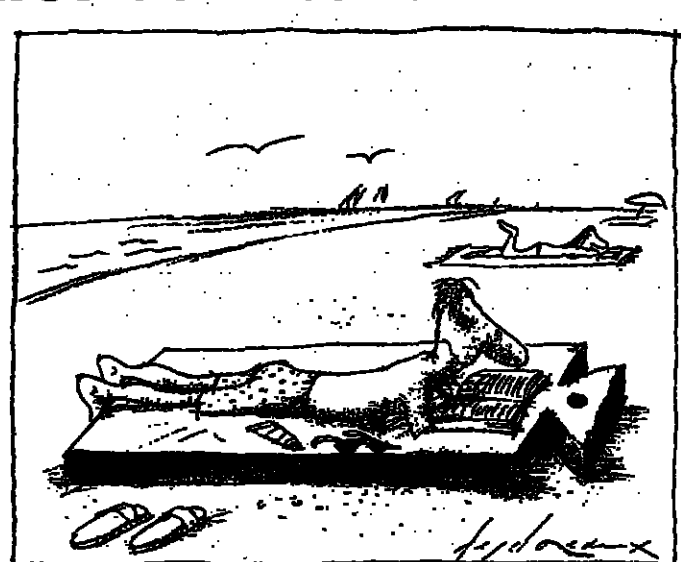
La Bourgogne, avenue Boscquet ! Ce fut une des meilleures adresses régionalistes de Paris et, lorsque Christian Julien prit sa retraite, une véritable peine pour les vrais gourmets. Mais, à la retraite, on peut s'ennuyer, et c'est ce qui arriva à notre ami. Il vient de prendre en main la direction (et les fourneaux) d'un merveilleux relais sarthois, tout neuf (avec une quinzaine de chambres pour cet automne) au

bord d'un étang. C'est le *Relais des étangs de Guibert*. A la carte, vous retrouverez le potage Billy By, le merveilleux foie gras de canard et ses toasts aux noix, la terrine de lapin aux pruneaux, le steak bourguignon à la moelle, le coquelet aux écrivasses, les desserts en farandole (de la Tatin au babe Stanislas). Une belle carte des vins, une trouvaille aussi, le célèbre « bourri-bout » que le cher Henry Monier

VACANCES ! C'est moins l'occasion de se reposer que de pratiquer une activité autre que celle du quotidien. C'est pourquoi beaucoup d'hommes s'amusent à cuisiner (de plus en plus, dirai-je, à en croire le courrier). Cuisiner alors, lorsque cela devient un « hobby », c'est à la fois s'amuser et s'instruire. Voici quelques ouvrages à manger des yeux, entre les passages au « piano » ou au barbecue :

D'abord voyager, avec *la Cuisine de Louisiane* (par Jacqueline Denzère et Ch. Henri Brandt, un chef de la-bas, éditions Denoël). Vous y apprendrez que la fameuse Vichyssoise est née en 1910 à New-York et que (ne pas confondre comme trop de chefs le font) les œufs Bénédicte n'ont rien à voir avec les œufs Bénédicte, nés aux Etats-Unis.

Voyager, encore, avec *la Passion des fruits exotiques* (par Monique Guillaume et Yvonne de Blaizac, éditions Flammarion), qui vous permettra d'offrir à la famille des physalis en robe blanche et un carambole cocktail. Voyager, enfin, mais en France, avec *Sauvages de France* (par J.-L. Delap, éditions Nathan), musé-que des terroirs et harmonie des



met en un merveilleux voyage au pays gourmand. Passons à l'histoire de la cuisine avec *la Grande et la Petite Histoire des cuisiniers* (de Maguelonne Toussaint-Samat et M. Lair, éditions Robert Laffont), de Tantale à Raymond Oliver. Passionnant. Ou encore *le Moyen Âge à table* (de Bruno Laurioux, éditions Adam Biro), confirmant mon avis de toujours, à savoir que ce fut une grande époque de raffinement et d'imagination que Catherine de Médicis et ses cuisiniers vinrent saboter. Enfin, *les Liturgies de la table* (de Léo Moulin, éditions Albin Michel), une histoire culturelle du manger et du boire par l'auteur de *l'Europe à table*.

Restent les ouvrages de recettes. Ils sont trop, pensez-vous. C'est vrai ! Notez pourtant *la Grande Cuisine en Périgord* (par Catherine Favalelli, éditions Solar), *la Grande Cuisine des brasseries des frères Blanc* (par Christian Saint-Roch, éditions Tail-

landier), *les Recettes secrètes de Patrick Lendire* (chez Albin Michel), avec la bonne idée de proposer, selon semaines et saisons, cinquante-deux menus, les conseils d'achat et les vins en accord. *L'Ambrosie, place des Vosges* (de Bernard Pacaud, éditions Robert Laffont), et *52 Semaines de cuisine* (par Odine Vence et Jacques Charette, éditions n° 1).

Et comme, paraît-il, les messieurs s'intéressent plus au vin que les dames, abordons le chapitre boissons avec *Mes hommes du vin* (par Fiona Baeton, une femme et une Anglaise, qui mieux est ! De quoi rougir, messieurs - chez Pion), une *Encyclopédie mondiale du vin* (de Tom Stevenson, éditions Flammarion), et, enfin, *le Porto* (de Chantal Lecouty, éditions Laffont). Voilà !

Bonne lecture, messieurs, et... à vos casseroles, vite !

LA REYNIÈRE

## ESCALES

### Les bastides du roi d'Angleterre

Elles sont très bien conservées, ces bastides du Sud-Ouest et conformes à leurs origines : la place centrale est encadrée de « couverts » voûtés pour les échoppes, avec une halle au milieu ou sur un côté, les rues se coupant à angle droit et alternant « une rue principale pour les charrettes, une rue traversière pour les piétons » - les maisons sont identiques - 8 mètres en façade, 20 mètres en profondeur - séparées par un étroit couloir, l'« androne », qui faisait office de coupe-feu. En retrait l'église à une nef, construite sous l'influence des cisterciens. Sobre.

Tout est significatif dans une bastide. Les maisons de la place centrale de Monpezat, par exemple, se touchent avec délicatesse aux quatre angles de la place, formant voûte à la hauteur qui convenait pour que passe un cavalier assis sur sa monture... Basties sur le même modèle, elles différaient en fonction des caractéristiques locales et du matériau utilisé : pierre, brique cuite ou crue,

colombages. Villages ou gros bourgs, les bastides furent fondées au Moyen Âge, entre 1220 et 1370, par les puissances locales : le roi d'Angleterre, le seigneur ou l'abbaye. Ceux-ci s'unissaient par contrat de « parage » pour les doter et en tirer des bénéfices. Certains ne voient-ils pas dans la bastide « un espace fiscalisé qui prend parfois des allures de *demiars* » ? Ce dernier est en effet très pratique pour assaillir l'assiette de l'impôt.

C'est l'avis de Gilles Barnard, auteur d'une excellente monographie, *les Bastides du Sud-Ouest* (40 pages, 39 F) parue chez Diagram (68, rue du Caloul-Gris, 31019 Toulouse Cedex, tél. : 61-22-82-82) où l'on trouve l'essentiel, savamment illustré, avec carte d'implantation des bastides, graphique historique et index alphabétique. Ouvrage à compléter par *les Bastides de Lomagne*, première plaquette d'une série qui en comportera douze.

Pour comprendre le charme des bastides, il faut aller les voir. Des forfaits sont proposés par les offices départementaux

du tourisme : du Périgord (une semaine, 3120 F; trois jours, 1470 F; réservations à Loirs-Accueil, tél. : 53-53-44-35); de Midi-Pyrénées (un week-end en Gascogne, 250 F/personne et par nuit, réservations à Loirs-Accueil, tél. : 61-31-95-15) et de la région Aquitaine (Loirs-Accueil Gironde, tél. : 58-52-61-40).

### La Route de la soie

Tout le monde ne peut pas être Alexandra David-Neel. Pourtant, il est possible de partager sinon sa façon de voyager solitaire, du moins quelques-unes de ses émotions. L'Association française des amis de l'Orient (19, avenue d'Iéna, 75116 Paris, tél. : 47-23-64-86) a préparé la voie. Plus précisément une très longue Route de la soie, qui, de Pékin à Islamabad, contourne les déserts de Gobi et du Taklamakan, traversant le Pamir et le Karakorum.

Visites habituelles à Pékin, excursion aux tombeaux de l'Est, nécropoles des empereurs mandchous des Qing et

l'on s'envole vers Lanzhou et les grottes de Binglingzi, haut lieu de l'art et de la méditation bouddhiques. Train de nuit pour Tianshui, le monastère taoïste de Yutianhuang et le sanctuaire rupestre de Maifishan. En avion, on gagne l'oasis de Dunhuang, au sud des déserts de Gobi et de Taklamakan.

Le soir, promenade au lac du Croissant de lune à travers les dunes des Sables chantants. Le sanctuaire bouddhique de Mogao retiendra les voyageurs. Les étapes suivantes seront Turfan et les villes mortes de Jiache et de Gaochang, Urumqi et son quartier ouïghour, Kuqa.

Pour atteindre cette dernière, l'autocar longe le désert de Taklamakan dont le nom signifie « impasse » en langue ouïghour. De Kashgar on s'envole pour Kashi, point de rencontre des mondes chinois, indien, iranien et centre-asiatique, aux confins de la Chine. De Kashi à Taxgorgan, la piste ancienne passe au pied des monts Pamir. Après le passage de la frontière Chine-Pakistan, on continue vers Hunza, Gilgit, Islamabad. Du 13 septembre au 6 octobre, 29 850 F, tout compris.

## VACANCES-VOYAGES

### Côte d'Azur

#### 06400 CANNES

**HOTEL LIGURE** \*\*\*\*NN  
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
FAX 93-39-19-48  
A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages.  
Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### NICE

**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité.  
46, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-47-03-56 - Tél. 478-618.  
Tél. 93-16-17-99.

#### HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. 93-88-39-60  
Plaisir centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur câble.  
téléphone direct, minibar.

### Paris

#### SORBONNE

**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 290 à 420 F. - Tél. 43-54-92-55.

### Provence

#### ADEN-PROVENCE

**HOTEL RESIDENCE**  
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.  
Prestations de qualité.  
**L'HOTEL PARTICULIER**  
Tél. : 42-38-29-92

### DRÔME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar). Site exempt microclimat, prom. muséol. UVA sauna. Cuis. à votre goût.  
Ou ne fume pas à table.  
Chambres gd et petit lit. Mireille Colombet. Tél. : 75-26-12-89.  
Auberge du vieux village d'Andres, 26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

### Angleterre

#### LONDON LODGE HOTEL

134 Latham Gardens, Londres W8 6JE.  
Hôtel luxueux à Kensington dans le centre de Londres.  
« Breaks » à 286 F par nuit et par personne dans chambres 2 pers. et à 2 lits. Gratuit pour les enfants (câble, partage avec les parents). Offre valable pour toute réservation réglée avant 31/12/90.  
Pour détails et brochure, écrire ou tél. : 19-44-71-244-8444.  
Fax : 19-44-71-373-6661.  
Tél. : 51922921.

### Suisse

#### CH-1854 LEYSIN

**HOTEL MONT-RIANT**  
Confort. Un accueil jeune et chaleureux. Cuisine personnalisée faite par le patron.  
Terrasse. Jardin. Jeux.  
Passe complète. Chambres à 2 lits. Par personne, par jour, env. FF 300,-/352,- (Fr. S. 75,-/88,-), toutes taxes comprises.  
Demi-pension possible.  
Jean-Marc et Brigitte RYHEN-WINTER, dir.-prop. Tél. (19-41) 25-34-27-01. Fax (19-41) 25-34-27-04.

### TOURISME

#### Home d'enfants

#### Vacances d'été

HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de Paris par TGV, agrément Jeunesse et Sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVII<sup>e</sup>, confort, dans un milieu des forêts et pâturages. Accueil limité à 14 enfants, cuisine saine et équilibrée, chambre 2 ou 3 avec sdb, WC. Activités avec moniteur : poney, tennis, jeux, ping-pong, V.T.T., tir à l'arc, échecs, peinture à l'huile, fabrication du pain, découverte environnement.  
Tarif complet : 1 800 F/semaine par enf. Tél. : (16) 81-38-12-51.  
La Côte d'Agout - La Longeville - 25690 MONTRENOIT.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Bonne-Héry (1944-1968)  
Jacques Fauvet (1968-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
Directeur de la rédaction :  
Daniel Vernet  
Administrateurs délégués :  
Antoine Griset, Nelly Pierrat  
Rédacteur en chef :  
Bruno Freppert,  
Jacques Amiel,  
Jean-Marie Colombani,  
Philippe Herraen,  
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BESSE-MÉRY  
94852 MARY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-30-10

## Faites une affaire

avec un de nos derniers modèles 90  
en livraison immédiate

- 205 Green
- 205 Diesel (3 ou 5 portes)
- 205 Automatique
- 205 GTI 15 et 130 cv
- 309 Diesel GLD et SRD

- 309 GTI 16 soupapes
- 405 MI 16
- 505 ST
- 505 familiale
- 605 SV/SR 3 lits

toujours plus avec la griffe

# NEUBAUER

PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21



# AGENDA

## VENDREDI 3 AOUT

### CINÉMA

#### LA CINÉMATHEQUE

##### PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

Semaine théâtre au cinéma : Jeanne Doré (1916), de Louis Mercanton, 16 h ; la Ménagerie de verre (1987), de Paul Newman, 19 h ; Drôle de couple (1988, v.o. s.t.f.), de Gene Saks, 21 h.

#### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Café, caté : la Parisienne ; Publicités RFP, Eve et les Magasins (1965) de Maurice Delbez, Edouard et Caroline (1950) de Jacques Becker, 14 h 30 ; les Mémoires de Paris (1989) de la Vidéo-thèque de Paris ; le Patron (1930) de Pierre Boyer, 16 h 30 ; Un grand patron (1951) d'Yves Ciampi, 19 h 30 ; Café, caté : les Cafés de Paris (1966) de Guy Gilles, Ascenseur pour l'échafaud (1957) de Louis Malle, 18 h 30 ; Montparnasse 1919-1989 : la Fureur de vivre des années vingt (1983) de Jean-Marie Drot, Quarant (1981) de James Ivory, 20 h 30.

#### LES EXCLUSIVITÉS

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34)

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Emmanuelle, 8 (45-74-94-94)

ALWAYS (A., v.o.) : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27)

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Clichy, 18 (45-74-94-94) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20)

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-31-66-88) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94)

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Etoile de Bois, 5 (43-37-57-47)

BEST OF THE BEST (A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33)

BLACK RAINBOW (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-48-18)

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-48) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Montparnasse, 14 (40-26-12-12)

CHARLIE (A., v.o.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68)

CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.o.) : public Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68)

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00)

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-82-41-48)

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (48-33-87-77)

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Rotonde, 6 (45-82-40-40) ; UGC Malinot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94)

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94) ; v.f. : Rev, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Française, 9 (47-07-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-66-88) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-27-84-50)

COUPÉ DE VILLE. Film américain de Joe Roth, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Fauvette, 13 (43-31-66-88) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

CRY-BABY. Film américain de John Waters, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Biarritz, 8 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Sheldon Letich, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96)

DE LA DÉCÈS. Film américain de Bruce Malmuth, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 19







## AGENDA

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 3 août

## TF 1

- 20.30 Jeux : Intervilles. Aïda-Vic-Fazensac.  
22.30 ► Documentaire : Histoires naturelles.  
23.30 Série : Merci Sylvestre. L'homme de ménage, de Serge Korber.  
0.25 Journal, Météo et Bourse.

## A 2

- 20.40 Variétés : Oh là là ! Les nanas de l'été. Émission d'André Lalami.  
21.35 Série : Héritage oblige. Une mémoire de porcelaine, de Maurice Frydland.  
22.30 Journal et Météo.  
22.45 Cinéma : Le diable probablement. ■■ Film français de Robert Bresson (1977). Avec Antoine Monnier, Tina Issart, Henn de Maubland.

## FR 3

- 20.35 Magazine : Thalassa.  
21.30 Journal et Météo.  
21.55 Téléfilm : Les filles d'Adam. D'Enc Le Hung.  
23.10 Cinéma d'animation : De l'autre côté. Film de François Brual, Frédéric Vial, Henri Heidsieck, José Xavier.  
23.45 Musique : Carnet de notes.

## CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm :

- 22.05 Un choix difficile pour le sergent Wilson. Spectacle : Le monde du cirque.  
22.55 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : Le temple d'or. ■ Film américain de Jack Lee Thompson (1988).  
0.40 Sport : Boxe.

## LA 5

- 20.35 Série : Sur les lieux du crime. L'ange du mal, de Paul Wendkos.  
22.20 Série : L'inspecteur Derrick. Dans l'ombre du stade (rediff.).  
23.25 Journal de minuit.  
0.10 Dans l'ombre du stade (suite).

## M 6

- 20.35 Téléfilm : Opération fox fire. De Correy Allen.  
22.10 Série : Clair de lune.  
23.00 Série : Les années coup de cœur.  
23.30 Magazine : Avec ou sans rock.  
0.15 Six minutes d'informations.  
0.20 Capital.  
0.25 Sport clip.  
2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

- 21.00 Téléfilm : Daniya.  
22.00 Court métrage : Le coupeur d'eau.

## Samedi 4 août

## TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages.  
13.45 La Une est à vous.  
13.55 Série : Juliette en toutes lettres.  
14.25 La Une est à vous (suite).  
14.45 Tiroir à Deauville.  
15.55 La Une est à vous (suite).  
17.40 Magazine : Trente millions d'amis. Série : Paire d'écureuils.  
18.10 Série : Marc et Sophie.  
19.05 Jeu : La roue de la fortune.  
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.  
20.35 Variétés : Le grand cocotier. Émission présentée par Stéphane Colero.  
22.15 Cinéma : Colombo.  
23.30 Magazine : Formule sport.  
0.25 Journal et Météo.  
0.45 Série : Intrigues.  
1.10 Feuilleton : La soufflée de la guerre (6<sup>e</sup> épisode).  
2.40 Téléfilm : Nous sommes terroristes (1<sup>re</sup> partie).  
3.35 Documentaire : Histoires naturelles.

## A 2

- 13.20 Magazine : Envoyé spécial.  
14.25 Série : Larry et Baldi.  
14.50 Magazine : Sports été.  
17.25 Série : Un duo explosif.  
17.50 Magazine : Ville de star.  
19.00 Série : Mac Giver.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard. De Jacques Antoine.  
21.45 Série : Les brigades du Tigre.  
22.35 Documentaire : Derniers Far-West (rediff.).  
23.30 Journal et Météo.  
23.45 Variétés : Les concerts imaginaires. Avec Little Richard, Queen, Rod Stewart, Roxy Music, Marvin Gaye, Aretha Franklin, Terence Trent d'Arby, Whites Nake, Tina Turner, Crowded House, UB 40, The Pogues, Paul Young, Melissa Etheridge, The Water Boys.

## FR 3

- 14.00 Magazine : Racines.  
— De 15.00 à 19.00 La SEPT —  
15.00 Magazine : Imagines.  
15.30 Documentaire : Les filles du vaudou.  
De Jean-Paul Collety et Catherine de Clippel.  
16.00 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films.  
16.30 Court métrage : Les oursins.  
17.00 Danse portraits : John Neumeier au travail. D'André S. Labarthe.  
18.00 Magazine : Mégamix.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
— De 20.00 à 0.15 La SEPT —

- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Louisette Neil.  
21.00 Opéra : Wozzeck. Opéra en trois actes d'Alban Berg, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Vienne, dir. Claudio Abbado.  
22.45 Cinéma : D'Adam.  
23.00 D'Adam. Thème : « Les écrivains et le pouvoir », avec Alain Finkielkraut et Mario Vargas Llosa.  
0.00 Cinéma d'animation : Les possibilités du dialogue.  
0.15 Variétés : Johnny Clegg et Savuka en concert.

## CANAL PLUS

- 13.35 Téléfilm : L'année du chamois. De Jason Miller, avec Robert Mitchum, Bruce Dern.  
15.25 Téléfilm : Mort d'un fils. De Ross Devenish, avec Lynn Redgrave, Malcolm Story.  
17.00 Sport : Les Goodwill Games. Cabou cadin.  
18.05 En clair jusqu'à 20.30

- 19.00 Documentaire : James Brown. De Philippe Mancauvre. Interview du chanteur, actuellement en prison.  
19.30 Flash d'informations.  
19.35 Top 50.  
20.30 Téléfilm : Le monstre évadé de l'espace. De Richard Colla, avec Joe Cortese, Maryam d'Abo, George Dzundza.  
23.00 Flash d'informations.  
23.05 Documentaire : Jacques le dauphin. Cinéma : Les amies de papa. Film français classé X de Gérard Kikoine (1982). Avec Marilyn Jess, Jessie Saint-James, Dominique Saint-Clair.  
Sport : Les Goodwill Games.

## LA 5

- 13.30 Téléfilm : Miss Marple, la dernière énigme. Les héritiers (rediff.).  
15.20 Un juge, un fils (rediff.).  
17.45 Série : Riptide.  
19.00 Journal images.  
19.10 Divertissement : Les mœurs de la vidéo.  
19.45 Journal.  
20.30 Drôles de sports.  
20.35 Téléfilm : Mauvais calcul. De Peter Adam, avec Götz George, Eberhard Feik.  
22.15 Magazine : Désir.  
23.15 Humour : Alex Métyayer.  
0.00 Journal de minuit.  
0.10 Rediffusions.

## M 6

- 13.45 Série : Roseanne.  
14.10 Série : Les aventures de papa-poule.  
15.05 Série : Laramie.  
15.55 Documentaire :

- De Philippe Taberly.  
22.30 Documentaire : Musique en temps réel. D'Olivier Milla.  
23.00 Concert : Répons, de Pierre Boulez.

## FRANCE-CULTURE

- 20.50 Le roman du Rhin.  
21.05 Les Rencontres de Pétrarque. Faut-il désespérer de l'internationalisme ?  
22.20 Le bestiaire enchanté et sans oubli. L'aotat.  
22.40 Musique : Nocturne. Quatuor n° 12 en fa majeur op. 96, de Dvorak ; Quatuor n° 2, de Janacek, par le Quatuor Emerson ; sol : Eugène Drucker, Philip Setzer (violons) ; Lawrence Dutton (basse) ; David Finckel (violoncelle).  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Nuits bleues.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Mémoires croisées. Le Festival d'Aix-en-Provence, hier et aujourd'hui.  
21.30 Concert (donné le 27 juillet lors du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Intégrales, de Veracoe ; Le mandarin merveilleux, de Bartok ; Le soleil des eaux, de la valse nuptiale, de Boulez, par l'Orchestre national de France et les BBC Singers, dir. Pierre Boulez ; sol : Phyllis Bryn-Julson (soprano), Elisabeth Lutyens (mezzo-soprano).  
0.00 Nuits chaudes. Voyage d'un rêveur éveillé : de Tanger à Alger.

- 16.10 Chasseurs d'images. Magazine : Adventure.  
16.20 Série : Section 4.  
17.10 Série : L'homme de fer. Informations : M 6 express.  
18.05 Variétés : Multitop.  
19.30 Magazine : Turbo.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.35 Téléfilm : Le boulanger de Suresnes. De Jean-Jacques Goron, avec Jean-Marc Thibault, Catherine Rouvel.  
22.15 Téléfilm : Pêche d'innocence. D'Arthur Allan Seidelman, avec Bill Bady, Dermot Mulroney.  
23.50 Six minutes d'informations.  
0.00 Les privés de la nuit.  
0.50 Musique : Rap line.  
2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

- 14.30 Cours d'italien (1).  
15.00 Magazine : Imagines.  
15.30 Documentaire : Les filles du vaudou.  
16.00 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (8).  
16.30 Court métrage : Les oursins.  
17.00 Danse portraits : John Neumeier au travail.  
18.00 Magazine : Mégamix.  
19.00 Documentaire : Opéra et musique, la grande aventure du Festival d'Aix (4). De Pierre Jourdan.  
20.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Louisette Neil.  
21.00 Opéra : Wozzeck. Opéra en trois actes d'Alban Berg.  
22.45 Soir 3.  
23.00 Débat : Dialogue.  
0.00 Cinéma d'animation : Les possibilités du dialogue.

## FRANCE-CULTURE

- 21.00 Agora. Avec Marcel Delannoy (L'écriture d'Orphée).  
21.30 Cuny/Claudel/Bataille. Première rencontre : Georges Bataille.  
22.35 Musique : Nocturne. Chine d'aujourd'hui.  
0.05 Clair de nuit.

## FRANCE-MUSIQUE

- 21.30 Concert (en direct du Festival de la Roque d'Anthéron) : Shostakovich : Concerto pour piano et orchestre n° 2, en si bémol majeur op. 83, de Brahm : Shostakovich, par l'Orchestre symphonique d'Etat d'URSS, dir. Vassili Sinaïski ; sol : Nelson Freire (piano).  
23.08 Le monde de la nuit.

## Dimanche 5 août

## TF 1

- 5.55 Série : Intrigues.  
6.20 Série : Côté cœur.  
6.48 Météo (à 7.43).  
6.50 Série : Mémoires.  
7.15 Série : Passions.  
7.40 Faisons la route ensemble (et à 13.18, 22.15).  
7.45 Jardinez avec Nicolas.  
8.00 Le Disney club.  
10.05 Club Dorothy.  
10.55 Magazine : Les animaux de mon cœur.  
11.23 Météo des plages.  
11.25 Magazine : Auto-moto.  
11.55 Jeu : Tournez... manège.  
12.25 Jeu : Le juste prix.  
12.55 Météo et journal.  
13.20 Série : Un fil dans la Mafia.  
14.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.  
15.00 Série : Marie Perenchio.  
16.20 Tiroir à Deauville.  
16.25 Série : Côte Ouest.  
17.15 Dessins animés : Disney parade.  
18.25 Magazine : Téléfoot.  
19.20 Divertissement : Vidéo gags.  
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.  
20.35 Cinéma : Bleu comme l'enfer. ■ Film français d'Yves Boisset (1988). Avec Lambert Wilson, Tcheky Karyo, Myriam Roussel.

- 22.20 Magazine : Ciné dimanche.  
22.30 ► Cinéma : Les cent cavaliers. ■ Film germano-italo-espagnol de Vittorio Cottarelli (1984). Avec Mark Damon, Antonella Lualdi.  
0.00 Journal et Météo.  
0.20 Musique : Les rencontres internationales de piano de la Côte basque. Récital Mikhaïl Rudy.  
1.25 Téléfilm : Nous sommes terroristes (2<sup>e</sup> partie).  
2.20 Documentaire : Histoires naturelles.

## A 2

- 8.00 Oscar et Daphné.  
8.40 Knock-Knock.  
8.47 Jardinages.  
9.00 Connaitre l'islam.  
9.15 Emissions israéliennes.  
9.30 La source de vie.  
10.00 Présence protestante.  
10.30 Le jour du Seigneur.  
11.00 Messe célébrée à la paroisse Saint-Clément à Dunkerque.  
12.05 Jeu : Bonne question, merci de l'avoir posée.  
12.30 Jeu : Les mariés de l'A 2.  
13.00 Journal et Météo.  
13.20 Série : Détective gentleman.  
14.15 Documentaire : La planète des animaux.  
15.10 Série : Coupable ou non coupable.  
16.35 Documentaire : La planète de l'aventure.  
17.35 Club sandwich.  
18.40 Magazine : Stade 2.  
19.30 Série : Maguy.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Série : Le Lyonnais. Le massacre de la Saint-Thomas, de Joannick Desclercq, avec Kader Bouhassani, Pierre Santini.  
22.05 Feuilleton : Nord et Sud (6<sup>e</sup> épisode).  
23.40 Journal et Météo.  
23.55 Magazine : Musiques au cœur de l'été.

## FR 3

- 9.00 Samy Darniche.  
11.30 Magazine : Mascarnes.  
12.00 Flash d'informations.  
12.05 Magazine : Estivales.  
12.45 Journal.  
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.  
13.30 Magazine : Musicales.  
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche.  
17.30 Magazine : Pare-chocs.  
18.00 Amuse 3.  
Moliérissimo : Les tortues.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
20.00 Série : Benny Hill.  
20.35 Chasseurs ans d'insolence à la télévision. Émission de Jacques Malhot.  
21.50 Journal et Météo.

## 22.15 Magazine : Le divan.

- D'Henry Chapier.  
Invité : Stéphane Freiss.  
Cinéma : Mollenard. ■■ Film français de Robert Siodmak (1937). Avec Harry Baur, Albert Préjean, Gabrielle Dorziat.

## 0.20 Musique :

- Carnet de notes.

## CANAL PLUS

- 7.00 Cabou cadin.  
8.20 Documentaire : Mana Kiri, de l'autre côté du fleuve. De Patrick Deshayes et Barbara Keffenheim.  
9.10 Cinéma : Morts en eau trouble. ■ Film américain de Matthew Chapman (1988). Avec Eric Roberts, Beverly d'Angelo, Dennis Lipscomb.  
10.45 Cinéma : Le temple d'or. ■ Film américain de Jack Lee Thompson (1988). Avec Chuck Norris, Lou Gossett, Melody Anderson.

- En clair jusqu'à 13.35  
12.30 Flash d'informations.  
12.35 Série : Aïda / Aïda 1.  
13.05 Documentaire : Sur la piste de l'animal le plus secret.  
12. Australie.  
13.35 Dessins animés : Découpe pas Bunny.  
15.05 Série : Deux solistes en duo.  
16.10 Documentaire : Métiers de chiens. De Barbara Jampal.  
16.54 Surprises spéciales. Phénomènes, d'Eric Siemes.  
17.00 Sport : Les Goodwill Games.  
17.20 Magazine : Mag max.  
18.00 Cinéma : Un été d'orages. ■ Film français de Charlotte Brandström (1989). Avec Judith Godrèche, Stanislas Carré de Malberg, Murray Head.

- En clair jusqu'à 20.30  
19.35 Flash d'informations.  
19.40 Les superstars du catch.  
20.30 Cinéma : Un monde à part. ■ Film britannique de Chris Menges (1988). Avec Barbara Hershey, Jodie May, Linda Muesl.  
22.15 Flash d'informations.  
22.20 Snooker. Union 1990 du 1<sup>er</sup> juin à Bruxelles.

- 23.20 Cinéma : Toi, le venin. ■■ Film français de Robert Hossein (1959). Avec Marina Vlady, Robert Hossein, Odile Versois.  
0.50 Sport : Les Goodwill Games.

## LA 5

- 6.30 Le journal permanent.  
8.00 Dessins animés.  
11.10 Série : Shérif fais-moi peur.  
12.05 Série : Wonder woman.  
13.00 Journal.  
13.30 Série : Rintintin junior.  
14.00 Sport : Moto. Grand Prix de Grande-Bretagne, en direct.  
14.45 Divertissement : Les mœurs de la vidéo.  
15.30 Sport : Moto (suite).  
16.20 Série : Madame le juge.  
18.05 Série : Riptide.  
18.50 Journal images.  
19.00 Série : L'enfer du devoir.  
19.45 Journal.  
20.30 Drôles de sports.  
20.35 Téléfilm : Sea, sex and surf. De James Ingrassia, avec Richard Steinmetz, Richard Steele.  
22.10 Magazine : Ciné Cinq.  
22.20 Drôle de cinéaste.  
22.30 Cinéma : La vie de château. ■■ Film français de Jean-Paul Rappeneau (1985). Avec Philippe Noiret, Catherine Deneuve, Pierre Brasseur.

- 0.00 Journal de minuit.  
0.10 Spécial Tour de France à la voile.  
0.15 Téléfilm : L'or et la fleur. De B. Zacharias et Henri Viard.

## 2.10 Rediffusions.

## M 6

- 6.00 Musique : Boulevard des clips (et à 0.45).  
7.45 Variétés : Multitop.  
9.00 Jeu : Pour un clip avec toi.  
10.30 Dessins animés : Graffiti 6.  
11.00 Série : Les espions.  
11.55 Informationsomation.  
12.00 Informations : M 6 express.  
12.05 Magazine : Sport 6 première.  
12.15 Dessins animés : Graffiti 6.  
12.40 La météo des plages (et à 19.25, 22.15).  
12.45 Série : Les routes du paradis.  
13.25 Série : Madame est servie (rediff.).  
13.50 Série : Roseanne.  
14.20 Feuilleton : Les aventures de Pinocchio (dernier épisode).  
15.10 Série : Laramie.  
15.55 Documentaire : Chasseurs d'images. Mygale.  
16.10 Magazine : Adventure.  
16.20 Série : Section 4.  
17.10 Série : L'homme de fer.  
18.00 Informations : M 6 express.  
18.05 Série : Clair de lune.  
19.00 Magazine : Culture pub ramix.  
19.30 Série : Les années coup de cœur.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Magazine : Sport 6.  
20.35 Téléfilm : Marquée à vie. De Paul Wendkos, avec Blanche Baker, Cliff de Young.  
22.20 Six minutes d'informations.  
22.25 Capital.  
23.30 Téléfilm : Mortelle lune de miel. De Joseph Melvi, avec Jim Williams, Jean Levine.

- 23.50 Six minutes d'informations.  
23.55 Les privés de la nuit. Série : Peter Gun ; Mister Lucky.  
2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

- 14.30 Cours d'italien (2).  
15.00 Feuilleton : L'or du diable. De Jean-Louis Fournier.  
16.00 Série : C'est notre univers (au pays de Galles). De Melani Mair.  
16.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire.  
17.00 Documentaire : Propaganda, l'image et son pouvoir (5).  
18.00 Téléfilm : Daniya (2<sup>e</sup> partie). De Carlos Mira Franco.  
19.00 Court métrage : Le coupeur d'eau. De Philippe Taberly.  
19.30 Documentaire : Musique en temps réel. D'Olivier Milla.  
20.00 Concert : Répons, de Pierre Boulez.  
21.00 Téléfilm : Notturmo. Schubert (3. Voyage d'hiver).  
22.40 Court-métrage : La chambre de Simon. De François Shaye.  
23.00 Documentaire : Le temps des cathédrales (6).

## FRANCE-CULTURE

- 19.30 Le bon plaisir de... Henri Alkan.  
22.35 Musique : Nocturne. La Roque d'Anthéron, deuxième Festival international de piano. Œuvres de Chopin, Moussorgski, Tchaïkovski ; sol : Nikita Magaloff (piano).  
0.05 Clair de nuit.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 La vie de château. Concert.  
23.05 Library of Congress.

## Audience TV du 2 août 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

Le Monde / SOFRES/NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	38,7	Santa-Barbara 14,8	McGyver 6,8	Actual. rég. 12,7	Top 50 0,9	Enfer de la mort 2,0	Chacun... 1,3
19 h 45	38,1	Roue fortune 16,3	McGyver 9,0	19-20 Infos 7,9	Top 50 1,4	Journal 1,4	Dieu donc... 2,0
20 h 16	46,4	Journal 20,0	Journal 10,1	La classe 8,0	Scorpions 1,5	Journal 2,7	M=est servie 4,0
20 h 55	47,8	Orages d'été 17,4	Jeu de... 12,0	Rapport... 8,0	Enfant hiver 0,4	Au-dessus... 7,9	Vérité cachée 3,8
22 h 08	46,7	Orages d'été 18,3	Madonna 9,1	Rapport... 8,0	M.A.L. 0,6	Au-dessus... 8,8	Vérité cachée 3,1
22 h 44	27,3	Série noire 7,6	Madonna 10,2	Météo 2,4	M.A.L. 0,8	2 fois Météo 4,5	Tout va bien 2,3

هذا من لأميل



# ÉCONOMIE

Records d'affluence après plusieurs années de stagnation

## Le tourisme autrichien bénéficie de l'union monétaire allemande et de l'ouverture à l'Est

BILLET

### La RFA et son grand marché intérieur

Les formidables excédents commerciaux accumulés par la RFA sont-ils en train de fondre ? La question se pose depuis que le grand voisin d'outre-Rhin s'est lancé dans la gigantesque tâche d'approvisionnement, de moderniser et pour tout dire de reconstruire complètement l'industrie et les infrastructures de la RDA qui fait maintenant partie de son territoire, économiquement et financièrement parlant.

La RFA tout entière — ou presque — tendue vers ses territoires retrouvés de l'Est, exporte moins à l'étranger mais importe plus, pour accélérer la cadence d'usines qui tournent déjà à plein rendement, pour accroître les investissements et accumuler les stocks de biens intermédiaires indispensables. Ainsi la production manufacturière s'emballerait littéralement avec une croissance de 6,7 % en mai-juin 1990 par rapport à la même période de 1989.

Au cours du premier semestre de cette année, l'excédent commercial de la RFA a tout de même atteint 84,7 milliards de DM (217 milliards de F). Mais pour considérable qu'il soit, ce chiffre est déjà en baisse sensible par rapport au premier semestre de l'année dernière, période pendant laquelle il avait atteint 70,1 milliards de DM (235 milliards de F). La baisse d'une année sur l'autre atteint presque 8 %. Elle s'explique par un net freinage des exportations qui n'augmentent que de 2 % alors même que les achats à l'étranger croissent de 4,7 % pendant la même période. Encore faut-il bien voir que la progression des importations en volume est beaucoup plus forte que ne le laissent apparaître les chiffres en valeur, car les prix des produits importés par la RFA ont beaucoup diminué (- 5,4 % en juin par rapport à juin 1989) du fait de l'appréciation du DM par rapport au dollar.

La réduction en cours des excédents commerciaux ouest-allemands entraîne bien sûr une diminution des surplus extérieurs de la balance des paiements courants, diminution qui atteint 18 % d'une année sur l'autre (47,8 milliards de DM contre 58 milliards de DM).

Voilà donc la RFA, pays longtemps vieillissant et suréquilibré, excessivement rigoureux, engagé dans une grande aventure. Une aventure qui va la rejoindre, la dynamiser et probablement un peu la déséquilibrer, pendant un temps du moins. Pour le plus grand bien de l'Europe.

AL. V.

Le tourisme autrichien se prépare à de nouveaux records : il profite d'une véritable ruée de touristes de l'Est dès cette année à la suite de l'union économique et monétaire allemande et de l'ouverture des frontières.

VIENNE

de notre correspondante

M. Wolfgang Schuessel, ministre autrichien de l'économie, s'attend à 16 millions de nuitées par an de visiteurs de l'Est en Autriche dans les prochaines années contre 1,3 million en 1989. Pour les Allemands de l'Est, l'Autriche est d'ores et déjà la destination la plus recherchée après la RFA.

Selon un sondage, 5,8 % des Allemands de l'Est qui envisagent de se rendre à l'étranger ont déjà choisi l'Autriche (74,3 % devant passer leurs vacances en RFA) et les experts s'attendent à environ 1,5 million de touristes est-allemands par an en plus des 10 millions d'Allemands de l'Ouest qui viennent chaque année en Autriche.

Derrière les Allemands de l'Est, ce sont notamment les Hongrois qui envahissent l'Autriche, notamment sa région orientale limitrophe et Vienne, la capitale, où ils ont dépensé en 1989 quelque 10 milliards de schillings (5 milliards de

francs) pour acheter ce qui est trop cher ou introuvable chez eux. Les visiteurs de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Bulgarie, de Roumanie et aussi d'URSS sont, eux aussi, de plus en plus nombreux (+ 255 % en 1989). Les 1,3 million de nuitées de visiteurs de l'Est représentent cependant 1,4 % seulement des nuitées d'étrangers en Autriche. A titre comparatif, avant la seconde guerre mondiale 37 % des touristes étrangers venaient de l'Est.

Pour ne pas compromettre la stratégie du tourisme autrichien qui consiste à donner au pays une image de qualité, une campagne de promotion a été lancée pour canaliser les touristes est-européens vers la saison morte et les régions les moins fréquentées.

### Un passeport de l'humanité

En effet, l'Office de tourisme autrichien à Francfort reçoit quelque 6 000 demandes de renseignements par mois d'Allemands de l'Est qui s'intéressent essentiellement aux prix des campings, des chambres chez l'habitant et des petites pensions bon marché. Pour accueillir les touristes de l'Est moins nantis, plusieurs provinces ont publié des listes d'hôtels et pensions à bas prix ou créé un système de bons d'hôtel venus par des agences de voyages en RDA.

« Surtout ne pas négliger les touristes est-européens » est la devise de M. Klaus Lukas, directeur de la publicité touristique autrichienne : « c'est notre clientèle des prochaines dix années ». M. Lukas s'attend à une hausse de 8 à 10 % des touristes de toute l'Allemagne pour cet été et à une hausse de 10 % des recettes en devises d'origine touristique.

Les premiers fruits de la libéralisation à l'Est ont été cueillis en 1988 et 1989, lorsque le tourisme est redevenu — après plusieurs années de stagnation — la poule aux œufs d'or de l'économie autrichienne : 164 milliards de schillings de chiffre d'affaires soit une hausse de 12 % après une hausse de 12,5 % en 1988 et 23 millions de touristes (l'Autriche compte 7,5 millions d'habitants) dont 17,5 millions d'étrangers. En 1989 les recettes touristiques en devises, de l'ordre de 123,3 milliards de schillings (+ 7 % par rapport à 1988) ont épongé le déficit de la balance extérieure (85,9 milliards) et équilibré la balance des opérations courantes. Première industrie exportatrice du pays, le tourisme, qui fait vivre 400 000 personnes (sur une population active de 3 millions) apporte le tiers des rentrées en devises et 8 % du PIB.

Cette réussite extraordinaire a été essentiellement due à la fuite massive des touristes de la côte adriatique touchée par la « marée jaune »

due aux algues l'été dernier — un phénomène qui risque de se reproduire — et à la ruée des touristes de l'Est sur l'Autriche. Les principaux clients sont les Allemands (60 % du total : dans les statistiques allemandes, en 1989, l'Autriche a battu pour la première fois l'Italie comme destination préférée des touristes), suivis par les Néerlandais (10 %), les Belges (5 %), les Français (3 %), les Suisses (3 %) et les Américains (2 %).

### L'eau des années 30

L'Autriche, qui tiendrait actuellement 10 % du marché touristique européen, est créditée d'un brillant avenir — les experts prévoient une croissance de 8 % d'ici l'an 2000 — à condition de réussir à protéger son « patrimoine naturel » : ses régions alpines, ses lacs et forêts relativement intacts, devenus un pôle d'attraction pour des touristes des côtes surpeuplées et polluées de la Méditerranée et de l'Adriatique.

Pour mettre en valeur ces atouts naturels l'Autriche a engagé des efforts financiers considérables pour l'assainissement des lacs et la création de parcs nationaux. « La qualité de l'eau des lacs autrichiens est celle des années 30 » prétend M. Erich Polzer, limnologue en Carinthie, une des régions touristiques les plus fréquentées de l'Autriche.

De nombreuses critiques mettent cependant en garde contre les dangers de ce nouveau « boom » touristique pour l'équilibre écologique de certaines régions particulièrement sensibles comme les Alpes, littéralement envahies par les touristes. « La protection de la nature nous coûtera des milliards », estime le ministre de l'économie, mais vu le poids économique du tourisme en Autriche, les investissements, notamment pour un « tourisme en douceur » (voies pour les cyclistes, parcs nationaux, offres spéciales hors saison pour les « panthères grises » et les jeunes), ne seront guère contestés.

Aux attraits du paysage s'ajoute un tourisme culturel florissant qui a fait augmenter de 9 % les nuitées et de 15 % le chiffre d'affaires de l'hôtellerie rien qu'à Vienne : la capitale autrichienne occupe le quatrième rang derrière Londres, Paris et Rome parmi les villes européennes les plus fréquentées par les touristes et la dixième place parmi les villes de congrès.

Ce « boom » n'est qu'à ses débuts. Le bureau de tourisme autrichien à New-York envisage d'organiser des voyages dans « les anciens pays de la monarchie des Habsbourg » pour profiter de l'intérêt que présente la région danubienne pour les émigrés de ces pays : plus de 50 millions d'Américains seraient en effet originaires des pays du Danube.

WALTRAUD BARYLI

Un syndicaliste et un inspecteur du travail publient un livre sur Billancourt

## L'autopsie d'un symbole

Billancourt : au moment où Renault s'apprête à fermer l'usine de tous les mythes, la fameuse « forteresse ouvrière », il fallait que des voix s'élèvent de l'intérieur pour proclamer la réalité corrosive qui s'attaque à une légende, la mort d'un symbole devenu depuis trop longtemps mensonger. C'est maintenant fait avec le livre (1) que viennent de publier un syndicaliste et un ancien inspecteur du travail, tous deux impliqués dans cette longue agonie.

A la tête de la section CFDT pendant une dizaine d'années, Daniel Labbé a vécu la fin ougeuluse de la CGT, murée dans ses refus. Frédéric Perin, quant à lui, a pris la décision, explosive en son temps, d'accepter le licenciement des « dix », pitoyables héros d'une bataille déjà perdue. Cela les autorise à prononcer, ensemble, un réquisitoire implacable qui reprend les règles de l'autopsie pour disséquer un « système » condamné par le temps, où direction et syndicat poussaient se partageant le pouvoir. Cela les amène, au-delà, à porter un jugement sévère et désespéré sur les politiques sociales ou sur l'avenir du syndicalisme dont ils admettent la déconfiture, historiquement explicite.

De bout en bout d'une grande qualité d'analyse clinique, le livre (intitulé *Que reste-t-il de Billancourt ?*), pourrait ne valoir que par une quinzaine de pages, situées dans sa dernière partie. Quinze pages à la ton-

alité morbide dans lesquelles, à partir de l'expérience de Billancourt, les deux auteurs dressent le constat d'échec d'un syndicalisme « de militants, sans adhérents, sans base ». Composés d'ouvriers professionnels de l'industrie ou de salariés de la fonction publique, il « parle (...) au nom de la classe ouvrière, une entité qui n'existe plus », ne répond plus aux besoins, notamment sur le terrain de l'emploi.

### Profession : délégué

« Que reste-t-il aux syndicats ? Des droits et de l'argent », répondent crûment Daniel Labbé et Frédéric Perin, prêts à fustiger « la confrérie des délégués » qui se protègent eux-mêmes, s'évanouissent dans leurs responsabilités contractuelles ou institutionnelles, « sans rapport avec leur force actuelle ». Ayant perdu leur légitimité professionnelle, ils exercent un métier de représentation, « comme des députés ». A la limite, prétendent-ils, les syndicats n'ont plus besoin d'adhérents et disposeraient quand même de moyens financiers, sans les cotisations. « Un clan déterminé et sans principes pour très bien faire tourner la boutique », écrivent-ils, amers.

Dissidents tolérés, cantonnés et désespérés dans leur solitude, les militants sont pris dans l'engrenage de la marginalisation. Leurs organisations ne structurent plus le monde de l'entreprise mais conservent « une sorte de fonction protestataire indispensable quand les conflits sont refoulés ». Et, pourtant, notent-ils, pour espérer encore, « l'idéologie a déserté les rapports sociaux sans que les

conflits d'intérêts aient disparu ». Il faudrait une adaptation.

L'exemple de Billancourt montre comment on en est arrivé là. Sur les principes fondateurs d'une entreprise nationale est venu se greffer le rêve productiviste d'après-guerre, célébré de concert par les dirigeants de la Régie, la CGT ou le PCF. De fait, un accord de gestion commune s'est réajusté autour de l'acceptation du taylorisme qui privait les salariés de toute autonomie, privation qui était toutefois socialement compensée. Tandis que la direction s'occupait du travail, les syndicats — la CGT en l'occurrence — se renforçaient en disposant du reste, de tout le reste, poursuivant à l'extérieur une même action d'assistance. « Le jour, le producteur était passif et discipliné », hors de l'usine il se transformait en consommateur, également passif, des innombrables services du comité d'établissement CGT qui employait jusqu'à 600 personnes.

### Exorciser le mythe

Le syndicat et le parti dans sa foule tiraient leur puissance de l'uniformisation des intérêts et de la gestion collective des hommes. Ils bénéficiaient de facilités exorbitantes, avec neuf pensions dispersées sur le site, des délégués qui ne travaillaient plus, sauf dans le département 70, aussi appelé « le petit Kremlin », et qui ne respectaient plus les heures de délégation. Les permanents du PCF, « ses élus, ses députés, circulaient librement dans les ateliers et les bureaux », organisaient des réunions

ou des assemblées, affichaient l'humanité où ils l'entendaient.

Longtemps profitable, ce « système » où chacun était d'accord pour gérer une vitrine sociale sans prendre en compte l'évolution de l'environnement économique a fini par se déformer et craquer. En 1984, avec l'annonce de 12,5 milliards de déficit. A compter de cette date, et progressivement ensuite, la direction de la Régie va rompre l'équilibre implicite pour sauver l'entreprise. Encombrée par le symbole de Billancourt, elle va aussi tout faire pour exorciser le mythe, en même temps qu'elle développera une politique de restructuration plus avouée que bien d'autres groupes.

### Les spectateurs et les justiciers

Les premières vagues de départ, seront dramatiques. « Nous étions dans la vitrine sociale de la France, et la meilleure usine à fabriquer des grèves, notent les auteurs. Nous voilà dans une usine qui licencie plus mal que partout ailleurs, avec mépris et imprévoyance. » Mais la CGT est également dans le collimateur : « La modernisation et le redéploiement ne peuvent plus être négociés avec le vieux partenaire puisqu'ils impliquent sa mort ».

En face, le syndicat ne modifiera pas son attitude, jusqu'à la fin, car il a lui aussi besoin de sombrer « dans un combat franc, simple, tragique ». Sans souci des réalités du marché, la CGT poursuit son rêve productiviste, passe sous silence les licenciements et se bloque. Elle rejette toutes les solutions de sortie, dénonce les

plans successifs et, victime d'« autisme », fait preuve d'« obstination aveugle ». Adepte du tout ou rien, elle entraîne les salariés vers une issue fatale, sans autre alternative que le chômage. Pis, elle en vient à défendre les murs, les machines, plutôt que les hommes.

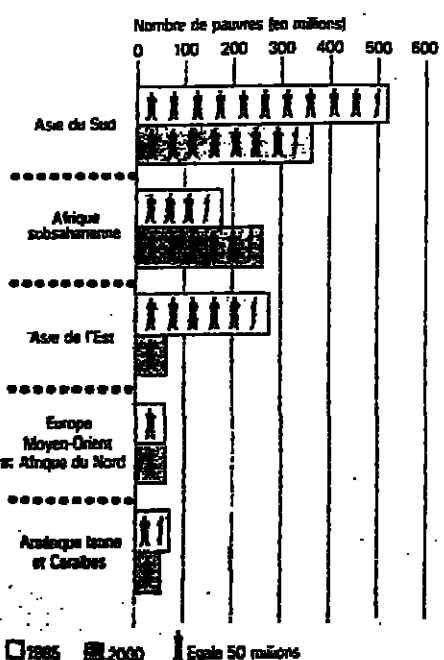
Alors que des milliers d'ouvriers, souvent immigrés, perdent leur emploi, la CGT tient un rôle étrange où le syndicat « sera à la fois le général et ses troupes », comme s'il revenait à quelques-uns d'occuper une fonction protestataire d'autant plus violente que les salariés, eux, travaillent de plus en plus. La dichotomie devient totale entre des spectateurs, rarement grévistes (7 sur 9 000 en juillet 1989), et l'apparition de « justiciers qui agissent pour le compte des autres » dans des actions à caractère surtout médiatique. Le stade ultime sera atteint avec l'affaire des « dix », qui « pendant trois ans (...) auront épuisé l'énergie de ce qui reste de l'appareil communiste ».

« L'entreprise nationalisée était un grand théâtre social, ce n'est plus qu'un grand cirque », constatent Daniel Labbé et Frédéric Perin. Mais le drame est noué. Voulu exemplaire, la fermeture de Billancourt, vieille gloire de la classe ouvrière, sonne le glas de toute une époque et de ses illusions. Sous les prochaines ruines de l'île Seguin gît le cadavre d'un syndicalisme. Le symbole est retourné.

ALAIN LEBAUDE.

(1) *Que reste-t-il de Billancourt ?* par Daniel Labbé et Frédéric Perin. Editions Hachette. 348 pages, 138 francs.

## Pauvres dans les pays riches, riches dans les pays pauvres



D'ici à la fin du siècle, l'Afrique au sud du Sahara comptera, d'après les projections de la Banque mondiale, plus de 30 % des pauvres du monde en développement contre 18 % en 1985. Alors que la pauvreté diminuerait notamment en Asie, mais aussi en Amérique latine (~ 400 millions au total), elle augmenterait dans cette région (+ 100 millions).

Cependant, dans tous ces pays en développement, la richesse voisine avec la pauvreté. Il en est ainsi en Turquie, en Inde, au Mexique et au Nigeria qui feront l'objet d'enquêtes publiées dans les prochains numéros de *Champs Economiques* : les vieilles familles d'Istanbul, les nouveaux maharajahs, les privilégiés de Monterrey et de Lagos.

En regard, du fait de la crise, une nouvelle pauvreté est apparue dans les pays riches, alors même que la croissance retrouvée creuse les inégalités. Des reportages paraîtront ainsi sur l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France, ainsi d'ailleurs que sur le Japon et les Etats-Unis : les femmes seules en RFA, les clochards de Londres, les marginaux de Rome, les paumés de Paris.

## EXTRAIT DE L'ARRÊT DE LA 11<sup>e</sup> CHAMBRE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS DU 26 JANVIER 1990

PARTIES EN CAUSE DEVANT LA COUR :  
— M. LE HIDEUX Marie-François ;  
— M. André LAURENS ;  
— M. Jacques ISORNI ;  
— M. Hubert MASSOL

et l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (M<sup>e</sup> Amblard, avocat).  
(...) Les prévenus sont poursuivis pour apologie de crime de guerre et de crime ou délit de collaboration (...). La publicité requise pour l'existence du délit du fait de la publication de l'encadré dans le journal *Le Monde* a bien été réalisée par l'un des moyens visés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 (...).

(...) Par l'absence dans le texte en cause de toute critique et même de toute distance par rapport à ces faits habilement cédés, ce manifeste contient donc bien, implicitement mais nécessairement, l'apologie des crimes ou délits de collaboration commis, tantôt avec la participation active et tantôt avec le consentement tacite du gouvernement de Vichy, c'est-à-dire de Pétain et de ses zéloteurs, à des « atrocités » et « persécutions nazies » auxquelles le texte fait, par ailleurs, allusion (...).

(...) Cette attitude constante de la part notamment de Jacques ISORNI, ancien défenseur de Pétain devant la Haute Cour, soucieux de voir substituer une nouvelle décision de justice à l'arrêt de la Haute Cour, est considérée par cet avocat comme un devoir sacré de la défense. Pour légitime qu'il ait pu être, de sa part et de ceux qui se déclarent solidaires de cette action, leur intention de faire procéder à cette révision, elle ne leur permettait pas pour autant de recourir dans ce but à des moyens illégaux (...). Tous les éléments constitutifs des délits reprochés sont donc constitués à la charge des défenseurs y compris à la charge de LAURENS André qui, en dépit des précautions qu'il dit avoir prises, a néanmoins accepté de publier le manifeste en toute connaissance de cause (...).

(...) La Cour constate que l'infraction de l'apologie des crimes de guerre ou délits de collaboration est constituée à la charge de Jacques ISORNI, André LAURENS, LE HIDEUX Marie-François et Hubert MASSOL.

Les condamnés à payer aux parties civiles la somme de 1 F à titre de dommages-intérêts (...).



## ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

Holding de transport et de tourisme, filiale de la SNCF

## La SCETA cherche de nouveaux partenaires financiers

Avec 18 milliards de francs de chiffre d'affaires et 25 000 salariés, le groupe SCETA se place au cinquième rang européen des sociétés de transport. Rassemblant, entre autres, Calberson, Frantour et France-Express, ce transporteur très diversifié intéresserait les investisseurs privés.

Une SNCF peut en cacher une autre. Derrière la société nationale, dont les TGV, les trains de voyageurs et de marchandises et les rames de banlieue produisent 46,4 milliards de francs de recettes, se trouve la compagnie de transport et de tourisme SCETA, que la SNCF contrôle à 85 % et qui réalise 18 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Le grand public ignore en général cette holding qui fédère 280 sociétés de transport et de tourisme et qui emploie 25 000 personnes. Les syndicalistes cheminots ne l'aiment guère et ils dénoncent ou bien la privatisation insidieuse ou bien le gaspillage d'énergie et de capitaux qu'elle dissimule, selon eux. Le secteur privé, lui aussi, l'approuve médiocrement et la qualifie parfois de « faux nez » de la SNCF.

Le groupe SCETA est impressionnant. Peut-être moins par les bénéfices qui durent depuis quarante-cinq ans et qui ont atteint, en 1989, 360 millions de francs net que par sa place de cinquième entreprise européenne du secteur et sa présence forte dans quatre domaines.

Pour le transport des marchandises diverses (12 milliards de

francs de chiffre d'affaires et 175 millions de francs de bénéfices), la SCETA s'est spécialisée dans le transport par route et elle opère sous la marque Calberson (filiale à 51 %). Bourgey-Montreuil (56 %), SCETA Merchandises (100 %), France Express (71 %), Hermann Ludwig (85 %) ou Züst Ambrossetti (45 %).

Mais elle est aussi groupeur, commissionnaire et logisticien, et elle se charge d'acheminer le fret par fer, par air ou par mer. Vient ensuite les transports spécialisés (4 milliards de francs de chiffre d'affaires et 105 millions de francs de bénéfices). Il s'agit là plus souvent de transports ferroviaires ou paraferraires qui utilisent des matériels spécifiques comme les caisses mobiles et les conteneurs de CNC (filiale à 65 %) ou de Novatrans (40 %), les wagons de céréales de CTC (38 %) ou de voitures de Züst Ambrossetti. C'est dans ce secteur que la SCETA travaille le plus avec la SNCF.

## Une complémentarité délicate

Le troisième pôle d'activité de la SCETA est le voyage au sens large (1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires et 50 millions de francs de bénéfices). Elle dispose de forts atouts dans le tourisme grâce à Frantour (filiale à 55 %), qui est à la fois voyageur, distributeur de voyages, hôtelier et restaurateur. Elle se développe rapidement dans le transport interrurbain de voyageurs grâce à Cariane (70 %), forte de 1 200 autocars, qui s'est récemment associée aux groupes Transcet et Verney pour exploiter des liaisons par autoroute (le Monde

du 4 juillet). Enfin, la SCETA dispose de filiales dans des services complémentaires à ses trois principaux métiers (300 millions de francs de chiffre d'affaires et 30 millions de bénéfices). On y retrouve aussi bien France Location (filiale à 60 %), quatrième loueur français de poids lourds, que SEGI (95 %), société spécialisée dans le financement immobilier et SCETA Immobilier (100 %), outil destiné à permettre à la SNCF de ne plus subir les projets urbains des collectivités locales et des promoteurs, et qui se charge par exemple de créer des centres commerciaux dans les gares.

Malgré sa taille, le groupe SCETA a eu du mal à s'affirmer. Nombre de cheminots ne supportaient l'existence de cette holding de droit privé qu'à la condition qu'elle soit à la botte de la maison mère et qu'elle soit dirigée par l'un d'entre eux. Certains estiment toujours que la SNCF devrait gérer directement ses hôtels, ses wagons spécialisés ou ses entreprises et ils ne comprennent pas que la suppression de ce sas entre le monde du privé et l'administration du chemin de fer conduirait à des déconvenues.

Par exemple, les agents de la SNCF ne sont pas toujours des gestionnaires très rigoureux. Brassant des milliards de francs, ils ont une tendance à juger avec indulgence des dérapages de quelques centaines de millions de francs, ce qui est mortel dans les métiers du transport et du tourisme où la marge bénéficiaire est inférieure à 1 % du chiffre d'affaires.

Les dirigeants des PME qui composent la SCETA ont eu depuis toujours l'obsession du compte

d'exploitation. De même Züst Ambrossetti, premier transporteur italien, ne se serait jamais allié avec la SNCF, trop grosse et trop rigide pour lui, alors qu'il a accepté l'entrée de la SCETA dans son capital. La SNCF, confinée sur le territoire national et limitée au rail, ne peut se passer de sa filiale qui recourt à tous les modes de transports et qui saute les frontières sans difficulté, que ce soit pour acheminer des marchandises ou pour amener des voyageurs à destination.

Longtemps la SNCF a renoué à l'idée de donner à sa holding l'indépendance nécessaire à sa crédibilité. Les alliances avec la route, ennemi juré du chemin de fer, faisaient grincer bien des dents de cheminots. Ces atterrissements semblaient appartenir au passé. M. Jacques Fourrier, président de la SNCF, a pris la présidence de la SCETA pour signifier l'importance qu'il lui accorde, ainsi que sa complémentarité avec la maison mère.

M. Alain Brau, directeur général, a reçu le feu vert pour faire de la SCETA, à l'intérieur comme à l'extérieur, un véritable groupe où le contrôle de gestion permet de vérifier tous les trois mois la bonne santé des filiales tout en préservant l'autonomie de celles-ci.

La stratégie de la SCETA est simple. Elle consiste à acquérir dans chaque branche une place prépondérante et à travailler en complément de la SNCF, comme le montre le développement de Cariane. « En 1986 nous avons constaté que cette entreprise était en bonne santé, mais qu'elle ne pouvait allier que 300 cars, explique M. Brau. Nous étions de la taille d'une entreprise familiale. Or, bien nous passions la nuit, ou bien nous nous donnions les moyens de figurer parmi les cinq premiers autocaristes français. Nous avons donc acquis cette entreprise: notre flotte compte 1 200 autocars: nous classons derrière Via GTI, Transcet et la COEA. Tout en respectant nos spécificités d'autocaristes interrurbains, nous allons travailler à la complémentarité du rail et de la route, et nous sommes les mieux placés pour y parvenir ».

Le développement de la SCETA se fera en priorité dans le transport international. M. Jacques Four-

nier, son président, se félicite que de 1985 à 1989 la part du chiffre d'affaires consolidé des activités à l'étranger soit passée de 20 % à 45 %. Il entend également que le secteur voyages soit privilégié afin de dépasser la taille critique. L'objectif est que ce secteur représente en 1992 au moins 20 % des résultats du groupe, contre 10 % en 1985. L'accord de coopération passé l'an dernier avec les voyageurs Sotair, filiale d'Air France, et FRAM ainsi que le développement accéléré de Cariane montrent la voie à suivre.

## Vers le second marché

M. Fourrier ne cache pas sa satisfaction d'un chiffre d'affaires qui a progressé de 10 à 18 milliards de francs en quatre ans et d'un bénéfice de 360 millions de francs, pourtant en léger recul par rapport aux 368 millions de francs réalisés en 1988. « Ce sont des chiffres très honorables dans une période où les autres transporteurs ont vu leurs résultats se dégrader », conclut le président.

Même en bonne santé financière puisque ses capitaux propres s'élevaient à 3,3 milliards de francs, le groupe SCETA ne pourra croître en s'appuyant seulement sur la SNCF. Développer Frantour de façon interne ou se lancer dans une valorisation du patrimoine immobilier de la SNCF exigera beaucoup de fonds que la maison mère, lancée dans l'extension de son réseau TGV, ne pourra fournir. Aussi est-il sérieusement envisagé de faire entrer des capitaux privés dans le groupe.

Déjà sur le marché hors cote, la SCETA irait chercher de nouveaux actionnaires sur le second marché, mais la SNCF conserverait dans tous les cas les deux tiers du capital. Si l'on en croit les démarches des gestionnaires des fonds américains de pension et des caisses d'épargne britanniques, la SCETA, « l'autre SNCF », n'éprouverait pas trop de mal à séduire les investisseurs privés qui en attendent monts et merveilles, c'est-à-dire la sécurité du monde ferroviaire et les profits de PME dynamiques.

ALAIN FAUJAS

## Engagé dans le projet de la centrale de Daya Bay

## Le président de Framatome a été reçu par le premier ministre chinois

Un mois après le patron d'Electricité de France, en visite officielle à la fin juin en Chine, ce fut au tour du président de Framatome, M. Jean-Claude Lény, d'être reçu jeudi 2 août par le premier ministre chinois, M. Li Peng.

Le premier ministre chinois, qui fut de 1980 à 1983 vice-ministre puis ministre de l'énergie, a évoqué avec M. Lény l'avancement des travaux de la centrale nucléaire de Daya Bay, au sud du pays, ainsi que les perspectives de coopération entre la France et la Chine, selon des informations recueillies en Chine auprès du constructeur français de chaudières

nucléaires. Framatome est en effet chargé de l'ilot nucléaire de Daya Bay, EDF en étant le concepteur et l'exploitant. Mais certains détails ont été constatés dans les travaux de construction de la centrale, dont la première tranche devrait être mise en service à l'été 1992.

M. Lény a également fait savoir à ces hôtes que Framatome était prêt à répondre aux offres qui lui seraient présentées pour la deuxième phase de la centrale nucléaire de Qinshan, située dans la province du Zhejiang (est). Le 19 juin, EDF a signé un « accord de coopération générale à long terme » avec la Chine (le Monde du 21 juin).

## SOCIAL

Salomon: 269 suppressions d'emplois. La direction de la société Salomon a confirmé, jeudi 2 août à Annecy (Haute-Savoie), la suppression de 269 emplois à partir du 15 septembre (le Monde du 25 juillet). Lors d'une réunion du comité d'entreprise, la direction du fabricant d'équipements de ski et de golf a annoncé que 229 per-

sonnes, dont 73 cadres et 156 employés, techniciens et agents de maîtrise, seraient licenciés, tandis que l'on dénombre 40 départs volontaires. Conformément à l'accord signé le 25 juillet entre la direction et les syndicats, les partants recevront 700 francs par année de présence et une prime de départ de 50 000 francs.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sécuricard	
Comptes de l'exercice clos le 30.03.1990.	Le Président Christian Maugé a déclaré :
Actif net au 30.03.1990 : F 3.561.654.580	Sécuricard continue à offrir aux particuliers un instrument de gestion de trésorerie à court terme sans risque et une rémunération proche du marché monétaire.
Performance du 29.12.1989 au 18.07.1990 : + 5,02 % soit 9,26 % annualisés	Capitalisant désormais ses revenus, elle permet à ses actionnaires d'échapper les opérations de saut de coupon et de bénéficier ainsi d'une moindre fiscalisation.
Capitalisation des revenus de l'exercice (décision de l'AGE du 24.11.1989)	L'AGO approuve la nomination de nouveaux administrateurs :
	M. Marc Favigny (Directeur de la comptabilité et de la trésorerie de la CGE) ;
	M. Nicolas Thies (Directeur général adjoint de la SERETE) ;
	M. Emmanuel Lanza (Secrétaire général d'ARC-UNION et de UNIBAILL) ;
Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36 15 code ASSOCI.	AGO du 18.07.1990
Banques CIC. En intelligence avec vous.	
GROUPE CIC	

Le Monde  
L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

## appartements ventes

3<sup>e</sup> arrdt

**EXCEPTIONNEL**  
App. de très ht niveau, très spacieuse réception, chbres et mezzanine, conviendrait habitation de luxe pour personnel. Prix élevé justifié. 46-22-03-80  
43-59-88-04 p. 22

5<sup>e</sup> arrdt

**5<sup>e</sup> EXCEPTIONNEL**  
Nouvel, meublé, imm. 18<sup>e</sup> s. App. 96 m<sup>2</sup>, 5 950 000 F. App. 118 m<sup>2</sup>, 4 000 000 F. Haut standing. 46-22-03-80  
43-59-88-04 p. 22

8<sup>e</sup> arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES (proche) Idéal prof. ab. 210 m<sup>2</sup> env. top de charme, entr., dte living + bur + 3 chbres, 2 bns, travaux à prévoir. 46-22-03-80  
43-59-88-04 p. 22

16<sup>e</sup> arrdt

**AV. GDE-ARMÉE** (proche) Superbe appartement d'angle, 300 m<sup>2</sup> env. 3 p. de récept., un étage + 4 chbr., 2 s.d.b., cte, cte, cte. Trév. à prévoir. 46-22-03-80  
43-59-88-04 p. 22

17<sup>e</sup> arrdt

PRE MAILLOT (proche) Ét. élevé, entr., gd dble living, 2 chbr. + s.d.b., dressing + nombreux placards, env. 130 m<sup>2</sup>, 4 800 000 F. 46-22-03-80  
43-59-88-04 p. 22

## maisons de campagne

110 km Paris est, 51, Bouay-le-Roi, 6 330 m<sup>2</sup> arborée clos, maison env. 7 p., 200 m<sup>2</sup> Pa. 550 000 F. Tél. : (01) 26 81-14-81.

## appartements achats

## CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> Recherche de toute urgence  
**BEAUX APPTS DE STANDING**  
petites et grandes surfaces  
**EVALUATION GRATUITE**  
sur demande  
46-22-03-80  
43-59-88-04 p. 22

## locations non meublées offres

**Paris**  
**SANS COMMISSION**  
Nécess. MANIN CHATELAIN 138, rue de la Harpe, tout NEUF, libre de suite, 2 pces, 65 m<sup>2</sup>, loyer 470 F + charges  
467 F : 3 pces, 65 m<sup>2</sup> + balc., 13 m<sup>2</sup> + cave, 5 668 F  
cheuf. ind. élect.  
App. témoin ouvert lundi, mardi, samedi de 10 h à 12 h et 14 h à 17 h. Rens. : 45-85-37-02 h.b.

## bureaux

**Locations**  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
**DOMICILIATIONS**  
Constitution de sociétés et tous services. 43-56-17-50.  
**DOMICILIATION**  
BUREAU DE TRAVAIL  
**AGECO 42-94-93-28**

## AGENDA

## IMMOBILIER

## RARE

**COTE D'AZUR**  
**LES DERNIÈRES TERRES A BATIR**  
- DOMAINE PRIVÉ ET GARDIENNE TOUTE L'ANNÉE  
**CAP BENAT - Face aux îles d'Hyères**  
3 837 m<sup>2</sup> SHON 285 m<sup>2</sup> 1 433 000 F TTC  
4 035 m<sup>2</sup> SHON 404 m<sup>2</sup> 1 677 000 F TTC  
Visite sur rendez-vous - Documentation sur demande  
Possibilité de villas clé en main.

POSIDONIA - DÉPARTEMENT-TERRAINS  
DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT - 83230 BORMES-LES-MIMOSAS  
Tél. : 94-71-77-55 - Téléc. : 94-64-85-05

## MARINAS - FRONT DE MER - ARRIERE PAYS

## APPARTEMENTS ET VILLAS

## DE QUALITE

## A LOUER

## EN TOUTES SAISONS

INFORMATIONS  
ELIPSE FRANCE  
4, quai des Étoiles  
69321 Lyon cedex 03  
Tél. (01) 78 42 10 00

**ESPAGNE**  
Tél. 19 34 72 15 03 84

Num Adresse

Tél.

## L'AGENDA

## Stages

FORMATION DE PROFESSEURS  
DE YOGA avec diplôme du 10.8  
su 14.10 à Blois. Centre de yoga  
Svayambhu, 123, bd de Sébastien-  
pol, 75012. 40-26-77-49

## Vacances

## Tourisme

## Loisirs

Cannes, quartier Palm Beach,  
vraie cote, meublé stan-  
ding, app. 2 pces, gd  
confort, climatisation, s. de  
b., cuisine, gde terrasse, 2  
étag. ascenseur, proximité  
de tous commerces, mer  
immédiate, location au mois  
8 500 F ou à la journée  
4 200 F. Tél. : 46-27-25-99  
de 9 h à 14 h, de 20 h à 22 h.

## automobiles

## ventes

## de 8 à 11 CV

Fair Play Automobiles vend  
voitures de direction GPF + Clé  
91, 200 km. Accord 2.2 i.e.  
mat., 91, 350 km, 79 000.  
Nécess. 48-33-07

COM

Silence, on tourne... en

Confrontée à la baisse  
des commandes militairesPratt and Whitney  
devrait supprimer  
4 000 emplois

Le motoriste américain Pratt and Whitney a annoncé, le jeudi 2 août, la suppression de 4 000 emplois d'ici 1993 sur un effectif total de 45 000 personnes.

Filiale de United Technologies, dont elle représente environ un tiers des 20 milliards de dollars (114 milliards de francs) de chiffre d'affaires, Pratt and Whitney fabrique notamment des réacteurs d'avion. La baisse de son activité, qui dépend pour 35 % des commandes du Pentagone, est directement liée à la contraction antérieure du budget américain de la défense.

Ce plan de réduction des effectifs, qui se fera surtout par des départs volontaires et en retraite, sera le second en deux ans. Pratt and Whitney avait en effet déjà supprimé 2 650 emplois en 1988 et 1989 pour alléger les charges de l'entreprise et améliorer sa compétitivité. - (AFP)

## TRANSPORTS

Nommant une mission d'étude

M. Delebarre veut  
modifier le tracé  
du TGV-Méditerranée

M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, après avoir pris connaissance du rapport d'étape de la SNCF sur le projet de tracé du TGV-Méditerranée, a décidé d'écarter certains tracés à l'étude et a nommé une mission chargée de « faire toutes les suggestions utiles pour la bonne insertion de la ligne nouvelle et notamment de proposer le tracé le plus favorable là où les options subsistent ».

Le responsable de cette mission, M. Max Querrien, conseiller d'Etat et ancien directeur de l'architecture, devra remettre un premier rapport sur la prolongation du TGV Sud-Est vers Marseille et la Côte d'Azur en octobre, après une concertation et un dialogue aussi larges que possible avec tous les milieux intéressés. Fin novembre, il devra remettre un second rapport sur le prolongement du TGV Sud-Est vers Montpellier et la frontière espagnole.

Cette mission d'experts devra « faire de nouvelles propositions, améliorant ou combinant les deux tracés afin d'en diminuer les inconvénients », a précisé le ministre.

De Valence à Montélimar, « la variante empruntant la vallée du Rhône, qui traversait des zones fortement urbanisées, ne pouvait être retenue, de même que celle se détachant du tracé est à Chabeuil ». Entre Montélimar et Orange, le tracé est, qui avait été initialement étudié par la SNCF, a été également écarté « en raison des conséquences qu'il comportait pour l'environnement, tant dans la Drôme que, plus au sud, dans la Vaucluse », a déclaré M. Delebarre à l'AFP.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 3 août 1990 :

## UN DÉCRET

- N° 90-680 du 1<sup>er</sup> août 1990 relatif au statut particulier des professeurs des écoles.

## UN ARRÊTÉ

- Du 11 juillet 1990 portant interdiction de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs la revue intitulée *Sexy-Mag*, éditée par la société Edi. Presse.

هكذا من الجمل



## COMMUNICATION

La grogne des acteurs francophones

### Silence, on tourne... en anglais

La multiplication des tournages en anglais sur le territoire national ravive les polémiques. Les artistes français s'en inquiètent et ont manifesté il y a peu devant le ministère de la culture à Paris, pour la défense de la langue française.

« Il n'y a pas de quoi s'alarmer. Tourner en anglais n'est qu'une mode dont on reviendra pour retrouver le charme des œuvres du terroir, bien françaises », se justifie la responsable d'une agence de casting qui recrute actuellement des acteurs pour le tournage en anglais de *Warburg*, film adapté d'un roman de Jacques Attali.

Attendre que mode se passe ? Les comédiens français ont sans doute plus à gagner à se mettre sérieusement à l'anglais s'ils veulent continuer de tourner. Plus qu'une mode en effet, ce choix de la langue du tournage influe directement sur les possibilités d'exportation des programmes audiovisuels. Tous les producteurs savent que les œuvres tournées en français n'ont guère de chance d'accéder au marché international, notamment anglo-saxon. L'économie a des lois que la culture ne connaît pas...

#### Une Indienne dans sa réserve

Des comédiens s'en accommodent et considèrent même que jouer dans une langue autre que leur langue maternelle constitue un excellent exercice. C'est le cas d'Alain Delon, qui déclare *« adorer tourner en anglais »*. Ne vient-il pas de jouer aux côtés de Jean Martin et Robin Remucchi dans le feuilleton *la Dame de Berlin*, adapté d'un roman de Frank et Vautrin, produit par TF1 avec des partenaires européens ? Que ces acteurs s'expriment plus ou moins bien en anglais n'est pas choquant dans ce cas puisqu'ils interprètent le rôle de « Français à l'étranger ».

Mais l'artifice n'est pas toujours au rendez-vous. Ainsi, dans *Sauf votre respect*, un film français produit par Sergio Gobbi, l'action se

déroule dans le Midi de la France. Lorsque l'acteur britannique David Carradine demande un renseignement – en anglais – à une vieille femme dans l'arrière-pays niçois, on entend celle-ci donner la réponse en français avec l'accent méridional. « C'est l'indigène de service, telle une Indienne dans sa réserve prononçant le « hugh » traditionnel », s'insurge Serge Vincent, acteur et secrétaire général du SLA (Syndicat indépendant des artistes interprètes). Révolté par ce genre d'incorrections, il va jusqu'à revendiquer la cessation de toute coproduction avec les États-Unis.

Le 12 juillet dernier, son syndicat a manifesté avec le SNLA-FO (Syndicat national libre des artistes-Forces ouvrières) pour exiger la fin de semblables absurdités. Ils n'ont pas obtenu satisfaction, le ministre de la culture, M. Jack Lang, s'étant contenté de déclarer que « la défense de la langue française relevait plus d'une action des artistes français que de celle du gouvernement ».

Afin de limiter les débordements de ce genre, le CNC (Centre national de la cinématographie) envisage de mettre en place, en septembre 1991, une réglementation plus stricte pour le cinéma. Celle-ci prévoit une réduction de 20 à 80 % sur les subventions versées par le compte de soutien aux longs métrages tournés en anglais et produits par la France ou par ses partenaires européens. La « nationalité » française ne serait plus accordée qu'aux films tournés en français, quitte à réviser les actuels quotas de diffusion imposés aux chaînes de télévision. Pour la fiction purement télévisuelle (téléfilms, séries, feuilletons...), les règles seraient moins précises : le CNC se contenterait d'exiger une double version anglais-français. Un projet coûteux pour les producteurs et qui n'éviterait pas aux acteurs de pratiquer la langue anglaise...

Pour l'heure, on exige l'anglais courant sur des tournages peu courants... Il ne reste plus aux acteurs qu'à revenir sur les bancs de l'école. Faute de quoi, ils devront se satisfaire des tournages de « sitcoms » franco-français.

Nouvelle procédure de référé contre un journal

### Le plus jeune maire de France porte plainte contre un hebdomadaire d'Havas

Le fils du président de la République, M. Jean-Christophe Mitterrand, et M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'action humanitaire, en faisant condamner par référés l'*« Evénement du jeudi »* puis *« France-Soir »* et le *« Parisien »* (le Monde du 27 juillet), semblent faire des émules.

C'est ainsi que M. Philippe Schmit, maire socialiste de Longjumeau (Essonne), a traîné l'hebdomadaire régional *« Le Républicain de l'Essonne »* devant le tribunal des référés d'Evry. Celui-ci a rendu, mercredi 1<sup>er</sup> août, une ordonnance selon laquelle il estime que l'hebdomadaire appartenant au groupe Havas a « porté atteinte à l'honneur et à la considération » du premier magistrat de la ville et l'a « injurié ». Il a cependant débouté M. Schmit de sa demande de 30 000 francs de dommages et intérêts et réduit la longueur de la publication judiciaire qu'il exigeait dans le journal.

Dans un « billet d'humeur » paru dans son édition du 26 juillet, le *« Républicain »* avait critiqué la conception de la liberté de la presse du plus jeune maire de France (vingt-sept ans) rapporté les noms d'oiseau dont des socialistes l'avaient affublé. Ce billet survint juste après que le maire de Longjumeau, membre du courant la Nouvelle École socialiste (NES, animée par Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon), eut adressé une lettre à 195 autres édiles du départe-

ment dans laquelle il indiquait « qu'il arrive qu'un journal local se transforme en véritable instrument de propagande » et qu'il fallait « faire poids sur la direction » du *« Républicain »*, pour « qu'il s'ouvre au pluralisme ».

Le jeune maire estimait alors avoir pas bénéficié de la part de l'hebdomadaire, diffusé à 35 500 exemplaires dans l'Essonne et le Val-de-Marne, de l'objectivité souhaitable dans le compte-rendu d'un référendum local. Dans une autre lettre, M. Schmit avait aussi mis en cause l'entretien du barrière Pierre-André Wiltzer programmé par la télévision câblée Télésonne, et avait déploré à cette occasion « qu'un nouvel organe de communication devienne l'outil des droites dans l'Essonne, alors même qu'ils ont déjà le monopole de l'information écrite dans le département ».

Le jeune maire de Longjumeau, tout en admettant que le choix d'aller devant le tribunal des référés « est gênant pour la presse », estime que « les us et coutumes du journalisme ne sont pas respectés par le *« Républicain »*, qui fait preuve d'une certaine dérive ». Les journalistes et la direction de l'hebdomadaire récusent ces accusations. « Philippe Schmit n'aurait pas porté plainte si c'était le Canard enchaîné qui avait écrit ce que nous avons publié », font-ils remarquer.

Y. M. L.

Les rédactions du groupe Prisma-Presse protestent contre la mise à pied d'un journaliste délégué du personnel. La majorité des journalistes des magazines du groupe Prisma-Presse, a signé une pétition dans laquelle ils font part de leur « indignation devant le procédé utilisé pour licencier » un journaliste, délégué du personnel. Celui-ci n'avait pas caché son souhait de quitter l'hebdomadaire *« Ici »* et a demandé l'application de la clause de conscience, en raison de la nouvelle orientation du magazine (*le Monde* du 22 - 23 juillet). La direction a engagé contre elle une procédure de licenciement pour « faute grave » et l'accuse d'avoir falsifié des notes de frais. Le Syndicat national des journalistes indique que ces notes (350

francs en un an...) concernent un simple regroupement de frais. L'inspection du travail a été saisie.

Young and Rubicam se renforce en Espagne. — L'agence Young and Rubicam-Espagne, neuvième agence publicitaire de la péninsule ibérique, vient d'acheter Vinizius, l'une des agences de publicité les plus créatives de Barcelone, ce qui lui va lui permettre de renforcer la position du groupe en Espagne. La croissance de Young and Rubicam-Espagne a été de 70 % en 1989 par rapport à l'année précédente. Le groupe publicitaire américain Young and Rubicam, l'un des plus importants au monde, est implanté dans quarante-sept pays, dont la Hongrie et l'URSS.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie

« Le Monde »

12, rue M-Grimberg

94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37 347

ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms

et Index du Monde au (1) 42-22-20-20.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ

André Fontaine, président  
François Hugues, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Micheline Orléans,  
directrice du développement

5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDIPUB 206 136 F  
1989dx 45-55-04-10 - Société filiale  
du journal *le Monde* et *République* SA.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,

sous réserve de l'administration

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN Accompagné de

vos renseignements à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 40-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Plus de prix, de crédits, de reprises.

# Le mois en plus chez Renault.

## Tout le monde en parle.

Crédit au TEG de 10,6 % sur 12 mois avec un apport minimum de 20 % sur tous les VP neufs. Exemple : pour un montant financé de 10 000 F soit 12 échéances de 881,95 F. Coût total à crédit 10 583,40 F. Crédit au TEG de 12,9 % sur 24 mois, 14,6 %

**CREDIT 10,6 % SUR 12 MOIS**

sur 36 mois, 15,6 % sur 48 mois sur les véhicules neufs. Offre valable jusqu'au 31/08/90. Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac SA au capital de F 321 490 700 27/33 Quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702.002 221.

Pour tout achat d'un véhicule marqué d'un point bleu, Renault reprend votre véhicule Argus+ 5000 F, si vous le possédez depuis au moins six mois, aux conditions générales Argus, diminuées des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Cette offre, valable jusqu'au 31/08/90, est réservée aux particuliers et concerne les véhicules neufs. ET TOUTE UNE GAMME DE FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS

**ARGUS +5000 F**

En août chez tous les concessionnaires



## MARCHÉS FINANCIERS

Numéro un européen de son secteur

## Allianz achète le quinzième assureur américain

Le groupe allemand Allianz, numéro un européen de l'assurance, fait un pas décisif vers l'Amérique : il a racheté le quinzième assureur américain, Fireman's Fund Insurance (FFI), filiale du groupe Fund American Co, pour 3,3 milliards de dollars (environ 16 milliards de francs). FFI gère des fonds d'un volume de 7,7 milliards de dollars. Cette compagnie américaine, spécialisée dans les risques logements, emploie dix mille cinq cents personnes sur tout le territoire des États-Unis. Cette opération d'envoie

confirme la stratégie expansionniste du groupe Allianz, qui possède déjà Allianz of America, une filiale aux États-Unis.

Ce géant européen, qui devient par cette opération le premier assureur étranger aux États-Unis, est aussi présent dans trente-cinq pays. Le groupe bavarois détient entre autres le contrôle de RAS, un assureur privé italien (10 % du marché) et Cornhill en Grande-Bretagne. En France, Allianz contrôle les assurances de la Compagnie de navigation mixte (Rhin-et-Meuse).

## Cerus vend 1 % de la SGB à la Deutsche Bank

La Deutsche Bank, la première banque européenne, a annoncé, dans un communiqué publié vendredi 3 août, qu'elle avait acheté à Cerus BV, l'une des sociétés du groupe de M. Carlo De Benedetti, 1 % du capital de la Société générale de Belgique, soit 640 396 parts de réserve ordinaires.

Depuis la bataille qui avait opposé, en 1988, Cerus et Suez autour du capital de la Générale de Belgique, M. De Benedetti détient 15,4 % des actions de la SGB. « L'opération » avait fait connaître son intention de vendre sa participation. Cette vente de 1 % du capital - à un prix non révélé mais légèrement supérieur au cours de Bourse - à la filiale belge de la Deutsche Bank, la DB Belgium Finance SA, apparaît comme une première étape du processus de sortie de Cerus de la SGB. M. Davignon, l'un des dirigeants de la Générale de Belgique, avait confirmé, il y a quelques jours, l'intention de M. De Benedetti de se retirer du groupe « avant la fin de cette année ».

## Licenciement de 4 000 salariés à la Midland Bank

La Midland Bank, quatrième banque de dépôts britannique, a annoncé jeudi 2 août un plan de restructuration comprenant la suppression de 4 000 emplois (1 000 dès cette année et 3 000 en 1991). Cette décision intervient après l'annonce du faible bénéfice imposable (36 millions de livres) enregistré au premier semestre, mais est aussi liée aux 531 millions de pertes de livres pour la même période de 1989.

Ce résultat nettement inférieur aux prévisions s'explique en grande partie par le triplement des provisions (334 millions de livres contre 90 millions au premier semestre 1989) pour prêts non performants et par le gonflement des prêts défectueux à l'intérieur même du Royaume-Uni.

La mauvaise santé de la Midland contraindrait celle-ci à ne prendre qu'une part minoritaire dans le cadre de sa fusion, actuellement en négociation, avec la Hongkong et Shanghai Bank, estimant les spécialistes.

## NEW-YORK, 3 août ↓

## Recul sensible

Baisse sensible, mais pas de panique jeudi à Wall Street après l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes. Après l'ouverture, le mouvement de baisse progressivement s'accroît au cours de la journée. L'indice Dow Jones des industriels, à partir du cours de séance jusqu'à 66 points. Mais sur des rachats, l'écart s'allie en partie se combler et à la clôture, le thermomètre du marché s'établit à 2 864,50 en repli de 34,65 points (-1,2 %). Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur les 311 valeurs traitées, 1 201 ont baissé, 458 ont monté et 352 n'ont pas varié.

Quelques heures avant l'ouverture de la grande bourse new-yorkaise, les spéculateurs internationaux avaient senti le pire. Beaucoup d'entre eux avaient dû s'attendre à un mini krach. Le marché américain a donc conservé son sang froid. Le phénomène est d'autant plus manifeste que les cours d'affaires ont singulièrement augmenté avec 253,08 millions de dollars échangés contre 176,80 millions la veille. C'est le plus important volume de transactions enregistré depuis près de dix mois.

En fait, le seul vrai inquiétude fut qu'une hausse durable des prix des pétroles ne favorise une reprise de l'inflation aux États-Unis. Comme sur les autres places, les valeurs pétrolières ont tenu le haut du pavé. Les arrières également ont été recherchés. Dans l'immédiat, autour du Big Board les investisseurs ont été rassurés par le fait que des taux d'intérêt où, bien sûr des tensions ont été enregistrées.

VALEURS	Cours de 1 <sup>er</sup> août	Cours de 2 <sup>nd</sup> août
Alcoa	87 3/4	87 3/4
AT&T	28 3/4	28 3/4
Boeing	53 1/2	53 1/2
Chemical Bank	18 7/8	18 7/8
Du Pont de Nemours	41 1/2	41 1/4
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	114 1/4	114 1/4
Intel	49 1/2	49 1/2
Johnson & Johnson	45 1/4	45 1/4
McDonald's	28 3/8	28 3/8
Merck	109 7/8	109 7/8
ITT	58 5/8	58 5/8
Modi Oil	65 3/8	65 3/8
Rockwell	75 1/2	75 1/2
Schlumberger	68 1/2	68 1/2
Texas	34	34
WAL Mart Stores	70 1/2	70 1/2
United States	18 1/2	18 1/2
USX	34 1/8	34 1/8
Wendover	34 1/2	34 1/2
Xerox Corp.	47	46 5/8

## PARIS, 3 août ↓

## La baisse se ralentit

L'émotion causée par l'agression irakienne contre le Koweït était encore vive vendredi à la Bourse de Paris. Cependant, le mouvement de baisse, encore très sensible dans la matinée (-1,20 %), a tendu à se ralentir un peu en début d'après-midi. L'indice CAC 40, qui avait un court instant réussi à réduire son écart à 0,63 %, n'enregistrait plus qu'un retard de 0,90 %. Plus tard dans la journée, il revint à environ 1 % en dessous de son niveau précédent.

Quel qu'il en soit, le bilan de la semaine est assez satisfaisant avec un repli moyen des cours de 3,3 %, ce qui, en l'espace de quinze jours, porte la baisse des valeurs françaises à 8,5 %.

Quel que soit le score du marché à la veille du week-end, les investisseurs ne négligent pas l'air un peu rassurant par la relative résistance de Wall Street. La décision prise par de nombreux pays, à commencer par la France et l'Allemagne fédérale, de geler les avoirs koweïtiens pour éliminer une main mise de Bagdad a contribué également à détendre un peu l'atmosphère. Reste que le manque d'expansion et d'inflation nationale dans la zone de la monnaie commune a conduit à rajuster une fois encore leurs positions, qu'ils se recherchent ensuite si le danger venait à s'aggraver. Preuve que la crise n'est pas un jeu sous les colonnes : ni les valeurs pétrolières ni les valeurs d'armement, qui la veille étaient en pointe, n'ont cette fois bougé. En outre, l'activité du marché s'est ralentie. Il est à noter que la veille, le volume d'affaires sur le R (réglement mensuel) avait atteint 15 milliards de francs, contre 12 milliards la veille.

Une défaillance des services techniques de la Bourse de Paris nous met dans l'impossibilité de publier les cours de l'après-midi en début de semaine. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

## TOKYO, 3 août ↓

## Forte baisse

Première à dégrader jeudi à l'ouverture du Koweït par l'armée de Tokyo a encore baissé vendredi dans un marché très nerveux, cherchant à évaluer les conséquences de ce développement. L'économie japonaise, l'indice Nikkei, a perdu 2,41 %, finissant sous la barre des 30 000 points pour la première fois depuis trois mois, à 29 515,76, après avoir coté 32 724,20 points.

Le volume des échanges atteignant à nouveau 220 millions de titres, vendredi matin, contre 180 millions jeudi en fin de semaine et 400 millions sur l'ensemble de la journée.

Les boursiers sont préoccupés à court terme par une hausse des cours du pétrole qui ne manquerait pas de ralentir l'inflation au Japon et de pousser les taux d'intérêt vers le haut. De plus, les banques japonaises seraient prêtes, selon un quart de point leur taux de base.

British Aerospace s'est aussi amélioré après l'annonce de la vente, en début de semaine, de dix avions de chasse au sultanat d'Oman.

En revanche, les titres du secteur bancaire se sont redressés. Les résultats très décevants de la Midland Bank ont fortement pesé sur les cours de l'établissement bancaire. Même la Lloyd's, jusqu'à présent épargnée, a subi des tensions à la hausse de son bénéfice par action de courtage Kleinwort Benson, s'est nettement dépréciée. Notons, en outre, la baisse des magasins, des chimiques, des alimentaires et des valeurs industrielles.

## FAITS ET RÉSULTATS

AKZO : 18,3 % de bénéfices nets, en léger rétrograde par rapport au premier trimestre.

Les termes de résultats, à faire mieux que ses grands concurrents internationaux. Pour le premier trimestre son bénéfice net a chuté de 18,3 % à 407 millions de francs, pour un chiffre d'affaires en baisse de 4 % à 8,9 milliards de francs. Après un premier trimestre relativement bon, le suivant a franchement décliné avec une baisse de 24 % des profits et de 10 % des ventes. Selon la direction du groupe, le mal vient surtout de la division chimique dont les résultats ont diminué de moitié au cours du deuxième trimestre (81 millions de francs contre 175 millions). Sans s'engager sur des chiffres, elle prévoit pour l'exercice entier, et malgré une amélioration probable pour le second semestre, des résultats inférieurs à ceux de 1989.

La COB donne son agrément à 116 sociétés de gestion de portefeuille. La Commission des opérations de Bourse (COB) vient de donner son agrément à 116 sociétés de gestion de portefeuille. 61 sociétés de gestion ont obtenu un agrément général, les sociétés étant autorisées à exercer leurs activités sur tous les marchés, d'actions, d'obligations à terme et conditionnelles (Monop, Matif, etc.). 5 sociétés ont obtenu un agrément limité à la gestion de comptes investis en OPCVM. Enfin 50 sociétés ont obtenu un agrément limité aux opérations sur les marchés de valeurs mobilières. Elles ne sont donc pas autorisées à opérer sur les marchés à terme et conditionnels. La COB, qui a reçu depuis la loi du 2 août 1989 réglementant l'activité des remisiers et gestionnaires de portefeuille environ

200 dossiers, devrait prochainement donner son agrément à 20 autres sociétés de gestion.

Reprise de la cotation de Pathé-Cinéma. La cotation de Pathé-Cinéma reprendra le lundi 6 août sur le marché officiel au comptant de la Bourse de Paris. Pour le compte de Chargeurs, la banque Rothschild et Cie s'est engagée de 6 au 27 août à se porter acquiescent en Bourse, au prix unitaire de 1 112 francs, des actions Pathé-Cinéma qui seraient présentées à la vente. Le groupe de Jérôme Seydoux SA a acquis le 1<sup>er</sup> août 52,36 % du capital de Pathé (539 547 actions) auprès du groupe Rivaud au prix unitaire de 958 francs par action. Le groupe de Jérôme Seydoux SA a acquis le 1<sup>er</sup> août 52,36 % du capital de Pathé (539 547 actions) auprès du groupe Rivaud au prix unitaire de 958 francs par action. Le groupe de Jérôme Seydoux SA a acquis le 1<sup>er</sup> août 52,36 % du capital de Pathé (539 547 actions) auprès du groupe Rivaud au prix unitaire de 958 francs par action.

McDonald's s'installe en RDA. McDonald's, leader de la restauration rapide, a annoncé l'ouverture en décembre 1990 de son premier établissement en Allemagne de l'Est. A Plauen, dans le sud, McDonald's compte ouvrir en 1991 une dizaine de restaurants dans les grandes villes de l'ancienne RDA, notamment à Berlin-Est, Leipzig, Dresde, Halle et Schwerin, en franchise, comme 60 % des McDo de RFA. Avec 325 restaurants et un chiffre d'affaires de 1 milliard de deutschemarks (environ 3,35 milliards de francs) en 1989, McDonald's est la première firme de restauration de l'Allemagne. RFA : celle-ci constitue le troisième marché du groupe. Celui-ci a ouvert un restaurant en URSS, deux en Yougoslavie, deux en Hongrie, où quatre autres sont en projet.

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amst. Assocs.	428	428 80	IN	288	288
Ayrol	105	105	LP&M	135	135
BAC	214	214	Loc. invest.	328	328
Bp Termat	178 50	178 50	Locat.	121	121
CLIC	340	340	Mars Com.	174	174 80
Compt. (Ly)	335	335 50	M&M M&M	205	205
Dalmeida	282	282	Miles	225	225
Cléber de Lyon	3428	3428	Nord-P&M	1172	1172
CAJ de Fr. (C.C.)	1237	1237	Orléans Logist.	580	580
CLIC	340	340	Or. Ges. Fr.	915	915
Carif	382	382	Passport	84 50	84 50
CEE	375	375	Présence Amer.	550	550
CECEP	275	275	Publ. P&M	604	604
CFP	275	275	Rail	680	680
Daval	710	710	Phone-Alp. Est (Ly)	320	320
CNIM	1184	1180	St-H. Mangon	252	252
Codisat	287	287	S.C.G.P.M.	832	832
Comeng	350 10	350	Sigco	317	317
Confiance	1113	1113	Solent Invest (Ly)	108	108
Coval	373	370	Solco	520	520
Dals	210 50	210	S.M.T. Group	213 20	213
Daphin	700	700	Sopra	212	210
Demachy Worme Co	575	575	Sopra	195	195
Dessange et Cie	283 50	283	Thomson H. Ly	282	282
Daval	1133	1120	Unilog	195 10	192
Devil	470	470	Union Fin. de Fr.	475	470
Dolco	170	170	Val et Cie	185	170 50
Edison Belland	280	280	Y. St-Laurent Group	1040	1030
Eyrolles	15 15	14 35			
Europ. Propriété	408 20	408 20			
Euromat	138	138			
Euromat	885	885			
GF (Impression)	448	458			
Griffon	263 10	263			
Guarant	1145	1159			
LCC	258	258			
ENX	345 50	345 50			
Idagrow	153 10	153 10			
IAS	1247	1215			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 2 août 1990

Nombre de contrats : 39 347

VALEURS	PRIX exercice	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Bouygues	640	25	49	25	49
CE	600	25	49	25	49
EDF-Agip	720	25	49	25	49
Euromat SA-PLC	50	4,50	7,45	2	3
Euro Disneyland SC	110	-	-	-	14
Havas	600	-	-	-	20
Lafarge-Coppée	480	8	21	42	44
Michelin	1113	2,80	5,60	2,50	12
Midl	3 100	-	-	-	-
Paribas	600	23	-	12	-
Permot-Ricard	1 250	-	-	118	-
Peugeot SA	720	8	26	63	70
Rhône-Poulenc CI	440	15	30	20	37
Saint-Gobain	520	15	30	20	36
Source Parier	1 500	37	-	58	-
Société générale	520	16,10	35	22	-
Stet Financière	440	4	12	43	-
Thomson-CSF	108	13,90	16,50	1,30	4

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 août 1990

Nombre de contrats : 118 468

COURS	ÉCHÉANCES	Sept. 90	Déc. 90	Mars 91
Dernier		181,96	182,08	182
Précédent		182,96	183,10	183,82

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Sept. 90	Déc. 90
102	0,64	1,34
	0,60	1,22

## INDICES

## CHANGES

## Dollar : 5,3365 F ↓

Après avoir très vivement progressé, jeudi, suite à l'annonce de l'invasion du Koweït par l'Irak, le dollar a entamé un mouvement de repli et s'échangeait, vendredi 3 août à Paris, à 5,3365 francs contre 5,4270 francs jeudi à la cotation officielle. La publication, dans l'après-midi, des statistiques américaines du chômage en juillet pourrait modifier la tendance.

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

1<sup>er</sup> août 2 août

Valeurs françaises : 94,10 92,30

Valeurs étrangères : 93,70 94,20

(SBF, base 100 : 31-12-89)

Indice général CAC 525,88 525,11

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1 960,07 1 918,45

NEW-YORK (indice Dow Jones)

1<sup>er</sup> août 2 août

Industrielles : 2 899,26 2 844,60

LONDRES (indice Financial Times)

1<sup>er</sup> août 2 août

Industrielles : 1 852,80 1 811,40

Mines d'or : 187,30 200,20

Fonds d'Etat : 79,84 79,54

TOKYO

2 août 3 août

Nikkei Dow Jones : 29 515,76 29 515,76

Indice général : 2 215,40 2 174,67

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

1<sup>er</sup> août 2 août

S.E.U. : 5,3400 5,3420

S. can. : 4,6354 4,6412

Yen (100) : 3,5733 3,5764

DM : 3,2501 3,2534

P. (100) : 16,2855 16,3015

F.S. : 3,3352 3,3395

L. (1000) : 5,8790 5,8880

S.E.U. : 7 1516 8 316

Yen : 7 14 8 316

DM : 8 316 8 316

P. (100) : 8 316 8 316

F.S. : 8 316 8 316

L. (1000) : 8 316 8 316

S.E.U. : 8 316 8 316

Yen : 8 316 8 316

DM : 8 316 8 316

P. (100) : 8 316 8 316

F.S. : 8 316 8 316

L. (1000) : 8 316 8 316



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 3 AOÛT

[illegible]**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - # : marché contre



## Les conséquences de l'invasion du Koweït par l'Irak

## Incertitude sur les marchés pétroliers et financiers

Après avoir très vivement réagi, jeudi 2 août à l'annonce de l'invasion du Koweït par l'Irak, les marchés financiers et pétroliers retrouvaient un peu de calme vendredi 3 au matin, à l'exception de la place de Tokyo (lire page 20).

Sur les marchés pétroliers, la hausse des cours du brut se pour-

LIBAN : sept morts dans un attentat près de Tyr. - Un attentat a fait sept morts et plus de 100 blessés, jeudi soir 2 août, devant une permanence de la milice chiite Amal près de Tyr (sud du Liban). Une charge de faible puissance a d'abord explosé puis, un attroupement s'étant formé sur les lieux de l'attentat, une deuxième charge, beaucoup plus forte et placée dans une voiture, a fait explosion. Le mouvement Amal (pro-syrien) est en conflit ouvert avec une autre milice chiite, pro-iranienne, le Hezbollah. - (Reuters).

suivait dans une atmosphère moins frénétique que la veille, l'incertitude l'emportant sur la panique. A Londres, vendredi matin, le Brent de mer du Nord cotait 23,30 dollars par baril, en repli par rapport aux cours extrêmes (23,75) atteints jeudi et en début de journée vendredi à Tokyo, mais en hausse de 2 dollars par rapport aux niveaux observés avant le conflit.

Le dollar, qui avait gagné près de 10 centimes à Paris, à 5,4270 francs jeudi à la cotation officielle, reflétait à 5,3365 francs. Les opérateurs ont réagi à des rumeurs selon lesquelles l'Irak serait prêt à se retirer du Koweït en échange d'un dédommagement financier. Autre valeur refuge en période de conflits internationaux, l'or s'est nettement raffermi, avant de céder un peu de terrain. L'once d'or cédait à 378,75 dollars à Londres jeudi soir, gagnant 5 dollars en une séance, et cotait 375,80 dollars vendredi.

Marian Munteanu, président de la Ligue des étudiants roumains, a été libéré jeudi 2 août du pénitencier de Jilava où il était détenu depuis le 18 juin. Le procureur général de Roumanie a indiqué dans un communiqué que « les conditions qui avaient entraîné sa détention préventive ne subsistent plus car il n'y a aucune raison pour estimer que la mise en liberté de l'inculpé pourrait mettre en danger l'ordre public ».

Marian Munteanu est arrivé dans les locaux de la Ligue à la nuit tombée, vêtu d'un t-shirt blanc et d'une croix en bois autour du cou, déclarant qu'il « ne pouvait pas dire qu'il était libre puisque sa situation n'est pas encore clarifiée ». Grièvement blessé lors de l'intervention des mineurs à Bucarest le 14 juin, il avait été arrêté à l'hôpital des urgences quatre jours plus tard et inculpé d'« instigation à la violence » et de « destruction de biens publics ». Selon les autorités roumaines, 184 personnes sont toujours détenues à la suite de ces événements qui avaient fait 6 morts et 502 blessés.

La mise en liberté de M. Munteanu intervient au lendemain d'un appel du président Iliescu au gouvernement et au parlement pour qu'ils « calment le climat politique du pays ». Le maintien en détention de l'étudiant avait en effet entraîné de nombreuses manifestations à Bucarest et en province, ainsi que de multiples protestations à l'étranger (le Monde du 1<sup>er</sup> août).

Marian Munteanu, vingt-huit ans, étudiant en littérature roumaine, avait été l'un des fondateurs, au lendemain de la chute de Ceausescu, de la Ligue des étudiants, une des premières associations à occuper la place de l'université dans le centre de Bucarest, devenue le symbole de la contestation roumaine. - (AFP).

## ROUMANIE

## Le dirigeant étudiant Marian Munteanu a été libéré

## CARTES POSTALES

## La caravane des Mariolas

Les Mariolas sont arrivés sur une roue. A la caravane, il manquait un bouton. Ils se sont installés au croisement de la route d'Anduze et d'un terrain caillouteux. Ils n'ont pas monté de chapiteau, seulement un portique et des treteaux.

Les Mariolas ont sorti le cage aux fauves. Elle contenait trois chats. Le camion a pris feu, il a fallu aller chercher des seaux. La troupe a défilé quinze chaises et trois planches qu'on aurait prises pour des gradins. Les spectateurs ont préféré, pour beaucoup, rester debout à ressembler.

Le Monsieur Loyal des Mariolas avait une allure d'imprésario. Il a dit bonsoir en anglais et prévenu que les artistes ne reviendraient pas de toute la saison. Miss Paola s'est raidie au pied des gradins avec sa sébile. Elle avait cousu quelques franges de western sur sa robe rouge. Les retardataires lui ont glissé vingt francs.

Mastriani le jongleur est entré en piste avec trois balles de tennis anciennement jaunes. Au temps où les cirques enfilmaient encore des lions dans la cage aux chats, Mastriani faisait le clown sur un tréteau avec un pantalon trop grand. Sans chapiteau, Mastriani se demande à quel service de grimper si haut sinon à risque de tomber. Lorsqu'une balle a échappé au jongleur, l'imprésario a fait remarquer en italien qu'il faisait chaud.

Miss Milène avait une jupe d'institutrice. Elle a présenté Dolce et Juliette, les petits chiens comédiens qui sautaient tout faire sauf tenir en place et qui se sont enfuis en courant.

dés qu'ils ont aperçu le toboggan. Sur la table de camping Miss Milène a donc tenté de faire valser Miss Kelly, une chèvre de six mois que le vie d'artiste n'intéressait pas.

Mastriani l'équilibriste est venu réaliser un équilibre sur vieille chaise jaune. Puis un « équilibre sur cubes ». Et enfin « un équilibre avec descente de cubes » et vol d'accessoires par Mastriani Junior sans lâcher sa tétine. Avant une dernière petite quête, Miss Paola a enfin demi-sourit, un lasso dans chaque main, et les resquilleurs, apercevant un demi-genou, ont promis de s'amender.

L'imprésario a annoncé le clou du spectacle et l'institutrice est réapparue avec deux gros chats funambules. Bianca s'est longuement concentrée. Rocky s'est fait les griffes sur les nouilles puis s'est jeté dans une « triple traversée sur corde souple » qui lui a valu des applaudissements bien au-delà des gradins.

C'était déjà fini. Les Mariolas ont demandé à l'assistance de partir sans emporter les chaises. Ils ont éteint le projecteur troué et se sont mis en quête d'un public pour demain. Les campings voisins se contentant de la ménagerie des estivants, les Mariolas sont repartis sur trois roues voir en Ardèche si on y accueillera pas mieux leur beau cirque à vingt francs.

De Saint-Jean-du-Gard (Gard)  
CORINE LESNES

## L'ESSENTIEL

## ÉTRANGER

L'invasion du Koweït par l'Irak..... 3 à 6

## POLITIQUE

M. Bernard Tapie, député  
Dix-huit mois après son élection, l'homme d'affaires est diversement apprécié..... 7  
Forêt rhénane  
M. Nallet propose le classement de 6 000 hectares..... 7

## SOCIÉTÉ

Mission spatiale franco-soviétique  
Michel Tognini devrait être le troisième spationaute français..... 9  
Équitation  
La France, championne du monde du saut d'obstacles..... 9

## CULTURE

Raymond Loewy à Beaubourg  
Un hommage hétéroclite au designer de génie..... 10  
Golgotha à Fontfroide  
L'œuvre de Frank Martin ressuscitée..... 10

## SANS VISA

Moscou entre l'Amérique et les Roumains et la table d'Escales de Jeux  
pages 11 à 13

## ÉCONOMIE

Le tourisme en Autriche  
Records d'affluence après plusieurs années de stagnation... 17  
Bibliographie  
Bilancourt, l'autopsie d'un symbole..... 17  
Transport et tourisme  
La SCETA, filiale de la SNCF, cherche des partenaires financiers..... 18

## COMMUNICATION

Tournages en anglais  
La grogne des acteurs francophones..... 19

## Services

Abonnements..... 19  
Carnet..... 15  
Loto..... 20-21  
Marchés financiers..... 15  
Météorologie..... 12  
Jeux..... 16  
Radio-Télévision..... 16  
Spectacles..... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Le Monde » daté 3 août 1990 a été tiré à 532 477 exemplaires.

## TRINITÉ-ET-TOBAGO : après l'échec de la tentative de coup d'État

## Les rebelles musulmans seront jugés pour « trahison »

## PORT-OF-SPAIN

Trois cent cinquante soldats des îles voisines du CARICOM - le Marché commun des Caraïbes - étaient attendus vendredi 3 août à Trinité-et-Tobago, où la situation reste tendue en dépit de la reddition du commando musulman qui s'était emparé du premier ministre, M. Arthur Ray Robinson, et de quarante-cinq autres otages, la semaine dernière. Au cours d'une conférence de presse, jeudi, le porte-parole du gouvernement, M. Gregory Shaw, a précisé que le bilan de la tentative de coup d'État s'élevait à « une trentaine de morts ».

Les rebelles musulmans membres de l'organisation radicale Jamaat Al Muslimeen, sous les verrous depuis mercredi, seront traduits devant les tribunaux. La loi trinitadienne prévoit la peine capitale par pendaison pour les chefs d'accusation - meurtre, enlèvement et surtout « trahison » - qui seront retenus contre eux. Le couvre-feu est toujours en vigueur de 18 heures à 10 heures, et jeudi

encore, la police a dû intervenir pour disperser des bandes de pillards à Port-of-Spain.

Les rues commerçantes du centre-ville sont dévastées. Les boutiques, les supermarchés et les galeries commerciales ont été pillées, parfois incendiées. Deux voitures piégées ont été découvertes à proximité de l'immeuble de la télévision nationale dont s'était emparé Abu Bakr, le leader des rebelles musulmans noirs. Les résidents du quartier ont été évacués, au cas où d'autres bombes seraient abritées par le commando. Port-of-Spain ressemble à une ville fantôme : les banques, les bureaux et les administrations sont fermés jusqu'à nouvel ordre. L'après-midi, lors de la levée du couvre-feu, la population sort timidement à la recherche d'aliments ou d'essence, tandis que des véhicules chargés de militaires nerveux sillonnent les rues de la capitale.

JEAN-MICHEL CAROIT

## ÉTATS-UNIS

## Le président Bush annonce une réduction de 25 % des forces américaines d'ici à 1995

Dans un discours centré sur la nouvelle stratégie globale des États-Unis, prononcé jeudi 2 août, devant l'Institut Aspen de recherches économiques, scientifiques et politiques, à Aspen (Colorado), le président George Bush a annoncé une réduction de 25 % des forces américaines d'ici à 1995. Soulignant que les modifications des rapports Est-Ouest « ont transformé l'environnement de sécurité » des États-Unis, le président américain a ajouté : « Dans un monde au sein duquel la taille de nos forces sera dictée de plus en plus par les contingences régionales et la présence (militaire) en temps de paix,

nous sommes conscients du fait que la taille de nos forces armées peut être plus petite. » Le président américain a cependant insisté en faveur du maintien à un niveau suffisant des forces stratégiques des États-Unis, menacées de coupes budgétaires au Congrès. M. Bush a souligné à ce propos qu'en dépit du rapprochement américano-soviétique, « l'URSS reste une puissance militaire d'envergure mondiale ». « Les États-Unis maintiendront des forces en Europe aussi longtemps que leurs alliés le désireront », a conclu le président américain, tout en précisant que « la taille et l'aspect de ces forces vont changer ». - (AFP).

## EN BREF

RD-REFA : les élections générales pourraient être avancées au 14 octobre. - Le Premier ministre est-allemand, Lothar de Maizière, a annoncé vendredi 3 août, à Berlin, qu'il proposait d'avancer au 14 octobre les élections générales initialement prévues le 2 décembre pour élire le Parlement de l'Allemagne unie. - (AFP).

HONGRIE : M. Göncz élu président de la République. - M. Árpád Göncz, président hongrois par intérim depuis mai dernier, a été élu vendredi 3 août président de la République par le Parlement. Cet écrivain de soixante-huit ans, membre du principal parti d'opposition (l'Alliance des démocrates libres) et seul candidat en lice, a obtenu 295 voix contre 13. - (AFP).

GABON : élections législatives en septembre. - C'est les 9 et 23 septembre qu'auront lieu les élections législatives. Cent vingt députés seront élus au suffrage universel direct et par scrutin uninominal à deux tours. Les candidatures individuelles seront acceptées. Seules les associations politiques qui s'étaient déclarées pendant la conférence nationale du printemps dernier auront le droit de présenter des candidats. - (AFP).

SALVADOR : onze personnes d'une même famille assassinées par des inconnus. - Onze civils, membres d'une même famille, ont été « sauvagement » assassinés, mercredi soir 1<sup>er</sup> août, par des inconnus fortement armés, à Cacotera, dans l'est du Salvador, selon des informations parues jeudi dans la presse salvadorienne. Les cas de violation des droits de l'homme ont récemment augmenté au Salvador, malgré la conclusion le 26 juillet dernier d'un accord dans ce domaine entre le gouvernement et la guérilla d'extrême-gauche. - (AFP).

## URSS

## M. Jean-Marie Le Pen déconseille l'émigration aux Soviétiques

Dans une interview publiée vendredi 3 août par la *Komsomolskaja Pravda*, une première pour la presse soviétique, M. Jean-Marie Le Pen explique pourquoi il ne souhaite pas d'immigrants soviétiques : « Évidemment, dit-il, les Russes sont des Européens et nous avons beaucoup plus de points en commun avec eux qu'avec les immigrants d'Afrique du Nord. Mais à votre place, je n'encouragerais personne à quitter la Russie. On ne peut être bilingue que sur sa terre natale, vous avez besoin de vos cadres, et l'Europe occidentale est arrivée au seuil optimal de sa démographie ».

M. Le Pen se défend d'entretenir des relations avec l'organisation russe Painsit, connue pour ses positions antisémites. Mais il dénonce « quelques organisations juives extrémistes en France qui violent dans notre défense des droits des Français unidirectionnel pour les éléments exogènes ».

Le président du Front national rend un hommage à M. Mikhaïl Gorbatchev « qui change la face de ce siècle et qui, quelle que soit l'issue de ses réformes, continuera à symboliser la libération d'un peuple de ses dogmes ».

o L'ultimatum aux milices repoussé au 1<sup>er</sup> septembre en Arménie. - Le ministre soviétique de l'Intérieur Vadim Bakatine a informé son homologue arménien que le décret du président Gorbatchev sur le désarmement des milices ne serait pas appliqué en Arménie avant le 1<sup>er</sup> septembre, « en raison de la situation explosive » dans cette république, selon un porte-parole du mouvement national arménien, cité le 2 août par l'Agence d'information Novosti.

## LIBÉRIA

## Des pays africains réclament un cessez-le-feu

Les chefs d'État des sept pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) doivent se rencontrer, lundi 6 août, à Banjul en Gambie, pour évaluer la situation au Libéria. M. Abbas Baidy, secrétaire général de cette organisation, a déclaré que « l'important était d'arriver à un cessez-le-feu », ajoutant que « la force de supervision de la CEDEAO traiterait ensuite le cessez-le-feu et le respect ». En visite au Bénin, M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération, a précisé que si l'envoi d'une telle force « peut aider à éviter de faire couler le sang, la France ne peut que soutenir cette initiative et l'approuver ».

A Monrovia, des rebelles dissidents de Prince Johnson, menacés d'être pris à revers par le groupe rival dirigé par Charles Taylor, se sont retirés, jeudi, de positions stratégiques. Ce retrait a permis un redéploiement des forces du président Samuel Doe. A cet égard, les Douze viennent de demander aux belligérants de respecter la neutralité des « ambassadeurs et des lieux de refuge (églises, hôpitaux, etc.) où des civils sans défense ont trouvé abri ». - (AFP, Reuters).

## Pour limiter les effets de la grève

## Air Inter a affrété sept appareils supplémentaires

Les voyageurs ne devaient pas être trop pénalisés par la nouvelle grève - la quatrième en un mois - que connaît vendredi 3 août Air Inter, la compagnie ayant fait savoir qu'elle assurerait « plus de 80 % de son trafic habituel, soit 280 vols au moins sur les 346 normalement programmés. Air Inter devait ainsi desservir toutes ses destinations, à l'exception de Madrid. Au départ de Paris, 11 aller-retour au lieu de 13 devaient ainsi être assurés sur Marseille, 16 sur vers Toulouse, et 3 sur 3 en direction de Quimper. Un effort dont la compagnie devra payer le prix, puisqu'elle affrètera pour la circonstance sept appareils supplémentaires et autant d'équipages.

En milieu de matinée, les retards enregistrés n'excédaient pas une dizaine de minutes. Des vols supplémentaires sont prévus samedi.

Des perturbations pourraient encore se produire la semaine prochaine. Un syndicat au moins, le SNPIT (autonome), qui anime le conflit aux côtés de la CGT, prévoit en effet de déposer un nouveau préavis de grève, dont les modalités, précise le syndicat, seront arrêtées après une consultation du personnel en assemblées générales après la grève de vendredi.

Par ailleurs, les passagers arrivant au terminal 1 de l'aéroport de Roissy ont encore dû attendre de longues heures leurs bagages jeudi 2 août, et se passer d'informations, en raison du mouvement de grève observé par une partie du personnel (100 personnes sur 800, selon la direction) d'Aéroports de Paris (ADP).

## Les mesures d'aide à l'emploi en 1989

## Forte baisse du nombre de stages d'initiation à la vie professionnelle

Les mesures d'aide à l'emploi ont encore davantage bénéficié aux jeunes qu'aux adultes en 1989. Selon une étude réalisée auprès du secteur marchand non agricole et récemment diffusée par l'INSEE, les formules destinées aux jeunes (stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), contrats de qualification et contrats d'adaptation) ont représenté, l'an dernier, 230 000 emplois contre quelque 245 000 en 1988. Parallèlement, les mesures destinées aux adultes (contrats de réinsertion en alternance et contrats de retour à l'emploi) ont représenté 47 000 emplois en 1989 contre 35 000 l'année précédente.

En ce qui concerne les dispositifs réservés aux jeunes, la baisse du nombre de bénéficiaires de SIVP, déjà sensible en 1988, s'est accentuée, l'année dernière, en raison de la « moralisation » de cette formule, effective depuis le 1<sup>er</sup> février 1989. 27 000 jeunes se trouvaient, à la fin de l'année dernière, à la fin de l'année précédente. Conséquences directes de la gestion plus rigoureuse des SIVP, les stagiaires ont rajouté (78 % ont moins de

vingt-deux ans contre 68 % en 1988) et leur niveau de formation a diminué (37 % au lieu de 31 % n'ont aucun diplôme).

La progression constante des contrats de qualification et celle, plus lente, des contrats d'adaptation n'ont pas compensé cette diminution du nombre de SIVP. Fin 1989, 117 000 jeunes étaient sous contrat de qualification (au lieu de 80 000 fin 1988), tandis que 85 000 avaient signé un contrat d'adaptation.

## CAPÉLOU

Les belles literies canapés-lits petites dimensions

Rangement par éléments.

EST OUVERT du mardi au samedi 9 h à 12 h et 14 h à 17 h 30 37, av. de la République (11<sup>e</sup>), M<sup>r</sup> Parmentier, 43-57-46-35